Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Union européenne

NET MED YOUTH
RÉSEAUX DE LA JEUNESSE MÉDITERRANÉENNE

S'ENGAGER EN LIGNE

OCELAT
CULTURES • ARTS • SOCIÉTÉS

Publié en 2019 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation,
la science et la culture
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France
et le Centre et laboratoires de recherche Cultures – Arts – Sociétés (CELAT),
Pavillon Charles-De Koninck, local 5173, Université Laval, Québec, Canada
Le CÉLAT est un centre interuniversitaire intégrant des chercheurs de l'Université Laval, de l'Université du Québec à Montréal et de l'Université du Québec à Chicoutimi.

© UNESCO 2019

ISBN: 978-92-3-200169-6

Œuvre publiée en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/). Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO (www.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr).

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

Photo de couverture : © pixelfit/istockphoto.com

Création graphique : GARCICOM
Graphisme de la couverture : GARCICOM
Illustrations : les photos utilisées dans cet ouvrage (sauf pour la couverture) sont la propriété conjointe de l'UNESCO et de son partenaire, l'Union européenne, dans le cadre de leur projet NET-MED Youth (© NET-MED Youth / UNESCO-EU). Le libre accès CC-BY-SA ne s'applique pas sur ces photos (seul le texte est concerné). Ces photos ont été prises lors d'évènements organisés dans le cadre du Projet NET-MED Youth entre 2014 et 2018.
Mise en pages : GARCICOM
Impression : UNESCO

S'ENGAGER EN LIGNE

Madeleine Pastinelli
Francine Saillant
Mouloud Boukala
Célia Forget

Avec la collaboration de
Maryam Ben Salam

TABLE DES MATIÈRES

CONTEXTE DE L'ÉTUDE 7

PRÉFACE 8

INTRODUCTION 11

1. TOUR D'HORIZON DES USAGES D'INTERNET CHEZ LES JEUNES DU SUD DE LA MÉDITERRANÉE 12

1.1 PRÉCISIONS MÉTHODOLOGIQUES 13

1.2 LA PARTICIPATION CITOYENNE DES JEUNES 14

1.3 L'ACCÈS AU RÉSEAU 16

1.4 LES USAGES D'INTERNET PAR LES JEUNES 17

1.5 LES LANGUES EMPLOYÉES 18

1.6 LA LIBERTÉ D'EXPRESSION 19

1.7 INTERNET DANS LE CONTEXTE DES RÉVOLUTIONS DU PRINTEMPS ARABE : CYBERACTIVISME ET TRANSNATIONALISME 20

1.8 DIFFÉRENCIATIONS DE GENRE DANS LES USAGES CITOYENS D'INTERNET 21

1.9 EN RÉSUMÉ 25

2. BENCHMARKING DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES UTILISÉES PAR DES JEUNES DU SUD DE LA MÉDITERRANÉE 28

2.1 CRITÈRES DE CHOIX 29

2.2 GRILLE D'ANALYSE 31

2.3 SYNTHÈSE DES ONZE PLATEFORMES SÉLECTIONNÉES 32

2.4 INFORMATIONS LIÉES À CES PLATEFORMES 38

2.5 ANALYSE DE LA PARTICIPATION SUR CES PLATEFORMES 38

2.6 COMPLÉMENT D'INFORMATION 41

3. ANALYSE COMPLÉMENTAIRE DE TROIS PLATEFORMES 44

3.1 TROIS PLATEFORMES, AU NIVEAU DE PARTICIPATION PLUTÔT ÉLEVÉ 45

3.2 MÉTHODOLOGIE DE SÉLECTION 45

3.3 RÉSUMÉ DES TROIS PLATEFORMES SÉLECTIONNÉES 46

3.4 ANALYSES DES TROIS PLATEFORMES 48

4. SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS 52

5. RECOMMANDATIONS ET CONCLUSION 56

6. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES 64

NOTES 76

CONTEXTE DE L'ÉTUDE

Les Réseaux de la jeunesse méditerranéenne (NET-MED Youth) est un projet de cinq ans (2014-2018), mis en œuvre par l'UNESCO avec le soutien de l'Union européenne. Son objectif est d'améliorer l'accès et la participation effective des jeunes femmes et hommes à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de stratégies et de politiques en direction de la jeunesse. Le projet vise à renforcer les capacités d'analyse, de planification, de dialogue et de réseautage des organisations de jeunesse, ainsi que leur interaction avec les médias et leur utilisation de plateformes fondées sur les technologies de l'information et de la communication, afin d'améliorer l'inclusion politique et économique des jeunes dans les pays bénéficiaires[1].

Dans le cadre du projet NET-MED Youth, l'UNESCO souhaitait mieux connaître les plateformes d'échanges en ligne utilisées par les jeunes dans les pays de la région de la Méditerranée via lesquelles ils interviennent dans le débat public ou y contribuent en partageant des points de vue sur le devenir de leur culture, de leur société, de ses institutions et sur leur place en son sein. Dans ce même cadre, l'UNESCO éprouve plus largement la nécessité d'approfondir la connaissance des usages qui sont faits de ces différentes plateformes par l'ensemble des jeunes de la région, le contexte dans lequel ils s'inscrivent et la manière dont ceux-ci varient selon les divers éléments du profil social des jeunes (genre, situation socioéconomique, niveau de scolarité, pays, appartenance ethnique et religieuse, milieu de vie, conditions de santé, etc.). À terme, l'UNESCO souhaiterait évaluer l'opportunité d'une nouvelle plateforme et explorer les possibles modalités de conception ou de consolidation de plateformes d'échanges suscitant largement l'intérêt des jeunes, favorisant leur participation active à l'espace public, et ce, de façon inclusive.

Afin de répondre à ces objectifs, l'équipe de recherche s'est proposée de :

- Produire une revue de la littérature permettant de synthétiser les travaux existants ;
- Conduire un travail d'observation et d'analyse exploratoire de 11 plateformes préalablement identifiées dans le cadre du projet NET-MED Youth ;
- D'analyser trois espaces participatifs complémentaires à forte participation ;
- Produire une courte synthèse faisant état des conclusions ainsi que des recommandations quant aux domaines d'appui du projet NET-MED Youth.

PRÉFACE

Le rôle joué par Internet dans la mobilisation des jeunes du sud de la Méditerranée a fait couler beaucoup d'encre depuis les soulèvements de 2011 qui ont embrasé une partie du monde arabe. En effet, plusieurs commentateurs des revendications sociales et politiques conduites par les jeunes ont prêté un rôle crucial à Internet et aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, dans l'amplification des contestations, la dissémination rapide de l'information, la mise en réseau et la structuration des citoyens, allant jusqu'à affirmer que certains médias sociaux révolutionnent les modes d'engagement politique des jeunes. Face à ce postulat et au manque de preuves scientifiques dans ce domaine, l'UNESCO a souhaité en savoir plus, en décortiquant les arguments de participation ou de non-participation citoyenne des jeunes via le web.

L'engagement en ligne de la jeunesse, notion souvent galvaudée mais peu étudiée et insuffisamment étayée, appelait donc une étude qualitative, orientée sur des cas concrets et des bonnes pratiques, identifiés avec les jeunes eux-mêmes, afin d'éclairer le sens de l'engagement en ligne de la jeunesse, et d'orienter notre appui futur aux plateformes digitales servant l'émancipation, l'autonomisation, l'engagement et la participation politique des jeunes hommes et femmes de la région.

Aussi, dès le lancement du projet régional intersectoriel NET-MED Youth, mis en œuvre par trois Secteurs de l'UNESCO (Sciences sociales et humaines, Communication et Information, Education) et financé par l'Union européenne dans 9 pays du sud de la Méditerranée, nous avons initié cette enquête, en coopération avec le Centre de recherche sur les arts, la culture et la société (CELAT) de l'Université Laval, Québec, Canada. S'intéressant à une quinzaine de plateformes parmi les plus populaires et pertinentes au sein de la région, l'étude apporte une perspective nouvelle sur les paradigmes de la participation citoyenne en ligne de la jeunesse ainsi que des recommandations opérationnelles à l'attention des gestionnaires de ces plateformes et des organisations de jeunesse.

L'étude suggère, en effet, que les médias sociaux ne sont pas toujours la panacée pour l'engagement citoyen des jeunes. Internet n'est pas un monde isolé en soi dans le sens où il ne fait que prolonger les usages éprouvés dans la vie citoyenne. Son rôle dans l'essor des Révolutions arabes a quelques fois été surestimé. Sans aucun doute, les médias sociaux permettent aux jeunes hommes et femmes, déjà engagés dans les champs civils et politiques, de se structurer davantage, mais ils peuvent difficilement faire germer des vocations nouvelles envers la chose

publique, notamment auprès de groupes auto-exclus de la sphère citoyenne comme les jeunes vulnérables, les jeunes femmes ou encore les populations rurales.
L'originalité de l'étude tient en premier lieu à l'examen des « contenus participatifs », c'est-à-dire les divers types de contenus et de messages publiés par les usagers des plateformes jugées populaires auprès des jeunes. Ainsi, l'étude analyse savamment les dispositifs techniques ou technologiques, susceptibles d'accroître le succès et l'interactivité des plateformes web dirigées par et pour les jeunes, ainsi que les contenus qui y sont produits et relayés. Elle apporte des enseignements précieux dont la nécessaire agrégation de contenus et de ressources ciblant simultanément différentes tranches d'âges et d'usage, la nécessité de favoriser des sujets relatifs à la situation concrète des jeunes, et l'impératif d'alterner intelligemment des activités en ligne et des actions en présentiel (face-to-face). D'autres facteurs semblent susceptibles de rehausser l'attractivité et le dynamisme des plateformes, comme par exemple, la mise en avant de personnalités influentes et identifiables, la garantie de l'anonymat et de la sécurité des usagers ainsi que la lutte contre la censure, notamment dans les contextes de crise marqués par une réduction des libertés. Fait inattendu, l'étude relativise l'importance, sinon l'attrait, des dimensions graphiques et purement visuelles pour le succès et la pérennité des plateformes.

Je voudrais remercier vivement l'équipe de recherche du CELAT ainsi que l'ensemble des jeunes gestionnaires de plateformes qui ont contribué activement à cette recherche afin de nous aider à mieux cibler notre appui dans ce domaine. Sur la base des résultats de cette étude, l'UNESCO a lancé une série d'actions d'appui technique et de partenariat dans deux pays pilotes. Il s'agit notamment de Jamaity en Tunisie, de For9a et Accessible Jordan en Jordanie.

D'autres initiatives verront le jour afin de garantir la durabilité, l'innovation et la pertinence de nos actions d'éducation aux médias et à l'information, comme garanties d'immunité intellectuelle et d'émancipation des jeunes dans un monde où les discours de haine et la manipulation des idées font florès. C'est cela l'esprit du Projet NET-MED Youth qui cherche à créer un environnement favorable pour la participation des jeunes femmes et hommes à la prise de décision et au développement des politiques publiques qui les concernent. Au cours des quatre dernières années, le projet a réussi à former plus de 4 000 jeunes, à constituer sept réseaux nationaux de jeunes leaders de la société civile, à faciliter la révision des cadres juridiques et politiques touchant la jeunesse. Riche de sa dimension interdisciplinaire, NET-MED Youth a également permis d'améliorer la représentation des jeunes dans les médias publics, et à appuyer durablement le dialogue politique et la visibilité des organisations de jeunesse dans plusieurs pays de la région. Cette approche singulière mériterait d'être éprouvée et dupliquée dans d'autres contextes géographiques. Cela serait le prélude à une coopération intellectuelle originale et fluide entre les jeunes des différentes rives de la Méditerranée et du monde, à l'image des flux et flots d'idées et de principes universels qui devraient gouverner Internet.

Nada Al-Nashif
Sous-Directrice générale pour les Sciences sociales et humaines
UNESCO

ÉQUIPES DE RECHERCHE ET DE COORDINATION

ÉQUIPE PRINCIPALE DE RECHERCHE

- **Madeleine Pastinelli**
Directrice du CÉLAT (1er mai 2015-30 avril 2018), professeure au Département de sociologie de l'Université Laval, Canada
- **Francine Saillant**
Directrice du CÉLAT (1er mai 2009-30 avril 2015), professeure au Département d'anthropologie de l'Université Laval, Canada
- **Mouloud Boukala**
Membre du CÉLAT, professeur à l'École des médias de l'Université du Québec à Montréal, Canada
- **Célia Forget**
Coordonnatrice scientifique du CÉLAT, Université Laval, et professeure associée à l'UQAM, Canada

CHERCHEURE ASSOCIÉE

- **Maryam Ben Salam**
Docteure en Sciences Politiques, Spécialiste en genre, Maître assistant à la Faculté de droit et des sciences politiques de Sousse, Tunisie

ÉQUIPE D'ÉVALUATION PAR LES PAIRS

- **Fadma Ait Mous**
Professeure assistante de Sociologie, Faculté des lettres et des sciences humaines Aïn Chock de l'Université Hassan II de Casablanca, Maroc
- **Enrico de Angelis**
Chercheur, Professeur adjoint à l'Université américaine du Caire, Égypte

ÉQUIPE D'ASSISTANTS À LA RECHERCHE

- **Mourad Boussetta**
Étudiant au doctorat en ethnologie, Université Laval, Canada
- **Rachel Brousseau**
Étudiante à la maîtrise à l'École des médias, Université du Québec à Montréal, Canada
- **Caroline Déry**
Étudiante à la maîtrise en sociologie, Université Laval, Canada

ÉQUIPE DE COORDINATION UNESCO

- **Souria Saad-Zoy,** Spécialiste de Programme, Manager de NET-MED Youth, Secteur des Sciences sociales et humaines
- **Claudia Maresia,** Membre de l'équipe de coordination de NET-MED Youth, Secteur des Sciences sociales et humaines
- **Ahmed Zaouche,** Coordinateur régional NET-MED Youth, Secteur des Sciences sociales et humaines
- **Mimouna Abderrahmane,** Chargée des Publications, Secteur des Sciences sociales et humaines
- **Rosario Soraide,** Coordinatrice régionale de NET-MED Youth, Secteur de la Communication et de l'Information

INTRODUCTION

Cette étude aborde l'usage démocratique d'internet comme outil de développement et d'autonomisation des jeunes femmes et hommes dans les pays du sud de la Méditerranée, encourageant le dialogue, la participation et l'engagement positif des jeunes dans le débat public.

À travers un état des lieux des habitudes d'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC), des médias sociaux ou d'autres plateformes numériques par les jeunes et de leur participation en ligne, l'étude s'est attachée à observer les usages numériques des jeunes et à analyser les contenus participatifs qu'ils publient via des plateformes numériques sélectionnées. Des recommandations opérationnelles sont également mises en avant pour la suite du projet NET-MED Youth (Réseaux de la Jeunesse Méditerranéenne).

Ce travail s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie opérationnelle de l'UNESCO pour la jeunesse (2014-2021) qui reconnaît le potentiel et la plus-value des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans la réalisation de ses trois axes d'intervention : (i) formulation et révision de politiques publiques avec la participation des jeunes, (ii) renforcement des capacités pour la transition vers l'âge adulte, (iii) engagement civique, participation démocratique et innovation sociale.

La première partie de cette étude porte sur la documentation scientifique relative à l'usage d'internet chez les jeunes dans cette même région, à partir d'une analyse documentaire en français, en anglais et en arabe sur les thèmes suivants : la participation citoyenne des jeunes, l'accès au réseau internet, les usages d'internet chez les jeunes, les langues employées, la liberté d'expression et la censure, l'influence du genre sur les usages différenciés d'internet, et l'utilisation d'internet dans le contexte des révolutions arabes.

La deuxième partie présente l'analyse de onze plateformes numériques, identifiées conjointement par l'UNESCO et ses partenaires, en usage chez des jeunes du sud de la Méditerranée.

Quant à la troisième partie, elle présente l'analyse de trois autres plateformes jugées populaires chez des jeunes du sud de la Méditerranée, retenues par les chercheurs du CELAT pour leur important taux d'activités et de participation.

Pour conclure cette exploration des usages numériques des jeunes du sud de la Méditerranée, nous proposons plusieurs recommandations pour aider à la consolidation de plateformes existantes, ou contribuer à la création de nouvelles.

01

TOUR D'HORIZON DES USAGES D'INTERNET CHEZ LES JEUNES DU SUD DE LA MÉDITERRANÉE

Pour circonscrire le contexte de l'étude et identifier les différents aspects favorisant la participation citoyenne des jeunes du sud de la Méditerranée via internet, une synthèse de la littérature scientifique a été réalisée. Les principaux éléments se dégageant des travaux et ouvrages retenus ont été abordés en lien avec six thèmes essentiels dans le contexte du projet NET-MED Youth :

1) La participation citoyenne des jeunes hommes et femmes
2) L'accès au réseau
3) Les usages d'internet par les jeunes
4) Les langues employées par les jeunes
5) La liberté d'expression
6) L'emploi d'internet dans le contexte des révolutions arabes

Il s'agit en premier lieu d'examiner ce qui caractérise la participation citoyenne des jeunes et leur rapport à l'espace public, de façon à mieux connaître le profil social des jeunes plus ou moins susceptibles d'être déjà socialement engagés ou enclins à le devenir. C'est l'occasion d'identifier les facteurs qui favorisent ou, au contraire, découragent leur participation, d'observer les formes prises par cette participation citoyenne et la manière dont internet contribue à la transformer, et enfin, de discerner les questions susceptibles de se trouver au cœur de leur engagement.

Dans un second temps, les modalités d'accès au réseau dans les pays concernés ainsi que les usages d'internet des jeunes sont abordés, tels qu'ils ont été étudiés par des chercheurs de différentes disciplines et nationalités. Puis, il est fait état de ce que révèle la littérature sur les langues utilisées par les jeunes dans leurs interactions en ligne et sur les enjeux relatifs à la liberté d'expression dans l'utilisation d'internet. Enfin, sont synthétisés quelques éléments de la littérature relative à l'utilisation d'internet dans le contexte des révolutions du Printemps arabe qui semblent pertinents dans le contexte de la présente démarche.

Il convient en outre de garder à l'esprit que le contexte de l'étude – plusieurs pays sur certains plans très différents les uns des autres – est loin d'être homogène. Il n'existe pas une jeunesse, mais une pluralité de jeunes. Il en découle que, certaines observations faites par différents chercheurs dans plusieurs de ces pays ne sont pas toujours applicables à l'ensemble des pays du sud de la Méditerranée. Dans ce qui suit, nous avons tenté d'établir un panorama général et nuancé des observations et analyses déjà publiées. Lorsque cela a été possible, les différences observées entre les pays ou les régions ont été mises en évidence.

Par ailleurs, l'ensemble de la région a été abordé en soulignant les constats qui ressortent des rapports faits dans plusieurs pays. Il va sans dire que la situation prévalant dans certains pays ou pour certains jeunes peut s'éloigner peu ou prou de ce panorama.

1.1 PRÉCISIONS MÉTHODOLOGIQUES

L'équipe de recherche a effectué une recension de l'ensemble des travaux portant sur les usages des TIC par les jeunes dans les pays du sud de la Méditerranée, sur la manière dont ces jeunes participent au débat public et les contextes dans lesquels s'inscrit cette participation et, enfin, sur les enjeux relatifs à la liberté d'expression dans les usages du numérique dans ces différents pays. La recherche a été effectuée de façon systématique depuis plusieurs bases de données et à l'aide de différents outils de recherche à partir d'un ensemble de mots-clés et d'opérateurs de recherche. Dans un premier temps, un inventaire général de la littérature disponible en lien avec les thèmes identifiés a été établi, de façon à avoir une vue d'ensemble des travaux et recherches effectués pouvant être mis à profit dans l'étude des plateformes existantes et en vue du développement de nouvelles plateformes. Parallèlement à cette première démarche, une bibliothèque numérique a été constituée. Dans un deuxième temps, une bibliographie sélective regroupant les travaux les plus récents, particulièrement ceux qui présentent des données ou des démarches empiriques permettant de circonscrire le plus fidèlement possible le contexte, a été établie (voir la bibliographie sélective en annexe). Après en avoir pris connaissance, l'équipe de recherche a identifié les références incontournables qui ont été mises à profit lors de la préparation de l'état de la question.

Ce travail a permis de recenser 92 documents en langue française, 83 documents en langue anglaise et 42 documents en langue arabe. Le tableau 1 précise la nature des documents recensés et leur distribution selon la langue.

1.2
LA PARTICIPATION CITOYENNE DES JEUNES

Un certain nombre de publications relatives à la participation citoyenne ou politique des jeunes, à leurs attentes et espérances vis-à-vis des institutions et aux enjeux de leur insertion économique et professionnelle permet de dresser un portrait sommaire des facteurs qui interviennent au regard de la participation des jeunes femmes et hommes au débat public dans les pays du sud de la Méditerranée. À bien des égards et notamment en ce qui concerne le rapport que les

Types de documents	Anglais	Arabe	Français
Articles scientifiques	32	21	48
Rapports de recherche	12	13	9
Thèses ou mémoires	3	5	4
Monographies	6	2	10
Numéros thématiques de revues savantes	--	1	2
Ouvrages collectifs et actes de colloque	12	--	11
Billets de blogue à teneur scientifique	10	--	3
Comptes rendus	--	--	1
Rapports UNESCO	8	--	4
Total	83	42	92

Tableau 1 : Distribution par langue des références bibliographiques recensées

jeunes des deux sexes entretiennent au politique, les observations faites dans ces pays rejoignent de près plusieurs constats faits de façon récurrente dans d'autres régions du monde, notamment en Europe et en Amérique du Nord[2].

Plusieurs études soulignent d'abord la faible participation politique des jeunes de même que leur faible implication dans les organisations de la société civile[3].

Dans l'ensemble de ces études, il apparaît que les jeunes s'intéressent peu (ou moins que leurs aînés) à l'actualité politique, qu'ils sont moins enclins à voter et qu'ils ont en général peu confiance dans les institutions publiques, la presse et le système politique. Ils sont également méfiants vis-à-vis de certaines organisations de jeunesse lorsque celles-ci leur apparaissent comme étroitement liées aux gouvernements ou au pouvoir en place. La participation politique des jeunes est par ailleurs plus faible en milieu rural qu'en milieu urbain, moins

élevée chez les jeunes femmes que les jeunes hommes, de même que chez les jeunes les moins scolarisés[4].

Certaines enquêtes menées dans différents pays soulignent que les jeunes sont plus susceptibles d'avoir confiance et de s'engager dans les organisations de proximité comme les organisations religieuses. Le type d'organisation concernée varie d'un pays à l'autre, mais dans la majorité des cas, il semble bien que ce soit d'abord la proximité et le caractère local des organisations ou des figures d'autorité qui favorisent l'implication des jeunes ou fondent leur confiance[5]. Ainsi l'imam local est signalé dans certains pays comme jouant un rôle clé dans les organisations de proximité.

L'intérêt des jeunes pour le politique et l'espace public s'avère étroitement lié à ce que sont leurs préoccupations majeures, soit la famille, les études et l'emploi[6]. L'insertion sociale et professionnelle des jeunes est déficiente dans plusieurs pays, notamment chez les femmes et en milieu rural[7]. Des différences parfois très importantes sur le plan des indicateurs socioéconomiques sont observées entre les régions d'un même pays. Cela suggère que les différences entre contextes nationaux peuvent être moins grandes entre certains pays que ne le sont les écarts entre milieu urbain et milieu rural, régions côtières versus régions non côtières, ou régions économiquement plus florissantes que d'autres. Sur la base de ce constat, il nous semble tout aussi important de considérer ces différences de milieux que de tenir compte des différences entre pays.

Les difficultés d'insertion professionnelle et économiques des jeunes coïncident par ailleurs avec des taux de persévérance scolaire qui sont relativement faibles dans plusieurs pays. Le travail informel est particulièrement répandu chez les jeunes, plus spécialement en milieu rural et péri-urbain et chez les jeunes moins scolarisés. Dans tous les cas, la formation, l'emploi et les possibilités de s'insérer professionnellement constituent manifestement la préoccupation la plus importante chez les jeunes des pays de la région. Ces questions et ce qui s'y rattache sont au cœur de leur intérêt pour le politique ou de leur participation à l'espace public[8].

Plusieurs pays comportent des groupes minorisés dont les conditions de vie et l'insertion socioéconomique de même que la participation politique diffèrent de ce qui prévaut pour la majorité. La communication entre groupes, de même que le partage d'institutions communes et le vivre-ensemble constituent de réels défis, qui sont au cœur de la participation politique des jeunes dans certains contextes[9]. Ce sont des domaines communément partagés, tels que l'art, le sport et le divertissement qui peuvent, dans ces contextes, être le lieu d'un dépassement des tensions religieuses ou ethniques entre les différents groupes[10]. L'intérêt d'une partie de la jeunesse de ces pays pour les valeurs démocratiques peut aussi aller en ce sens. De manière générale, il apparaît qu'internet peut favoriser la participation citoyenne des jeunes qui ont accès au réseau et contribue au développement de leur intérêt pour l'espace public, l'actualité et le politique.

Certains travaux mettent en évidence la manière dont internet est utilisé dans les échanges entre le public et les élus[11]. L'analyse des interactions en ligne entre politiques et citoyens dans les démocraties occidentales montre qu'elles prennent souvent des formes virulentes pouvant dériver vers le conflit[12]. Par exemple, l'analyse des profils Facebook de femmes politiques tunisiennes (élues, membres de partis politiques, ministres, syndicalistes) et des échanges en ligne entre elles et les citoyens, permet d'observer comment ils deviennent le lieu privilégié d'attaques personnelles, d'injures sexistes, de provocation[13].

Soulignons que l'affirmation selon laquelle internet favorise un regain d'intérêt des jeunes pour l'espace public en renouvelant les façons de s'informer, de débattre de l'actualité et d'exprimer son point de vue doit être nuancée. En effet, bien qu'internet permette un élargissement de l'espace public, en rendant possible la participation des citoyens à la démocratie, plusieurs travaux soulignent aussi les limites des changements en cause. En effet internet n'abolit pas les inégalités sociales et on observe dans nombre d'espaces numériques une certaine homogénéité des participants selon leur profils sociaux, leurs opinions et leurs valeurs, leur accès à la prise de parole, leur capacité à reconnaître des partenaires légitimes de l'interaction discursive et leur tendance à avantager les groupes dominants[14]. Par ailleurs, certains travaux montrent comment la gestion des discussions en ligne ne réduit pas forcément les hiérarchies sociales et les relations de pouvoirs manifestes dans les débats en face à face, puisqu'elle opère un travail de sélection de la parole des participants[15].

La littérature scientifique consacrée aux pays du sud de la Méditerranée met en évidence plusieurs des caractéristiques propres à ce qui se passe en ligne dans les pratiques de consommation médiatique des jeunes, le partage d'information

et le débat public. Les échanges des jeunes observés dans les médias sociaux, les blogues et les forums de discussion donnent à voir des interactions sur l'actualité prenant la forme d'expressions créatives, performatives, parfois ludiques et dans lesquelles on recourt souvent à des formes discursives ironiques ou humoristiques. Ces éléments se retrouvent notamment dans les montages picturaux et vidéos qui circulent dans les médias sociaux témoignant d'un fort souci esthétique ou récréatif[16].

Même si internet contribue à renouveler ou à favoriser la participation des jeunes et notamment des jeunes femmes à l'espace public, il convient de souligner que ce ne sont pas tous les jeunes internautes qui adoptent des usages consistant à s'informer et partager de l'information, exprimer des opinions et échanger ou débattre des idées, notamment les idées politiques. Chez plusieurs d'entre eux, on observe des usages essentiellement utilitaires, ludiques ou liés à la communication intime ou personnelle avec les proches, la famille ou les amis, le plus souvent en lien avec le quotidien. Une étude empirique quantitative réalisée au Maroc a permis par exemple d'identifier quatre profils distincts d'utilisateurs des médias sociaux :
1) Les affectifs qui considèrent les médias sociaux comme un espace récréatif et ludique; il s'agit d'un usage motivé essentiellement par le désir de faire des rencontres;
2) Les observateurs qui se distinguent par leur faible motivation à recourir aux médias sociaux et leur comportement plutôt passif, ceux-ci étant encore plus désengagés dans la vie sociale;
3) Les communicateurs qui utilisent les médias sociaux pour faire du réseautage professionnel, apporter un soutien affectif, militer et se tenir informé;
4) Les mobilisateurs qui se connectent pour « s'exprimer, mobiliser » (dénoncer un fait, rallier une cause, s'opposer à la politique de l'État…). À ces différents types d'usages et de motivations correspondent des caractéristiques sociodémographiques différentes. Ainsi, l'usage proprement politique des médias sociaux s'avère lié à la maturité, la stabilité professionnelle et l'engagement politique hors ligne[17].

La littérature révèle en somme que l'engagement des jeunes en ligne et leur participation à des échanges à caractère politique s'inscrivent dans le prolongement de leur rapport à l'espace public hors ligne.

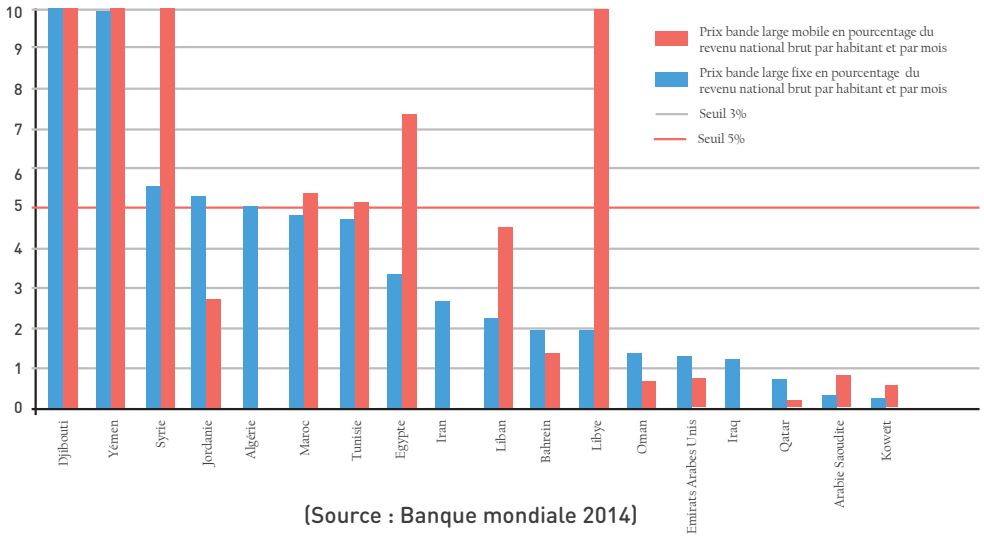
Ainsi, internet ne constituant pas un espace autonome, les usages qui en sont faits s'avèrent être le reflet ou le prolongement des intérêts et préoccupations des jeunes au quotidien[18]. En effet, les jeunes qui sont les plus susceptibles d'avoir accès régulièrement à internet sont également ceux qui, eu égard à leur profil social (milieu de vie, niveau de scolarité, situation économique, insertion sociale et professionnelle personnelle ou de la famille d'origine), sont les plus susceptibles d'être impliqués dans les organisations de la société civile, de s'intéresser à l'actualité sociale et politique et de participer politiquement. En ce sens, si l'accès au réseau permet aux jeunes de prendre part à un nouvel espace public où les formes de communication et les modalités d'expression s'avèrent différentes, on ne peut pour autant conclure que le seul fait d'accéder au réseau est de nature à transformer leur rapport à l'espace public.

1.3 L'ACCÈS AU RÉSEAU

La prolifération d'internet et le développement de la téléphonie mobile et des médias sociaux dans la région sud de la Méditerranée, ont transformé le paysage médiatique, aujourd'hui plus diversifié, et les manières de produire et de recevoir de l'information[19]. En plus des médias classiques, souvent contrôlés par les gouvernements locaux, d'autres réseaux d'information, notamment en ligne, se créent entraînant une nouvelle forme d'accessibilité à l'information et souvent une plus grande liberté de communication.

L'accessibilité des connexions à internet et plus particulièrement au haut débit est relativement inégale dans les pays du sud de la Méditerranée, bien que la plupart des pays se soient dotés de politiques visant à favoriser le développement de ces connexions[20], à l'exception de la Libye qui n'avait pas encore adopté une telle politique en 2014[21]. Les médias traditionnels restent encore les plus utilisés dans la population en général. De grandes disparités socio-économiques et numériques se dessinent entre certaines zones rurales (ou à l'intérieur du pays) et d'autres, plus urbaines (ou côtières). La « fracture sociale numérique » côtoie la « fracture territoriale numérique ». Pour une part importante de la population, ce n'est pas tant l'absence d'infrastructure, mais plutôt le coût des connexions qui limite l'accès au réseau. Une étude recensée par la Banque mondiale suggère que la pénétration du haut débit augmente rapidement quand le prix des accès passe sous la barre des 3 à 5 % du salaire mensuel moyen. Dans les pays de la région du MENA de même qu'en Libye, les prix du haut débit fixe sont relativement abordables, mais en Syrie ils demeurent au-dessus du seuil correspondant à 5 % du salaire moyen. Le tableau suivant (Tableau 2), tiré du rapport produit par la Banque mondiale sur

Tableau 2 : Prix de la bande large en pourcentage du Revenu National Brut par habitant et par mois



(Source : Banque mondiale 2014)

l'accès au haut débit dans les pays du MENA (2014), compare le prix des accès fixes et mobiles en fonction du revenu moyen pour différents pays.

Dans plusieurs pays (notamment au Maroc et en Tunisie), le haut débit est encore peu accessible pour au moins 60% de la population[22]. Ceci explique que dans ces pays, une proportion importante de jeunes accède à internet essentiellement dans les cybercafés[23]. Plusieurs études indiquent que, dans ces contextes où c'est en fréquentant les cafés le soir[24] et la nuit qu'il est possible d'accéder au réseau, les femmes se voient sérieusement défavorisées puisque l'usage leur interdit de s'y rendre le soir. Les cybercafés ont joué un rôle important dans le développement des usages d'internet. Au Maroc par exemple, toute une génération s'est socialisée dans ces espaces, à telle enseigne que la présence des jeunes femmes (essentiellement des étudiantes) tend à s'y normaliser. Elles viennent y faire des recherches, préparer des cours, etc.

Comme la comparaison des accès fixes et mobiles présentée dans le tableau du rapport de la Banque mondiale permet de le constater, dans plusieurs pays (notamment en Jordanie et à Bahreïn), l'accès au haut débit mobile est moins cher que l'accès fixe, alors que dans d'autres, notamment au Maroc et en Tunisie, l'accès au mobile est à peine plus élevé que l'accès au fixe. Cela explique sans doute l'importance de l'usage des téléphones mobiles, qui seraient, dans plusieurs pays, le dispositif le plus utilisé par les jeunes pour accéder à internet[25]. Plusieurs études ont mis en évidence l'importance de la place occupée par le téléphone mobile (permettant l'accès à internet) dans les pratiques de sociabilité et le quotidien des jeunes[26]. Il est donc important d'en tenir compte si l'on souhaite toucher les jeunes.

1.4 LES USAGES D'INTERNET PAR LES JEUNES

Chez les jeunes des pays des bassins occidentaux et orientaux de la Méditerranée, vivant en milieu urbain et économiquement favorisés, internet est désormais le principal média d'information ou de divertissement, ces jeunes y consacrant en moyenne plus de temps qu'à la télévision[27]. Dans plusieurs contextes, il semble que ce soit là un trait propre à la jeunesse, puisque ce n'est pas le cas de leurs ainés, présentant des profils sociaux similaires, plus enclins à s'en remettre aux médias traditionnels pour s'informer[28]. Ina Blau (2014) n'hésite pas à parler de fracture

générationnelle et souligne que l'action de produire et de consulter du contenu en ligne contribue à développer certaines compétences.

Dans l'ensemble, les études suggèrent que les usages qui sont faits d'internet par ces jeunes, ne diffèrent pas substantiellement de ceux des jeunes d'Europe et d'Amérique du Nord, en dépit de contextes politiques et sociaux différents. Les enquêtes révèlent en effet que les jeunes de la région utilisent internet pour communiquer à l'intérieur de leur réseau social, pour maintenir des liens avec la famille ou les amis, pour leurs études, la recherche d'un emploi, le travail, discuter d'idées en marge du cadre prévu par les institutions et, enfin, pour se divertir (musique, séries) et s'informer.

Ces pratiques seraient susceptibles de favoriser de nouvelles formes de sociabilités débouchant sur de nouvelles opinions[29], mais seulement dans une certaine mesure, puisqu'il semble qu'en général, on observe plutôt le renforcement des réseaux de relations existants et des opinions[30]. Ces pratiques participent également à la construction identitaire des jeunes, notamment au travers des pratiques de dévoilement de soi en ligne[31].

L'ensemble des ouvrages recensés ici indique que Facebook est, de loin, la plateforme la plus populaire chez les jeunes des pays de la région[32].

Dans l'ensemble, les usages que font ces jeunes de la plateforme[33] sont proches de ceux qui ont été observés ailleurs dans le monde, Facebook[34] étant pour eux à la fois un espace d'échanges personnels avec des proches, un outil permettant de maintenir des liens avec un réseau social étendu, de même qu'un lieu de partage d'informations ou de débat d'idées[35].

Les recherches menées sur le développement des blogues[36] et leur évolution dans le temps mettent en évidence la multiplicité d'espaces, d'outils ou de plateformes mobilisés et interconnectés à l'intérieur des mêmes réseaux d'internautes, et la manière dont l'évolution des usages peut conduire au passage d'une plateforme à une autre. À ce titre, soulignons l'importance des travaux de Romain Lecomte[37] qui, dans le contexte d'une thèse de doctorat sur la blogosphère tunisienne, s'est intéressé à l'histoire de la mobilisation de dissidents tunisiens sur internet. Il s'est penché sur la façon dont les blogueurs ont commencé à utiliser, parallèlement à leurs blogues, des pages Facebook et des profils Twitter, à telle enseigne que ces derniers canaux semblent en bonne voie de se substituer aux blogues, jusqu'alors leurs principaux outils de communication. Ces observations suggèrent que ce serait une erreur de concevoir ou d'appréhender un type de plateforme ou un espace d'échange en le considérant pour lui-même, en faisant abstraction du contexte réticulaire dans lequel il s'inscrit et qui met nécessairement en jeu d'autres espaces et d'autres plateformes. Chaque blogue, plateforme ou espace d'échange s'inscrit toujours dans un réseau complexe d'espaces de différentes natures, appréhendé par ceux qui le fréquentent, y participent ou l'alimentent, comme une partie d'un ensemble plus vaste.

1.5 LES LANGUES EMPLOYÉES

Les études révèlent sans grande surprise que les langues utilisées par les jeunes pour communiquer via internet, de même que la langue qu'ils utilisent sur Facebook varient selon les pays (Tableau 3), mais aussi selon le profil social des utilisateurs et selon les contextes de communication. En effet, elles suggèrent que la relative démocratisation de l'accès au réseau et plus particulièrement de l'usage de Facebook conduit à une augmentation de l'utilisation de l'arabe par rapport à l'anglais et au français, les internautes moins scolarisés utilisant plutôt l'arabe[38]. Il s'agit souvent d'un arabe dialectal, contribuant ainsi à faciliter l'usage d'internet par ces internautes. D'une manière générale, l'utilisation de l'arabe sur internet a connu une augmentation de 6,602.5 % entre 2000 et 2016[39]. Les internautes semblent nombreux à passer d'une langue à l'autre selon l'audience et le contexte.

Une enquête menée sur les échanges en ligne de jeunes Palestiniens illustre le processus de passage d'une langue à l'autre, en montrant comment ces jeunes utilisent l'anglais pour être lus par un public élargi, plutôt l'arabe pour les questions locales et souvent l'arabizi (une translitération de l'arabe en alphabet latin) dans les conversations entre amis[40]. Le passage d'une langue à l'autre peut se faire sur une même plateforme, voire dans le fil d'une même conversation. Par ailleurs, l'utilisation de l'arabe dialectal facilite souvent l'appropriation des dispositifs numériques. Myriam Achour Kallel montre à cet effet comment les pratiques scripturales sur Facebook reflètent les pratiques ordinaires de la citoyenneté[41].

Tableau 3 : Interface de langue préférée par les utilisateurs Facebook (en pourcentage)

Pays	Arabe (% utilisateurs FB)	Anglais (% utilisateurs FB)	Français (% utilisateurs FB)
Yémen	75,00	21,61	0,24
Palestine	66,90	31,97	0,45
Arabie saoudite	59,62	38,04	0,35
Iraq	53,09	41,75	0,57
Egypte	49,88	48,98	0,39
Jordanie	44,32	54,77	0,20
Oman	36,38	62,00	0,39
Libye	32,51	47,84	4,72
Bahreïn	30,80	67,54	0,29
Koweït	27,81	69,72	0,92
Mauritanie	23,32	4,03	71,11
Maroc	16,65	4,19	76,55
Qatar	16,07	79,42	1,09
Algérie	14,05	3,25	82,11
Emirats arabes unis	9,91	85,36	1,24
Liban	5,11	90,63	2,85
Djibouti	2,25	58,68	36,76
Tunisie	1,56	2,72	94,60
Somalie	1,22	84,02	1,32
Comores	0,20	5,54	92,87

(Source: Dubai School of Government mai 2011)

1.6 LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

La question de la liberté d'expression occupe une place de choix dans la littérature relative aux usages d'internet et plus largement aux TIC dans les pays du sud de la Méditerranée.

L'UNESCO a d'ailleurs produit un rapport sur les tendances en matière de liberté d'expression et de développement des médias dans la région arabe (2014c), qui souligne que dans de nombreux pays, le paysage médiatique, très contrôlé jusqu'en 2011, a connu depuis une réelle effervescence. Certains pays ont en effet adopté des lois consacrant la liberté d´expression jusqu'à l'inscrire dans leur Constitution. Bien que de nombreuses contraintes pèsent toujours dans la région en matière de liberté d'expression, on observe une pression accrue en sa faveur. Des plateformes numériques de journalisme citoyen ont limité les mécanismes de censure appliquée aux médias traditionnels, ce qui a provoqué dans certains cas d'importantes réactions. En effet, les attaques contre les journalistes citoyens, le filtrage des contenus en ligne, et les cyber-attaques sur les sites de médias et de journalistes, ainsi que sur les comptes de médias sociaux ont été observés dans certains pays de la région. L'usage de la censure directe (et de manière croissante sous des formes plus subtiles) demeure un problème, de même que la tendance à l'autocensure chez certains. Ceci n'est pas sans effet sur les publics les plus enclins à utiliser internet, particulièrement les jeunes.

Dans ce contexte, il semble que le réseau internet a quand même favorisé des formes d'expression nettement plus libres que dans les autres médias. Cette liberté d'expression ne concerne pas seulement la dissidence ou la critique politique, mais la possibilité pour les jeunes de s'exprimer en dehors du cadre imposé par leur milieu familial et social[42]. Ainsi des sujets tabous[43] comme la sexualité et ce tout qui relève de l'intimité (rapports familiaux, drogue, confessionnalisme, prostitution) peuvent être abordés ouvertement, de manière non moralisatrice, et parfois même avec humour, ce qui n'est pas le cas dans d'autres médias[44].

Les jeunes du monde arabe considèrent le web et les médias sociaux comme des espaces de liberté d'expression que l'on ne saurait contrôler[45] et ils sont particulièrement sensibles à la censure. Certains auteurs soutiennent d'ailleurs que la censure d'internet dans quelques pays aurait conduit à la mobilisation politique de nombreux jeunes qui jusqu'alors[46], ne s'intéressaient pas particulièrement au politique.

Un certain nombre de travaux soulignent en outre qu'un contrôle étatique s'opère dans l'accès au réseau (par les gérants des cybercafés, par le marché des fournisseurs d'accès) et qu'internet est également utilisé par certains pouvoirs en place pour surveiller et contrôler les dissidents éventuels[47]. Les études montrent que les blogueurs, conscients de ce phénomène, prennent différentes mesures pour limiter les risques. Dans ce sens, certains auteurs ont observé que de nombreux blogueurs ont progressivement adopté la plateforme Facebook et délaissé les blogues qu'ils tenaient sur d'autres plateformes jusque vers 2009 et 2010[48], entre autres pour des raisons de sécurité, parce qu'ils jugent que cette plateforme est plus fiable ou que leur anonymat y est mieux protégé. D'autres auteurs soulignent que c'est plutôt parce que cette plateforme offre une plus grande visibilité qu'elle est désormais privilégiée par plusieurs activistes.

1.7 INTERNET DANS LE CONTEXTE DES RÉVOLUTIONS ARABES : CYBER ACTIVISME ET TRANSNATIONALISME

Un bon nombre de réflexions et d'analyses ont été publiées sur les usages d'internet en lien avec les révolutions arabes et les transitions politiques subséquentes. Plusieurs textes visent à circonscrire le rôle des blogues et des médias sociaux dans ces révolutions. Ils tentent de retracer le développement du cyberactivisme dans différents pays ou s'intéressent aux opinions et aux pratiques de consommation médiatique de différentes populations dans le contexte du Printemps arabe[49]. Certaines de ces réflexions sont le fait d'acteurs ayant eux-mêmes activement pris part à ces mouvements, notamment des blogueurs qui ont joué un rôle central dans les événements. Certaines analyses reposent sur des entretiens menés auprès de ces mêmes acteurs, et de nombreux textes prennent plutôt la forme d'essais: ils ne s'appuient pas sur un travail d'enquête méthodique et présentent parfois un important caractère spéculatif. Parmi les publications qui reposent sur un travail d'enquête, certaines abordent assez largement l'ensemble des mouvements du Printemps arabe, tandis que d'autres portent plus spécifiquement sur certains pays ou régions bien définies[50].

Si une bonne partie des études et analyses ont souligné l'importance des réseaux sociaux durant les événements du Printemps arabe, « d'autres en relativisent la portée en fustigeant parfois le manque d'implication concrète de nouveaux citoyens connectés qui, en pétitionnant, considèrent réaliser leur rôle social[51] ».

Tentant de circonscrire les dynamiques en jeu dans le développement d'espaces d'échanges en ligne et notamment des forums et blogosphères critiques des pouvoirs en place, plusieurs études[52] soulignent l'importance des sources audiovisuelles (photographies, vidéos) et leur utilisation dans un contexte politique afin de nourrir un mouvement de protestation et sa répression. Dans le contexte de la répression de la dissidence ou plus simplement de la censure des contenus diffusés en ligne, les ressortissants de la région vivant à l'étranger dans un contexte démocratique, bénéficient d'un accès plus développé à internet, ont joué un rôle essentiel dans le développement du cyber activisme. Dans le cas particulier de la Tunisie, Lecomte montre bien l'importance du rôle joué par les membres de la diaspora vivant en Occident, qui ont été les premiers à faire exister en ligne (souvent dans des forums) des espaces d'action contestataire et de débats autonomes, qui ont pris forme d'abord à l'extérieur du pays, pour ensuite être progressivement rejoints par des Tunisiens se trouvant au pays[54]. En somme, dans des contextes politiques où la liberté d'expression s'avère restreinte, la diaspora peut jouer un rôle pionnier dans le développement d'espaces virtuels où s'expriment des critiques des pouvoirs en place ou plus simplement des discours qui ne seraient pas acceptables localement, comme ce fut le cas en Tunisie. Ceci

ne s'applique pas à d'autres pays comme la Syrie où les réseaux sociaux n'ont pas joué le même rôle qu'en Tunisie, ou en Egypte, en raison notamment de l'absence d'un réseau communautaire expérimenté capable de filtrer et synthétiser le contenu circulant sur le web et d'en attester la validité à l'intention des médias professionnels[55].

Les publications portant sur l'utilisation des TIC dans le contexte des révolutions tendent à relativiser l'importance du rôle joué par les mouvements de cyber activistes[56] ou plus largement par les TIC dans le contexte immédiat des soulèvements populaires qui ont été le point de départ des révolutions. Plusieurs auteurs, notamment Touati, Bensalah et Lecomte soulignent d'abord que, contrairement à ce que les médias occidentaux ont suggéré, ce n'est pas la jeunesse urbaine, scolarisée et branchée qui a été à l'origine des soulèvements populaires en Tunisie, en Iran, en Égypte et en Syrie, mais plutôt une jeunesse défavorisée, faiblement scolarisée et très peu connectée. Lecomte met en évidence la complexité du processus pour le cas tunisien en expliquant que les usagers tunisiens du web, dont le contenu en ligne était repris par les chaînes satellites étrangères (Al Jazeera et France 24, en langue arabe), ont simplement servi de catalyseur à la jeunesse de l'intérieur du pays, peu connectée, qui fut à l'origine des soulèvements. En effet, le mécontentement face au régime de Ben Ali, qui s'exprimait sur le web tunisien, a été relayé dans des médias plus traditionnels puis diffusés via Al Jazeera dans les foyers de jeunes peu ou pas connectés qui, témoins de cette expression de mécontentement, sont collectivement sortis dans les rues en 2011[57]. Retenons ici que ce qui se joue en ligne est susceptible de s'inscrire dans des rapports d'intermédialité complexes, supposant que les formes et contenus de différents types de médias s'interpénètrent et s'influencent les uns les autres, alors que se dessine une convergence entre internet et les médias traditionnels (notamment les télévisions satellitaires).

L'utilisation d'internet par les uns peut fort bien avoir des impacts sur ce qui se joue dans d'autres médias ou sur le rapport des personnes non branchées à l'espace public. On observe un décloisonnement de certains cyberespaces citoyens, autrefois largement isolés des autres composantes de l'espace public : des blogueurs tunisiens sont par exemple invités à s'exprimer à la télévision ou à la radio tunisienne, ainsi que sur des chaînes internationales[58].

1.8 DIFFÉRENCIATIONS DE GENRE DANS LES USAGES CITOYENS D'INTERNET

L'analyse de la littérature laisse apparaître des inégalités numériques importantes en termes d'équipement, d'accessibilité, de fréquence d'utilisation ou même de type d'usages. Au cœur de ces inégalités/différenciations, celles liées au genre en tant que « relations entre hommes et femmes fondées sur des rôles socialement définis assignés à l'un ou l'autre sexe »[59] constituent un élément central pour structurer la réflexion autour des usages citoyens d'internet par les jeunes.

La question des relations de genre sur le web 2.0 a donné lieu à un grand nombre de recherches. Au début des années 1980, les travaux s'intéressaient essentiellement à la problématique de l'inégalité de l'accès à internet et aux outils informatiques entre hommes et femmes, les écarts entre les genres s'expliquant par la socialisation différenciée qui excluait les femmes de cet univers fortement marqué par une culture masculine[60]. Le contenu disponible en ligne apparaissait également comme destiné d'abord aux hommes, le réseau reproduisant les mêmes inégalités et rapports de domination prévalant dans d'autres contextes[61].

Les études féministes ont pour leur part abordé le réseau plutôt comme un médium, s'intéressant au potentiel émancipateur du web pour les femmes, aussi bien sur le plan individuel, à travers la construction de communautés virtuelles féminines, que collectif, à travers l'analyse des usages faits par les mouvements féministes des réseaux sociaux et leurs effets politiques. En somme, on a cherché à voir dans quelle mesure internet permet d'effacer les frontières entre sphère publique et sphère privée et favorise l'émergence de nouveaux espaces publics plus accessibles aux femmes[62]. Les féministes, entre autres, s'interrogent à savoir si le numérique peut contribuer à réduire les différences de genre. La possibilité offerte aux femmes de prendre la parole, d'échanger, de constituer des réseaux, de coordonner des actions par le biais d'internet contribuerait à favoriser leur émancipation[63] selon certains auteurs.

Ce nouvel espace public a permis l'émergence de nouvelles modalités d'actions politiques et aurait favorisé la redéfinition des rapports de genre ou des identités citoyennes, de même que les mobilisations dépassant les frontières nationales et échappant au contrôle de l'espace public par les institutions politiques officielles[64]. Des études empiriques ont cependant

montré que les rapports sociaux demeurent marqués par les différences de genre dans les interactions en ligne. De plus, les dispositifs d'échange en ligne favoriseraient des formes d'expression hostiles (le *flaming*[65]), plus souvent adoptées par des hommes. Les femmes seraient d'ailleurs enclines à opter pour des pseudonymes masquant leur identité de genre, de façon à échapper aux provocations sexistes et à la violence verbale[66].

Charles Soukup soutient que les formes typiquement masculines et féminines du discours domineraient les cyber-discussions. En effet, ses observations la mènent à affirmer que les hommes entretiennent un discours agressif et sont davantage portés sur l'argumentation et la domination, tandis que les femmes cherchent à établir des relations et privilégient l'intimité. L'auteur montre que les femmes sont souvent dominées par le discours agressif des intervenants masculins[67]. Contre l'idée voulant que le réseau favorise une réduction des différences de genre, Sussmann conclut que le web demeure dominé par les hommes. Les participants masculins sont plus éloquents mais réagissent moins fréquemment dans les conversations en ligne que les femmes. Ils seraient toutefois davantage aptes à tenir des discours engageant une opinion[68]. Ces résultats rejoignent les études remettant en question le caractère égalitaire et inclusif de la participation citoyenne en ligne.

En ce qui concerne les usages d'internet dans les pays du sud de la Méditerranée, le problème de l'accessibilité pour les femmes demeure d'actualité. La fracture numérique y est toujours importante entre hommes et femmes, comparée aux pays du Nord. Dans le monde arabe, les hommes utilisent deux fois plus les médias sociaux que les femmes[69]. Il convient par ailleurs de tenir compte des clivages en termes d'inégalités de genre entre les pays concernés où l'accès des femmes à l'éducation et les taux d'illettrisme sont très variables (voir Tableau 5). Les pays de la région connaissent aussi, les taux de chômage les plus inégaux entre les femmes et les hommes par rapport aux autres régions du monde et l'inégalité de genre dans l'emploi y est la plus forte, avec de grandes variations d'un pays à un autre[70].

2016[71] Statistiques sur la population et les utilisateurs d'internet en Afrique en: 4 Tableau				
	Population (2016 Est.)	Usagers internet -30juin2016-	Pénétration (% Population)	Facebook -15nov2015-
Algérie	40,263,711	11,000,000	27.3 %	11,000,000
Egypte	90,067,793	33,300,000	37.0 %	27,000,000
Libye	6,411,776	2,400,000	37.4 %	2,400,000
Maroc	33,322,699	20,207,154	60.6 %	10,000,000
Tunisie	11,037,225	5,408,240	49.0 %	5,200,000
Statistiques sur la population et les utilisateurs d'internet dans les pays du Moyen-Orient en 2015[72]				
Israël	7,935,149	5,928,772	74.7 %	4,400,000
Jordanie	6,623,279	5,700,000	86.1 %	4,100,000
Liban	4,151,234	3,336,517	80.4 %	2,600,000
Palestine (West Bank)	2,785,366	1,800,000	64.6 %	1,800,000
Syrie	22,878,524	6,426,577	28.1 %	

(Source : www.internetworldstats.com)

Taux d'alphabétisation selon les sexes : 5 Tableau		
	Taux d'alphabétisation chez les femmes %	Taux d'alphabétisation chez les hommes %
Algérie	73	87
Egypte	65	82
Libye	N/R	N/R
Maroc	59	79
Tunisie	74	90
Israël	97	99
Jordanie	93	98
Liban	92	96
Palestine (Cisjordanie)	N/R	N/R
Syrie	81	92

(Source : The Global Gender Gap Report 2015, World Economic Forum)

Selon un sondage réalisé par la Dubai School of Government, les raisons qui expliquent la plus faible utilisation des médias sociaux par les femmes arabes sont:
1) Les contraintes sociales et culturelles imposées aux femmes;
2) La faible confiance des femmes dans les niveaux de confidentialité et de sécurité en ligne;
3) La plus faible maîtrise des TIC par les femmes;
4) L'accès à l'internet;
5) La confiance dans les médias sociaux en tant que forums;
6) Le niveau d'éducation;
7) La disponibilité de « contenu pertinent » pour les femmes.

Cependant, en termes d'usages, il n'existerait pas de différences notables entre hommes et femmes, les TIC étant utilisées par tous principalement pour s'informer et communiquer. Un pourcentage plus faible d'hommes et de femmes utilisent également les médias sociaux pour contribuer aux activités civiques et politiques et à des fins professionnelles, notamment la recherche d'un emploi[73].

Les recherches confirment que l'information et les services en ligne sont souvent peu attractifs pour les groupes moins favorisés en raison, d'une part, du manque de contenu pertinent pour certaines catégories, notamment les femmes, et d'autre part, du fait que l'information est souvent présentée sous une forme qui requiert de bonnes compétences de lecture[74]. Les inégalités sociales se trouveraient donc renforcées dans les dispositifs en ligne requérant des compétences et des capitaux inégalement distribués, à fortiori entre hommes et femmes pour les pays de la région les moins avancés en matière de réduction des disparités entre les sexes (participation et perspectives économiques, scolarisation, santé et espérance de vie, responsabilités politiques)[75].

Il semble par ailleurs, que les inégalités de genre qui s'observent face au politique dans d'autres contextes semblant se reproduire dans la participation citoyenne et politique par la médiation des plateformes du « web social ». On observe dans les pays de la région de grandes inégalités de genre concernant la participation à la vie publique. C'est dans la région du sud de la Méditerranée et celle des pays du Pacifique que la participation des femmes est la plus faible. Dans la région arabe, le taux de représentation des femmes dans les deux chambres

(la chambre basse et le Sénat) était de 18.1 % en 2016[76]. Le sentiment de sa propre compétence permettant de formuler et exprimer une opinion politique varie largement selon le genre[77]. Les études sur les rapports au politique des citoyens affirment l'existence de différences importantes entre hommes et femmes y compris dans les démocraties occidentales (propension plus grande chez les femmes à produire des non-réponses dans les sondages, l'écart se creusant quand les questions posées sont d'ordre plus proprement politique[78], tendance plus grande chez les hommes à exprimer une opinion sur les plateformes de discussion en ligne[79]). Les constats relatifs aux obstacles et inégalités en termes de participation politique et citoyenne hors ligne invitent à en interroger les répercussions dans le cadre des dispositifs numériques de participation au débat public.

Compte tenu de l'inexistence de travaux consacrés aux pays de la région et adoptant une analyse genrée de la participation citoyenne en ligne, les travaux sur le militantisme en ligne des femmes, devenu l'un des objets privilégiés de la recherche depuis les mouvements populaires dans les pays arabes, apportent des éclairages intéressants.

Certes, plusieurs auteurs soulignent comment, dans ces pays, les militantes faisant un usage actif des TIC ont bouleversé les hiérarchies traditionnelles et redéfini les relations de pouvoir entre acteurs politiques légitimes et illégitimes d'une part, et des relations de genre d'autre part. Le cyber activisme féminin à Bahreïn, en Égypte, en Libye, en Tunisie et au Yémen aurait ainsi contribué à la reconfiguration de la sphère publique et modifié les attentes du public quant au rôle que les femmes peuvent et doivent jouer dans la vie politique de leurs pays[80]. Une autre étude consacrée à l'Égypte, au Maroc et à la Tunisie montre comment les militantes sont parvenues, en militant en ligne, à transformer les relations entre les sexes dans leur pays, en exigeant la parité sociale, religieuse, économique et politique[81].

En Arabie saoudite, la propagation des blogues a créé un nouvel espace public pour la libération des femmes permettant l'émergence d'un féminisme saoudien qui, quoique en opposition avec les cadres féministes occidentaux, défend, d'un point de vue islamique, les droits des femmes, le droit à l'éducation et à un traitement équitable dans la sphère publique[82]. Cela dit, des éléments critiques pertinents qui ressortent de ces études, doivent être mis au jour et pris en compte pour la formulation de recommandations visant à renforcer une participation inclusive des jeunes dans l'espace public à travers des plateformes en ligne. Il convient de mentionner à ce titre que les possibilités pour les femmes iraniennes d'organiser des mouvements de protestation, de promouvoir et de rendre visibles les revendications féministes analysées par Lucia Direnberger restent toutefois limitées à une « population alphabétisée et jeune qui peut accéder financièrement aux ordinateurs ainsi qu'à une connexion internet »[83]. Ce constat pose le problème du recoupement des inégalités de genre avec les inégalités sociales et économiques et donc de la réduction de l'espace de participation à des catégories socialement et économiquement privilégiées.

Par ailleurs, certains travaux confortent l'idée qu'internet est un miroir de la vie hors ligne. Le cas des manifestations contre « la loi sur le viol » en Jordanie, contrecarrées et dénigrées en ligne, suggère qu'internet peut agir simultanément comme un outil de résistance à l'exclusion sociale et à la ségrégation entre les sexes à travers le cyber activisme, tout en servant de mécanisme pour le renforcement des normes culturelles préexistantes à travers ce que Tobin appelle le « contre-cyberactivisme »[84].

Les stratégies d'évitement de la violence sexiste adoptées par des militantes en ligne à travers le choix de l'anonymat, confirment à leur tour le maintien d'une domination masculine qui fait obstacle à une pleine participation des femmes dans l'espace public numérique[85]. Les représentations stéréotypées de la masculinité et de la féminité sont reproduites dans la sphère militante numérique tunisienne et les débats sur les relations de genre restent relégués au second plan, la priorité étant accordée par les participants aux questions de justice sociale, de développement régional, de corruption, etc.

Considérant les écarts entre les pays de la région du sud de la Méditerranée sur le plan politique, social et économique, l'analyse documentaire nous invite à tenir compte des différences de genre à l'œuvre dans les usages des plateformes numériques étudiées. Il apparaît nécessaire de réduire ces inégalités tant hors ligne que sur les plateformes numériques. Les différences concernant les modalités d'appropriation et l'usage des TIC se posent donc en termes d'accès inégal pour les jeunes hommes et jeunes femmes au savoir-faire et au savoir, qui sont les produits intériorisés de formes de domination sociales[86]. Le maintien des inégalités en ligne et hors ligne aboutissant, dans le débat public, à l'exclusion ou à l'auto-exclusion des jeunes femmes.

1.9
EN RÉSUMÉ

L'analyse documentaire apporte de nombreux éléments d'information qui éclairent les usages d'internet et la participation citoyenne des jeunes du sud de la Méditerranée. Les travaux recensés indiquent que chez les jeunes de cette région une faible participation politique et une faible implication dans les organisations de la société civile, notamment dues à un manque de confiance dans les institutions publiques, le système politique, les médias et certaines organisations de jeunes liées au pouvoir en place. Les jeunes accordent davantage leur confiance à des organisations de proximité (telles que les organisations religieuses ou les associations locales).

Les jeunes privilégient des formes de participation contestataire (manifestations, grèves, sit-in, cyber activisme, etc.), qui sont plus en adéquation avec les conceptions qu'ont les jeunes de l'engagement. L'espace public en ligne serait vu par des jeunes comme plus intéressant, d'autant que leurs autres expériences dans des structures politiques ont pu s'avérer décevantes[87]. Internet a favorisé des formes d'expression plus libres par rapport à ce qui prévalait dans les autres médias voire même dans les cadres familiaux et sociaux, notamment sur des sujets tabous (sexualité, intimité). Par rapport à la participation au sein des structures politiques, cette liberté est extrêmement valorisée par les jeunes, et cela même si elle demeure limitée, notamment à cause de la surveillance et de la censure. Le contrôle étatique encore opéré sur maintes plateformes dans le but d'identifier d'éventuels dissidents explique en partie le fait que de nombreux blogueurs se tournent vers Facebook. Cette plateforme présenterait pour certains moins de risques, tout en assurant une plus grande visibilité et l'accès à un public plus large. La diaspora aide également la contestation et la liberté d'expression en créant des espaces en ligne où la critique des pouvoirs est possible.

La littérature sur les usages d'internet par les jeunes dans la région arabe, largement consacrée au cyber activisme, s'est essentiellement attachée à déterminer ce que les révolutions du Printemps arabe doivent aux médias sociaux et à l'activisme en ligne[88]. Contre la vision enchantée attribuant à internet un rôle déterminant dans l'avènement des soulèvements dans les pays de la région[89], une perspective plus critique et nuancée questionne le potentiel de mobilisation et les valeurs de démocratisation, de pluralisme et de transparence qui y ont été rattachées par de nombreux auteurs[90]. Les résultats de ces travaux aboutissent à la même conclusion selon laquelle le cyber activisme, et plus globalement les TIC, ont joué un rôle important dans les rapports d'intermédialité ayant des conséquences dans l'espace public et dans la diffusion de sources audiovisuelles pour nourrir la contestation, mais que leur rôle dans la naissance même des soulèvements populaires a été surestimé.

Par ailleurs, un certain nombre de travaux, notamment ceux d'Aouragh et Alexander, affirment que l'activisme en ligne prolonge celui qui prend place hors ligne[91]. Ces auteurs montrent que les espaces et les outils internet étaient le choix des jeunes révolutionnaires en Égypte parce que leur génération en avait déjà l'usage pour communiquer dans la vie quotidienne[92].

L'inégalité des ressources dont disposent les individus entraîne également des inégalités au sein des espaces militants en ligne. Bien qu'il n'existe pas de structures hiérarchiques rigides comme dans les organisations politiques classiques qui cantonnent les jeunes et a fortiori les femmes dans des positions subalternes, des hiérarchies informelles émergent également sur les réseaux numériques donnant plus de légitimité à certains acteurs aux dépens d'autres[93].

Selon de nombreux auteurs, les TIC contribueraient largement au renouvellement de l'espace public, celui-ci étant défini comme « l'espace où les citoyens débattent de leurs affaires communes, et donc [comme étant] une arène institutionnalisée d'interaction du discours »[94]. Internet constitue dans ce sens un nouvel espace médiatique où circulent des discours, notamment ceux des acteurs qui « n'auraient pas accès aux médias traditionnels et qui seraient exclus de toute prise de parole publique »[95].

Internet permet à des individus et notamment à certains qui, autrement, sont marginalisés de participer à l'espace public, de contester ce qui s'y joue et d'accéder à des informations que ne donnent pas les autres médias. Les échanges en ligne donneraient en outre davantage de liberté aux utilisateurs que dans les situations de face à face, puisqu'ils pourraient dépasser les clivages sociaux discriminants dans les échanges politiques. Finalement la réhabilitation d'autres formes d'expression (notamment ce qui relève du registre de l'émotionnel, concerne l'expérience personnelle ou prend la forme de témoignage)[96] permet des échanges non conformes à la norme de l'argumentation rationnelle impliquant une inégale capacité des groupes à peser sur la délibération et à s'y faire entendre[97].

Si le potentiel des TIC en termes de changement sociétal et politique est indéniable, en permettant notamment un plus large accès au débat public, il semble cependant reproduire les différenciations et les inégalités existantes hors ligne. Dans les pays du sud de la Méditerranée, les différentes recherches et études recensées soulignent en effet que l'accessibilité au réseau est très variable selon les pays et les régions et qu'il existe une réelle fracture sociale numérique qui correspond à une fracture territoriale numérique. À cela s'ajoutent des disparités dans les coûts relatifs aux connexions et dans les médiums utilisés (téléphonie mobile, ligne fixe, cybercafé).

La fracture numérique ne se limite cependant pas à l'accès aux dispositifs. D'autres inégalités découlent des différences en termes de connaissances et de compétences, de sentiment de compétence, ainsi que d'appétence[98], à savoir le fait de « percevoir un quelconque intérêt à utiliser les TIC pour en retirer un certain bénéfice »[99].

Il existe par ailleurs de grandes disparités quant à l'intégration économique et sociale entre milieu urbain et milieu rural ou régions côtières versus régions non côtières, entre les groupes minorisés et la majorité, ce qui se reflète dans la participation citoyenne des jeunes. Comme le soulignent De Angelis[100] et Badr[101], les médias sociaux constituent un système reproduisant les relations de domination et de subordination existantes dans l'espace hors ligne. Les divisions dans la société en termes d'appartenance politique et idéologique, de classe, d'origine urbaine et rurale se retrouvent dans l'espace virtuel.

Les inégalités sont encore plus visibles lorsqu'on examine le contenu des échanges en ligne des jeunes. D'abord, les débats politiques se dérouleraient entre des personnes ayant des opinions voisines, une certaine homogénéité se faisant voir au sein des espaces de discussion.

Pour ce qui concerne les différences selon le genre, la rareté des travaux portant sur les pays du sud de la Méditerranée amène à aborder cette question à travers les études menées en Europe et aux États-Unis ainsi que par le biais de la littérature sur les différences de genre concernant plus largement les rapports entretenus avec le politique par les citoyennes.

Bien que l'intérêt pour le politique augmente en avec le niveau de scolarité tant chez les femmes que chez les hommes, on note une plus grande tendance chez les femmes à s'auto-exclure des débats politiques. Cette auto-exclusion serait liée au sentiment d'incompétence qu'ont les femmes qui se représentent le politique comme un domaine masculin[102].

Dans la sphère militante virtuelle, les discriminations de genre ne se posent pas en termes de compétences mais plutôt en termes d'obstacles à la participation. La prise de risque liée à l'engagement militant dans un contexte autoritaire est socialement construite comme relevant de l'univers masculin, ce qui rend plus difficile le passage à l'acte pour les femmes. Par ailleurs, l'injure sexiste, les campagnes de dénigrement visant les femmes cyber activistes et les femmes politiques sur les réseaux sociaux, constituent des difficultés considérables aussi bien en termes de visibilité, que de sélection des sujets abordés en ligne.

L'un des principaux éléments mis en évidence dans les divers travaux analysés, concerne l'intérêt limité des jeunes internautes pour l'actualité, la politique et plus généralement l'espace public. Leur participation à l'espace public se traduit essentiellement par des préoccupations relatives à la famille, aux études et à l'emploi. En ligne, cette participation est le reflet ou le prolongement des intérêts et préoccupations des jeunes au quotidien. Leur participation à l'espace public en ligne adopte parfois de nouvelles formes, notamment celles d'expressions créatives, performatives, parfois ludiques (ironie, humour). Ainsi, c'est d'abord et le plus souvent par le détour d'échanges à caractère personnel portant des questions d'ordre privé (la vie amoureuse, familiale) que les jeunes sont amenés à discuter et débattre de questions politiques.

FITCH

02

BENCHMARKING DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES UTILISÉES PAR DES JEUNES DU SUD DE LA MÉDITERRANÉE

La section qui suit présente l'analyse détaillée des onze plateformes retenues depuis une première liste pour mieux comprendre la participation des jeunes et leurs expressions démocratiques au sein de celles-ci. Les onze grilles complétées se trouvent en annexe de ce rapport. L'équipe présente d'abord la logique dans le choix des plateformes et la grille d'analyse utilisée, ensuite l'analyse elle-même et enfin les faits saillants pour cette section.

2.1
CRITÈRES DE CHOIX

36 plateformes soumises par différentes organisations de jeunesse ayant répondu à l'appel lancé par le projet NET-MED Youth, ont été parcourues afin d'évaluer leur pertinence par rapport au mandat de l'étude. Parmi ces 36 plateformes, dix seulement ont été retenues en fonction des critères suivants :

- Popularité de la plateforme (nombre de membres);
- Possibilité d'échanges sur la plateforme entre administrateurs, modérateurs et internautes;
- Internautes actifs dans les espaces participatifs d'échanges;
- Plateforme active à ce jour (publications récentes);
- Représentativité des différents pays couverts par l'étude dans la sélection des plateformes.

Il a été décidé d'analyser 11 plateformes, au lieu des 10 initialement prévues, afin de couvrir l'ensemble des pays. Un tableau présentant les analyses des 36 plateformes et des 11 plateformes retenues se trouve en annexe ainsi que les 11 grilles d'analyse complétées.

Le tableau 6 présente ici de façon synthétique les 11 sites retenus pour l'analyse approfondie.

Tableau 6 : Les 11 plateformes retenues. Tableau synthétique

	Plateforme	À propos	Pays	Espace(s) participatif(s) étudié(s)
1	Jamaity	Plateforme de réseautage entre associations tunisiennes, de diffusion d'information et de partage d'opportunités sur l'environnement associatif et ses partenaires.	Tunisie	Onglet Actualités / Facebook
2	Leaders of Tomorrow	Site d'une ONG jordanienne qui a initié cinq programmes dont la plateforme For9a.	Jordanie	Blogue / Page Facebook de l'initiative For9a
3	Nakhweh	ONG dont la mission est d'exploiter le potentiel de la jeunesse du monde arabe pour générer des changements sociaux.	Monde arabe (Jordanie, ÉAU, Égypte, Liban, USA)	Page Facebook
4	Young Arab Voices	Projet visant à favoriser la participation de la jeunesse arabe au débat public.	Monde arabe (Jordanie, ÉAU, Égypte, Liban)	Blogue / Page Facebook
5	Radio Jeunes Tunisie	La page Facebook officielle de Radio Jeunes Tunisie.	Tunisie	Page Facebook
6	Nouabook	Plateforme de dialogue entre citoyens et députés.	Maroc	Onglet Vos questions / Blogue / page Facebook
7	Observatoire marocain de la politique	Observatoire qui traque les insuffisances et les dysfonctionnements dans la gestion de la chose publique avec la plus grande objectivité tout en faisant des propositions d'amélioration.	Maroc	Groupe Facebook
8	TCF. Telecentre Foundation	La Communauté Telecentre.org en Ligne regroupe des personnes de différentes parties du monde autour des TIC.	Jordanie et autres	Blogues / Forums
9	Shabab Libya. Libyan Youth Movement	The Libyan Youth Movement visait à unir les jeunes afin de préparer la révolution contre Mouammar Kadhafi, de contrer le blackout médiatique et de fournir l'information sur le terrain en temps réel.	Libye	Site internet, Page Facebook/ Twitter/ YouTube
10	The Ted Talk / TEDxBeirut	TEDx est un programme d'évènements locaux indépendants réunissant des personnes pour partages des expériences TED	Liban	Site internet Page Facebook
11	Mitharken	Un groupe de jeunes Palestiniens indépendants qui militent pour leurs droits humains et politiques.	Palestine	Page Facebook

2.2
GRILLE D'ANALYSE

Une grille d'analyse des plateformes et des espaces participatifs virtuels émise. Cet outil a été conçu pour faire l'analyse de nombreux types de plateformes et d'espaces participatifs reposant sur différents dispositifs techniques. Il s'agit en somme d'un outil de travail qualitatif, qui doit faire l'objet d'une application souple, tenant compte des caractéristiques et spécificités de chaque espace étudié. Nous pouvons ainsi orienter les observations de façon à faire une analyse systématique des plateformes afin de les comparer. Des réunions de concertation et une séance de formation des assistants se sont tenues pour s'assurer que tous les membres de l'équipe étaient préparés de la même façon à travailler avec cette grille d'analyse.

La grille d'analyse comporte 7 parties principales. Elle a été conçue pour étudier des espaces participatifs de différentes natures (groupes Facebook, forum, fils de commentaires sur des blogues ou des sites publiant des billets, plateformes d'échange en ligne, médias sociaux, espaces de communication textuelle en temps réel, etc.) et pour considérer ces espaces participatifs (la section dans laquelle les visiteurs interviennent) autant que les sites internet auxquels ceux-ci peuvent être liés.

La première partie vise à recueillir des informations générales sur la plateforme elle-même, l'organisation ou bien les personnes qui le gèrent ou en sont à l'origine, sur leur ancrage dans un contexte spécifique (ville ou pays), leur but et leur mission, leurs éventuels partenariats institutionnels, sur les publics visés, les langues utilisées et, enfin sur la nature et l'importance de la participation observable dans l'espace participatif du site ou de la plateforme.

La deuxième partie tente d'analyser la modération de l'espace participatif. Il s'agit en somme, de voir dans quelle mesure les interventions des participants sont régulées, par quelles règles et de quelles manières (par l'intervention de modérateurs ou d'animateurs).

La troisième partie de la grille d'analyse s'intéresse aux utilisateurs. À partir des indices disponibles dans le contexte, il s'agit de circonscrire le profil social des utilisateurs qui interviennent dans l'espace participatif, de se pencher sur les liens qu'ils entretiennent entre eux, vis-à-vis de l'organisation ou des personnes qui gèrent la plateforme, sur ce qui les motive à y intervenir et sur la façon dont ils se présentent aux autres.

La quatrième partie vise à recueillir des données sur le contenu du site internet auquel est lié l'espace participatif étudié. Elle vise également à recenser les questions qui y sont abordées, les ressources et les outils offerts aux visiteurs, les liens que fait le site vers d'autres médias, d'autres organisations et vers des comptes de médias sociaux.

La cinquième partie s'intéresse plus étroitement aux contenus de l'espace participatif (la section du site dans laquelle les visiteurs interviennent). Elle vise à analyser les thèmes et la nature des interventions, la présence ou non de débats d'idées et de confrontations de perspectives divergentes, le partage de connaissances, de ressources ou de services de toutes sortes, la manière dont les interventions s'articulent à des contextes ou des appartenances spécifiques (lieu, religion, sexe, etc.), les formats utilisés, etc.

La sixième partie tente d'analyser différentes dimensions et aspects techniques de la plateforme elle-même.

Enfin, la septième partie est une section ouverte visant à recueillir d'autres observations utiles.

2.3
SYNTHÈSE DES 11 PLATEFORMES SÉLECTIONNÉES

1-JAMAITY

Tunisie

Espace participatif analysé : section actualités
Cette plateforme, en français (en cours de traduction vers l'arabe), réunit des associations tunisiennes et des partenaires techniques et financiers en vue de faciliter leur mise en réseau et le partage d'informations et d'opportunités. Elle a été créée le 6 juin 2014 et regroupe sur son site 2 674 associations, 171 partenaires techniques et financiers et 4 420 utilisateurs (en date du 29 juillet 2016). La section actualités semble être la seule où des contributeurs (autres que des associations) peuvent publier sur le site et où des commentaires peuvent être faits par les utilisateurs. 5,8 publications par mois sont faites en moyenne par des contributeurs (souvent modérateurs du site) et attirent généralement peu de commentaires des utilisateurs.

http://jamaity.org/

2-Leaders of Tomorrow

Jordanie

Cette plateforme en anglais a été créée en 2007 à l'initiative d'une organisation de jeunesse fondée par l'activiste Sami Hourani. À travers cinq projets, dont For9a, l'organisation vise à insuffler un esprit de changement dans la culture sociale et politique de la Jordanie et du Moyen-Orient. La page Facebook du projet For9a est principalement destinée aux jeunes à la recherche d'une offre de bourse, d'un stage, d'une formation ou d'un emploi. Elle a été créée en novembre 2011 et gagne depuis en popularité avec 753 559 membres (en date du 29 juillet 2016). Chaque jour, plusieurs offres sont postées sur la page Facebook. Elles attirent de nombreux « j'aime » et quelques commentaires, souvent liés à des demandes d'informations complémentaires.

http://leadersot.org
https://www.facebook.com/for9a

3-Nakhweh

Jordanie

Espace participatif analysé : site web et page Facebook

Cette plateforme, en arabe majoritairement, a pour vocation de développer un réseau de volontariat dans le monde arabe en mettant en lien des bénévoles ou jeunes entrepreneurs et des ONG. Elle a été créée le 19 août 2009 et semble ne plus être aussi active qu'en 2012-2013. La plateforme ne suscite aucun commentaire des utilisateurs et la page Facebook, qui compte 105 803 abonnées (au 29 juillet 2016), recueille principalement des « j'aime ». La volonté multinationale de la plateforme s'exprime par la provenance diverse des modérateurs, moins par les utilisateurs qui semblent plus localisés en Jordanie.

http://www.nakhweh.org/en
https://www.facebook.com/nakhweh

4-Young Arab Voices

Projet sous-régional conjoint d'Anna Lindh et du British Council

Espace participatif analysé : blogue et page Facebook

Cette plateforme, en arabe et en anglais, vise à diffuser des événements/débats publics organisés dans le cadre du Programme Young Arab Voices, initié par la Fondation Anna Lindh, en vue de favoriser la participation de la jeunesse arabe au débat public en Jordanie, Égypte, Libye, Tunisie, Algérie et Maroc. Elle a été créée en février 2012 tout comme sa page Facebook qui a la même vocation et rassemble 63 527 abonnés (au 23 août 2016). Le blogue est moyennement actif (4 publications en 2015). Les publications sur la page Facebook sont beaucoup plus fréquentes (plusieurs fois par semaine en 2015). Ces deux espaces en ligne ne sont pas des lieux d'échanges mais de diffusion d'informations que les internautes vont « aimer » (cliquer sur « j'aime ») ou quelques fois commenter, soit pour demander des informations complémentaires, soit pour exprimer leur appréciation d'un événement.

http://www.youngarabvoices.org/
https://www.facebook.com/

5-Radio Jeunes Tunisie

Tunisie

Espace participatif analysé : page Facebook

Cette plateforme, en arabe et en français, est une page Facebook liée au site internet de Radio Jeunesse, station de radio publique tunisienne très populaire. Cette page Facebook a été créée en juillet 2011 et compte 115 523 abonnés (au 29 juillet 2016). Les publications, faites par des modérateurs, y sont nombreuses sur les émissions de radio et sur des sujets d'actualité, mais ce souvent les publications liées aux choix musicaux adressées aux auditeurs qui attirent le plus grand nombre de commentaires, de « j'aime » et de partages.

https://ar-ar.facebook.com/radio.jeunes

6-Observatoire marocain de la politique

Maroc

Espace participatif analysé : groupe Facebook

Cette plateforme, en français majoritairement, s'adresse à toute personne souhaitant discuter, débattre de la politique marocaine et des dysfonctionnements du système politique. Ce groupe Facebook a été créé le 18 décembre 2012 et compte 11 094 membres (au 29 juillet 2016). Modérateurs et utilisateurs sont invités à publier sur le groupe Facebook. Les publications se comptent par dizaine chaque jour et les commentaires, autant convergents que divergents, sont nombreux, tout comme les « j'aime ». Les abonnés de cette page échangent entre eux, créant ainsi un certain esprit de communauté.

/https://www.facebook.com/groups/ObsMarocPol

7-Shabab Libya – Libyan Youth Movement

Libye

Espace participatif analysé : page Facebook, Twitter, YouTube, section « Commentaires » du site websection « Commentaires » du site web.

Cette plateforme, en anglais et en arabe, vise à rassembler les jeunes Libyens avant, pendant et depuis la révolution contre Mouammar Khadafi et à fournir à la communauté internationale des éléments d'information sur les événements liés à cette révolution en temps réel sur le terrain. La plateforme et les médias sociaux qui y sont liés, ont tous été créés en février 2011. La plateforme est quasiment inactive (dernière publication datée du 9 octobre 2014), tout comme le compte YouTube (dernière vidéo datée de novembre 2013) qui était pourtant l'espace participatif suscitant le plus d'échanges parfois divergents. La page Facebook dénombre 57 568 membres (au 29 juillet 2016) et le compte Twitter 210 000 abonnés. Des publications sur l'actualité et la politique sont faites plusieurs fois par semaine sur la page Facebook. Elles génèrent un très grand nombre de « j'aime », mais peu de commentaires.

http://www.shabablibya.org

https://www.facebook.com/LibyanYouthMovement

https://www.YouTube.com/user/Libyanym

9-Nouabook

Maroc

Espace participatif analysé : site web (vos questions et blogue)

Cette plateforme, en arabe et en français, facilite le dialogue entre citoyens et députés qui les représentent au parlement, en vue de les intégrer à la vie politique. Elle a été créée en décembre 2013. Un formulaire peut être rempli par le citoyen, envoyé au modérateur, puis transmis au député si celui-ci correspond à la charte des valeurs établie par l'organisme. Le blogue relativement actif (quelques publications par mois) ne permet pas aux internautes de commenter les billets postés, exception faite d'un « Hangout » du 25 mars 2015.

http://nouabook.ma/fr/

10-TEDxBeirut

Liban

Espace participatif analysé : site web et page Facebook

Cette plateforme, en anglais, vise à promouvoir les conférences TED qui se déroulent en septembre chaque année à Beyrouth et qui rassemblent des conférenciers venus partager leurs idées et leur expertise. Le site publie peu et les commentaires sont rares. Sur la page Facebook, les publications sont plus fréquentes tout comme les commentaires, mais ceux-là ne concernent que des demandes d'informations ou des messages de félicitations. Les partages sont par contre nombreux, tout comme les « j'aime ». La page Facebook a été créée le 15 mai 2011 et regroupe 12 544 abonnés (au 29 juillet 2016).

http://www.tedxbeirut.com/en/index.php?pp_title_en=Home

https://www.facebook.com/TEDxBeirut

11-Mit7arken

Palestine

Espace participatif analysé : page Facebook

Cette plateforme, en arabe, rassemble de jeunes Palestiniens engagés dans la valorisation de leurs droits humains et politiques et la revendication de leur liberté de circuler dans les territoires occupés. La plateforme a été créée le 6 mai 2014 et rassemble plus de 16 963 membres (au 29 juillet 2016). On dénombre plusieurs dizaines de publications par mois. Les abonnés commentent peu les publications et lorsque c'est le cas, ils le font toujours sous forme d'encouragements par la mention « j'aime ».

https://www.facebook.com/mit7arken

تضامن
GLOBAL INSTITUTE/JOR
IGI

2.4 INFORMATIONS LIÉES À CES PLATEFORMES

Les onze plateformes analysées ont des mandats qui présentent de nombreuses convergences. Elles s'attachent à tisser des liens entre des associations (Jamaity) et des personnes ayant des intérêts et des expériences communs (Telecentre Foundation, Observatoire marocain de la politique, TEDxBeirut), à introduire un esprit de changement et de développement (Leaders of Tomorrow), à promouvoir l'engagement civique en faisant le pont entre les jeunes et les ONG du secteur du développement (Nakhweh), à favoriser la participation de la jeunesse arabe au débat public (Young Arab Voices) et à la construction de la société et de la démocratie (Radio Jeunes Tunisie, Observatoire marocain de la politique, Mit7arken), à produire, puis fournir des informations sur le terrain et en temps réel (Shabab Libya - Libyan Youth Movement), à susciter des échanges sur la politique (intérieure et extérieure) et sur les conditions de vie des citoyens (Nouabook), ou encore à faire valoir des droits humains et politiques ainsi qu'une liberté de circulation (Mit7arken).

Ces plateformes qui ont toutes vu le jour entre 2006 et 2014[103], émanent pour la plupart d'associations de jeunes. Elles sont hébergées principalement aux États-Unis et au Royaume-Uni, mais aussi en Tunisie et en Jordanie. Si ces plateformes visent un tissu associatif et plus particulièrement jeune (jeunes filles, étudiants, diplômés à la recherche d'emploi ou de stages, jeunes entrepreneurs intéressés à œuvrer dans le milieu du développement pour du changement social, volontaires, etc.), elles sont susceptibles de toucher et d'intéresser un public plus large, national et international. L'annonce d'évènements, des opportunités de volontariat et de travail, des contacts avec des ONG, de l'information sur différents programmes au sein desquels les jeunes pourraient potentiellement œuvrer, ainsi que des sujets concernant la politique et les conditions de vie des citoyens sont à même de susciter l'intérêt du plus grand nombre.

Ces plateformes entretiennent des rapports avec des organisations non-gouvernementales et des instances de gouvernance internationale[104], mais également avec des groupes et associations de jeunesse, des écoles, des universités et divers ministères dans les pays concernés. Il faut préciser que le groupe Facebook « Observatoire Marocain de la politique » n'est explicitement lié à aucun organisme et que l'équipe derrière le site de Shabab Libya - Libyan Youth Movement semble regrouper des individus indépendants et non affiliés à des partis politiques. La page se réclame indépendante de tout parti ou factions et ne reçoit aucun soutien financier. Ceci dit, l'absence d'informations relatives aux modalités financières de ces plateformes ne permet pas de définir leur « modèle économique », ni les rapports qu'elles entretiennent avec d'autres acteurs, rendant ainsi difficile l'évaluation de leur autonomie et de leur indépendance. Ces plateformes sont principalement constituées d'un site internet présentant selon les cas diverses rubriques (actualités, projets et programmes, événements et opportunités, des blogues, des forums, etc.). Elles offrent, pour beaucoup d'entre elles, des extensions à Facebook, Twitter, Instagram, YouTube, LinkedIn, Google plus ou encore Flickr, mais à l'exception de Facebook, rares sont les autres extensions exploitées. Seule la plateforme Shabab Libya/Libyan Youth Movement présente une forte participation sur Twitter[105] et une activité moyenne au travers de YouTube où des vidéos suscitent peu d'intérêt (quelques-unes seulement ont été vues) tandis que d'autres génèrent des milliers de visionnages (200 000 pour la plus populaire). Les vidéos les plus vues sont les plus commentées.

2.5 ANALYSE DE LA PARTICIPATION SUR CES PLATEFORMES

D'après notre analyse, ce sont les pages Facebook qui génèrent plus de participation que les autres sections des sites internet et les autres extensions. Les interventions au sein de ces pages sont associées aux fonctionnalités permises par Facebook, soit la mention « j'aime », commenter la publication ou bien la partager. Les interventions émises par les visiteurs/membres de la plateforme à travers des commentaires ou des fils de discussion, que nous appelons « participation », sont quasiment inexistantes sur les sites internet des plateformes analysées. Plusieurs plateformes présentent moins de 10 commentaires sur des périodes temporelles de plus d'une année. À titre d'exemples, sur le blogue de Young Arab Voices, sur 60 publications consultables, 9 commentaires sont recensés dont 5 pour une seule et même publication; depuis la création de Nouabook en 2013 qui se veut une plateforme d'échanges entre citoyens et députés, 118 commentaires ont été observés entre 59 citoyens et 59 députés en 2015 ; sur l'ensemble du site TEDxBeirut, 22 intervenants différents ont été comptabilisés dans les sections commentaires en 2015. Sur certaines pages web, comme celle du portail des radios publiques tunisiennes, les usagers n'ont pas la

possibilité de commenter les actualités. Ainsi, un profond écart transparaît entre la mission première des plateformes, qui est pour la plupart de générer le débat et l'implication citoyenne, et la réalité analysée sur les plateformes. Il est difficile de cerner la nature de l'implication citoyenne en raison de l'absence de participation sur les sites internet de ces plateformes. L'interactivité sur la majorité de ces plateformes au travers de Facebook est modérée avec quelques commentaires ici et là. Deux plateformes font exception. Il s'agit des pages Facebook de Radio Jeunes Tunisie et de l'Observatoire marocain de la politique. Au sein de ces pages priment les « j'aime » et les commentaires faisant suite à une publication. Un grand nombre de publications génèrent des dizaines et des dizaines de commentaires. Pour Radio Jeunes Tunisie, les commentaires découlent principalement de questions posées aux auditeurs pour qu'ils choisissent la prochaine chanson et fassent une dédicace. Les réactions sont rédigées dans la même journée que la publication à laquelle elles se réfèrent[106]. Les publications sont rarement partagées entre les internautes. Pour la majorité de ces plateformes, la participation n'est pas régie par des règles publiées sur le site. Lorsque c'est le cas, les règles de participation renvoient aux valeurs préconisées par la plateforme (le respect de la Chartre internationale des Droits de l'Homme, la transparence, le partage, l'approche de développement durable et inclusif, l'innovation et l'engagement, le respect de l'autre et de ses opinions, etc.) et/ou à l'obligation de remplir son profil, d'y ajouter une photographie, de communiquer dans la langue préconisée par la communauté, d'adresser son propos aux députés sous forme de question, etc.

En ce qui concerne les pages Facebook, le réseau rappelle les standards de la communauté en ces termes : « Les personnes utilisent Facebook pour partager leurs expériences et pour sensibiliser les autres aux sujets qui leur tiennent à cœur. Cela signifie que vous pouvez être confronté(e) à des avis différents du vôtre, ce qui peut mener à une discussion intéressante portant sur des sujets complexes. Cependant, en vue d'aider à établir un équilibre entre les besoins, la sécurité et les centres d'intérêt d'une communauté diversifiée, nous pouvons supprimer certains types de contenu sensible ou en restreindre l'accès. Découvrez comment nous procédons ». Des individus ont ainsi été éliminés de groupes de discussion et il est parfois impossible d'accéder aux commentaires de certaines pages Facebook; il est également impossible de savoir qui a rompu le fil de commentaires. Dans le cas de YouTube, un avertissement est parfois émis avant de visionner certaines vidéos au contenu potentiellement choquant ou offensant. Les commentaires de certaines vidéos peuvent être supprimés et rendus inaccessibles.

De manière générale, le travail des modérateurs consiste à faire respecter des règles sur le site. Sur certaines plateformes, les modérateurs ont la possibilité de choisir leurs collaborateurs et de sélectionner les nouvelles. Certains d'entre eux interviennent parfois dans le fil de commentaire pour émettre leur opinion, bien qu'elle soit divergente de celle d'un usager. Notons que sur plusieurs plateformes, la majorité des publications sont signées par des modérateurs ou des membres de l'équipe officielle de la plateforme. Rares sont les fils de discussion générés par les utilisateurs eux-mêmes. Les modérateurs tendent à publier les mêmes informations sur les pages Facebook que sur les sites des plateformes, ce qui n'apporte pas d'éléments nouveaux pour générer la discussion. Le nombre d'utilisateurs des plateformes varie de quelques dizaines pour certains sites à plusieurs milliers pour certaines pages Facebook. Certains utilisateurs sont inscrits mais peu actifs. Dans les plateformes analysées, la majorité des participants semble utiliser leurs vrais noms et leurs vraies photographies. Quelques usagers utilisent des diminutifs, des pseudonymes et des avatars comme photographies de profil[107]. Dans la majorité des plateformes, les participants semblent être dans la tranche 16/35 ans[108], les femmes et les hommes sont représentés de manière quasiment égale[109], et disposent d'un capital scolaire et niveau d'instruction assez élevé (école secondaire, université, possession de diplômes : baccalauréat, maîtrise, voire doctorat). Ces participants ont tous la possibilité d'accéder à internet. Les questions du manque d'accessibilité de la part des communautés moins éduquées, et encore plus celle de l'exclusion de catégories marginalisées et pauvres de la population de la participation à certaines plateformes, en raison du manque d'intérêt soulevé dans la revue de littérature, semble donc confirmée. Cela sous-tend également la question de l'accessibilité du réseau internet entre milieu urbain/côtier et milieu rural/intérieur du pays.

Leurs activités et professions très variées, nécessiteraient des analyses approfondies afin de pouvoir les dénombrer. D'après leurs interventions, leurs motivations principales sont d'ordre académique (bourses, stages, réseautage), professionnel (la recherche d'un emploi), informatif (recherche d'informations sur un événement historique, demande de conseils ou d'aide). On observe également la volonté de s'impliquer au sein d'ONG incluant des organisations de jeunesse, de prendre la parole dans les débats publics, de participer à différents événements ou projets, ou encore l'envie de se divertir en proposant des chansons à écouter, ou bien en faisant des dédicaces à leurs amis. Soulignons que sur certaines pages Facebook, un sentiment d'appartenance, la création d'un « nous » est palpable.

Au sein des plateformes analysées, aucun profil n'est explicitement exclu. Les interventions des participants donnent rarement lieu à des échanges. Sur toutes les plateformes, nous constatons une juxtaposition de commentaires qui s'ignorent les uns des autres. Les participants ne se connaissent pas nécessairement. Si les usagers de ces plateformes ne sont pas toujours impliqués dans des organisations de jeunesse, certains manifestent leur intérêt pour le travail communautaire. Il arrive que les participants communiquent entre eux durant le fil de la discussion en s'interpellant @NOM mais rarement en privé. Lorsque des usagers réagissent au commentaire d'une personne en particulier, l'échange limité à quelques répliques sera entrecoupé de commentaires d'autres personnes portant sur le sujet principal en lien avec la publication.

Les plateformes, comme Nakhweh qui souhaite rassembler les jeunes du monde arabe, rencontrent des difficultés à attirer des membres de différents pays. Les jeunes d'un même pays, voire d'une même ville (TEDxBeirut), interagissent entre eux. Les seules plateformes réussissant à attirer des jeunes de différents pays attirent ceux qui ont émigré hors du bassin méditerranéen.

Beaucoup de commentaires émis par les participants sont des appréciations ou des approbations en lien avec la mission première de la plateforme, comme c'est le cas sur le site TEDxBeirut, ou avec la vision qu'elle propose de la société qui fait consensus, comme c'est le cas sur le site de l'Observatoire marocain de la politique. La seule exception concerne la chaîne YouTube de la plateforme Shabab Libya sur laquelle on observe des conceptions divergentes (mais cette plateforme n'est plus utilisée depuis 2013).

Les contenus des sites internet et de leurs extensions (Facebook, YouTube, Flickr, LinkedIn, Twitter, Instagram) reflètent le mandat des associations et des ONG. Il y est question d'actualités associative, politique nationale et internationale, de sport, d'offres de bourses, de stages, d'ateliers de formation, d'offres d'emploi, d'initiatives humanitaires visant le bien de la collectivité, de volontariat, de diffusion (sous formes de vidéos), d'événements et de débats publics organisés par les associations et ONG, des télécentres et des nouvelles technologies. Ces contenus sont principalement informatifs. Ils génèrent peu de commentaires et sont majoritairement en lien avec le pays d'origine de l'association ou de l'ONG. Les interventions des participants sont souvent des demandes de renseignements ou des réactions aux différentes publications. Les commentaires des internautes sont fréquemment émis le jour-même ou dans un délai de trois jours. Les participants peuvent être sollicités pour répondre à un sondage comme le pratique Nakhweh avec la fonction sondage de Facebook ou pour remplir le formulaire « Posez votre question » qui sera traité par les modérateurs avant d'être publié dans la rubrique « Vos questions ».

Souvent, ces espaces en ligne ne sont pas dédiés à la discussion ou au débat mais servent de relais à la diffusion de ressources (formations, astuces et événements) permettant de débattre dans d'autres moments et lieux[110]. Cela explique la présence en ligne des commentaires encourageants et appréciatifs au détriment de débats sur le contenu. Bien que ces plateformes soient vraisemblablement fréquentées par des publics homogènes, certains espaces participatifs limitent le nombre et la longueur des participations, invitant les internautes à la concision et à la seule appréciation (compliments, encouragements, critiques négatives). L'Observatoire marocain de la politique fait cependant figure d'exception. Les membres s'interpellent et se positionnent souvent par rapport aux opinions précédemment énoncées, prouvant que la plupart d'entre eux lisent les commentaires publiés. Il y a plusieurs confrontations de points de vue divergents. Certains membres n'hésitent pas à exposer une opinion impopulaire. Les débats les plus houleux sont en lien avec la validité des sources de la publication. Les interventions font référence de manière explicite et directe à la citoyenneté et aux droits humains en abordant des problèmes socio-économiques concrets (infrastructure, santé, immigration), en dénonçant des cas d'autoritarisme, de répression et de corruption. La question de la citoyenneté et des droits humains est également abordée indirectement par le biais des thèmes des conférences et des séminaires dans le cas de la page Facebook Mit7arken.

2.6
COMPLÉMENT D'INFORMATION

À la suite de l'analyse des 11 plateformes, l'équipe de recherche a formulé une série de questions complémentaires à poser aux modérateurs et/ou administrateurs de certaines plateformes afin d'en dresser un panorama complet. Sept plateformes ont été identifiées (Jamaity, Leaders of Tomorrow, Nakhweh, Young Arab Voices, Observatoire marocain de la politique, Shabab Libya, Nouabook). Les questions ont été envoyées à seulement six d'entre elles (aucune personne contact n'a été trouvée pour la plateforme Nakhweh), mais seuls deux administrateurs y ont répondu (Jamaity et Leaders of Tomorrow). Un document regroupant toutes les questions et réponses se trouve en annexe. Ces compléments d'information ont permis de finaliser l'analyse et de saisir la divergence dans la perception et la compréhension de la notion de « participation » entre les administrateurs de plateformes et notre équipe de recherche. Il est en effet crucial de différencier la visibilité de la plateforme (nombre d'internautes visitant une plateforme numérique) et la participation (nombre d'internautes interagissant, par exemple par des commentaires, sur une plateforme numérique).

ANALYSE DES 11 PLATEFORMES – FAITS SAILLANTS

Ø Convergence des mandats des 11 plateformes analysées.

Ø La majorité des plateformes (9 sur 11) entretient des rapports avec des organisations non-gouvernementales, des instances de gouvernance internationale, des associations de jeunesse, des universités ou divers ministères.

Ø Elles visent un tissu associatif et plus particulièrement les jeunes.

Ø Elles sont principalement constituées d'un site internet avec diverses rubriques (actualités, projets, événements et opportunités, etc.) et de liens vers Facebook, Twitter, Instagram, YouTube, LinkedIn, etc.

Ø La participation des visiteurs/membres est quasiment inexistante sur les sites internet des plateformes analysées.

Ø Impossibilité de cerner ce que sont le débat et l'implication citoyenne en raison de l'absence de participation sur les sites internet des plateformes.

Ø L'emploi de Twitter, d'Instagram, de YouTube, de LinkedIn, de Google plus ou de Flickr est faible, voire inexistant à l'exception de la plateforme Shabab Libya qui présente une forte participation grâce à Twitter et une activité moyenne au travers de YouTube.

Ø Facebook reste l'interface privilégiée des internautes membres de ces plateformes.

Ø Activité modérée sur la majorité de ces plateformes au travers de Facebook, à l'exception des pages Facebook de Radio Jeunes Tunisie et de l'Observatoire marocain de la politique (forte activité).

Ø Le nombre d'utilisateurs des plateformes varie de dizaines pour certains sites internet et à plusieurs milliers pour certaines pages Facebook.

Ø La majorité des publications sont signées par des modérateurs ou des membres de l'équipe officielle de la plateforme. Les modérateurs tendent à publier les mêmes informations sur les pages Facebook et sur les sites des plateformes, ce qui n'apporte pas d'éléments nouveaux pour générer la discussion.

Ø Dans la majorité des plateformes, les participants semblent être dans la tranche 35-16 ans et disposent d'un capital scolaire et d'un niveau d'éducation assez élevé. Ils ont tous la possibilité d'accéder très régulièrement à internet. Cela soulève la question du manque d'accessibilité de la part des communautés moins éduquées, et de l'accessibilité du réseau internet entre milieu urbain/côtier et milieu rural/intérieur du pays.

Ø Leurs motivations principales sont académiques, professionnelles, informatives. Volonté de s'impliquer au sein d'ONG, de prendre la parole dans les débats publics, de participer à différents événements, de se divertir.

Ø Les usagers de ces plateformes ne sont pas forcément impliqués dans des organisations de jeunesse, mais certains affirment leur intérêt pour le travail communautaire.

Ø Difficulté de certaines plateformes à attirer des membres de différents pays. Souvent des jeunes d'un même pays interagissent ensemble (Nakhweh), voire d'une même ville (TEDxBeirut).

Ø Les interventions des participants donnent rarement lieu à des échanges mais plutôt à une juxtaposition de commentaires qui n'ont aucun lien entre eux. Ces espaces en ligne ne sont pas dédiés à la discussion ou au débat mais à diffuser des ressources (formations, astuces et événements).

Ø Plusieurs plateformes font référence de manière explicite et directe à la citoyenneté et aux droits humains en abordant des problèmes socio-économiques concrets, en dénonçant la dictature, la répression et la corruption.

03

ANALYSE COMPLÉMENTAIRE DE TROIS PLATEFORMES

3.1
TROIS PLATEFORMES AU NIVEAU DE PARTICIPATION PLUTÔT ÉLEVÉ

Nous présentons dans ce qui suit une analyse de trois espaces participatifs complémentaires qui a été effectuée afin d'enrichir les résultats de la section précédente et d'éclairer, via ces plateformes, les usages que font les jeunes d'internet, leur implication dans le débat politique et leur engagement civique. Les grilles d'analyse de ces trois plateformes se trouvent en annexe. Nous présentons d'abord la méthodologie de sélection et ensuite les résultats de ces analyses. Une réflexion sous forme de synthèse faite suite à l'analyse de chacune des trois plateformes. Les faits saillants sont présentés en fin de section.

3.2
MÉTHODOLOGIE DE SÉLECTION

Pour compléter la démarche d'analyse des plateformes préalablement sélectionnées par l'UNESCO, un travail exploratoire a été mené sur d'autres types d'espaces d'échange en ligne dans lesquels des jeunes des pays du sud de la Méditerranée discutent, débattent ou partagent de l'information. Trois autres espaces se caractérisant par une importante participation ont été identifiés et analysés dans le but d'illustrer certaines des formes que peut prendre la participation citoyenne des jeunes sur internet et de développer des pistes de réflexion sur les espaces qui la favorisent et sur différentes dimensions qui la caractérisent. La démarche se voulant exploratoire, des espaces qui diffèrent les uns des autres, tant sur le plan de la forme et des dispositifs utilisés, que des thématiques auxquelles ils sont consacrés, ont été choisis, cela afin de réfléchir à partir d'une diversité de cas de figure. Notre démarche ayant essentiellement pour but de mettre en lumière la façon dont les jeunes partagent des informations et débattent sur internet, nous n'avons pas choisi des espaces en fonction de leur contenu, des valeurs qui y sont véhiculées ou des orientations sociales, politiques ou religieuses de ceux qui les administrent ou y interviennent, mais uniquement en fonction des dispositifs utilisés et d'une participation relativement importante. En somme, le choix des espaces retenus ne doit en aucun cas être interprété comme une validation ou un désir de valoriser les contenus que l'on y trouve. Ce sont uniquement la forme des espaces, les pratiques des jeunes et les modalités de leur participation qui ont intéressé l'équipe de recherche.

Ces trois espaces ayant été choisis en fonction de l'importance de la participation observée, il n'est pas étonnant que ceux-ci se distinguent des autres espaces analysés précédemment par l'importance du nombre d'intervenants et la fréquence des nouveaux messages. Ainsi, la démarche visant à identifier ces espaces a permis de constater que les espaces participatifs du même genre, qui sont également le lieu d'une participation riche et constante, sont nombreux et variés. Il n'y a donc pas lieu de considérer les trois espaces retenus comme des plateformes particulièrement importantes, jouant un rôle clé dans l'ensemble des espaces numériques que peuvent fréquenter des jeunes des pays du sud de la Méditerranée. Ce sont plus simplement des plateformes semblables à des douzaines d'autres. Le petit nombre de plateformes retenues ici et le fait de concentrer l'analyse sur une fraction des échanges qui s'y tiennent, limitent la portée de cette analyse. Pour approfondir et être en mesure de formuler des constats mieux étayés, il serait souhaitable de mener la même démarche à une échelle plus large, sur un plus grand nombre de plateformes et en consacrant plus de temps à l'observation et à l'analyse de chacune.

Prenant appui sur certains des éléments qui ont pu être dégagés, il a été choisi de cibler un espace consacré en partie à la famille, dans lequel les questions relatives au cadre juridique balisant la vie familiale et aux droits de la personne, seraient susceptibles d'être abordées. Un espace consacré au rapport entre religion et politique, ainsi qu'un dernier espace consacré au conflit et à la coexistence entre groupes, ont ensuite été retenus. Afin d'être en mesure de nous pencher sur la participation des jeunes femmes, nous avons choisi un espace (consacré à la famille) où l'on observe une proportion importante de femmes parmi les participants. Considérant par ailleurs que les espaces d'échange en ligne qui sont le lieu d'antagonismes et de confrontations entre les participants sont assez répandus et constituent une partie intégrante du débat public, nous avons sélectionné un espace dont le contenu est matière à polémique (l'espace consacré au rapport entre religion et politique). Sur le plan de la forme et des dispositifs techniques, un groupe Facebook (consacré au conflit et à la coexistence de groupes) a enfin été retenu ainsi qu'un forum de discussion (fréquenté par une forte proportion de femmes, où sont couramment abordées des questions en lien avec la famille) et un blogue qui favorise la participation de ses lecteurs en publiant leurs commentaires (consacré au rapport entre religion et politique).

La forme que prend la participation dans chacun de ces espaces est étroitement liée à leur format. Il convient donc de passer sommairement en revue chacun des cas retenus pour faire état des spécificités qui découlent des dispositifs eux-mêmes et les caractérisent, par opposition à des observations plutôt liées aux thématiques abordées ou au profil particulier des participants. À l'issue de cette présentation, une synthèse des observations les plus pertinentes est proposée dans le contexte du projet NET-MED Youth.

3.3
RÉSUMÉ DES TROIS PLATEFORMES SÉLECTIONNÉES

1-Yabiladies

France et Maghreb

Espace participatif analysé : forum

Cette plateforme, en français, créée en 2003, est le portail d'un magazine adressé aux femmes marocaines traitant entre autres d'actualité, de mode, de religion. La section forum du site est très active en termes de participation et se décline sous trois sections : famille, mariage, bien-être. Les utilisatrices déterminent elles-mêmes les sujets de discussion, liés à des préoccupations personnelles, mais qui peuvent rejoindre indirectement des thématiques sociopolitiques globales. Des hommes interviennent également dans le forum. Par jour, plus d'une centaine de publications sont postées et commentées/débattues.

/http://www.yabiladies.com/forum

2-Towards coexistence between Israelis and Palestinians

Projet visant la communauté internationale

Espace participatif analysé : page Facebook

Cette plateforme, en anglais, est un groupe Facebook fermé qui a pour but de promouvoir l'installation d'un climat de paix entre Israël et la Palestine. Cette plateforme créée le 20 juin 2014 regroupe 287 11 abonnés (au 9 mai 2015). Les abonnés partagent des liens menant à des articles, des vidéos ou d'autres sites en lien avec le thème du groupe, à partir desquels ils débattent. Chaque nouvelle publication engendre des « j'aime » et des commentaires. Les abonnés sont nombreux à publier.

https://www.facebook.com/groups/606727866091789/?fref=ts

3-Blogue de Sami Aldeeb

Danemark (pays hôte du site)

Espace participatif analysé : blogue

Cette plateforme, en arabe, hébergée sur le site de la revue Alhiwar Almotamaden depuis 2001, contient les articles postés par Sami Aldeeb sur son interprétation de la charia et de la Sunna. Ses articles sont très controversés et attirent de nombreux lecteurs à commenter/approuver/réfuter ses propos. Des échanges entre le blogueur et les lecteurs sont également initiés par l'administrateur de la revue. Le blogue de Sami Aldeeb a été lu à 535 781 4 reprises (en date du 11 mai 2015) et chaque billet engendre de nombreux commentaires émis directement sur le site ou à partir d'un compte Facebook.

http://www.ahewar.org/m.asp?i=5388

3.4
ANALYSE DES TROIS PLATEFORMES

FORUM DE DISCUSSION : YABILADIES

Ce forum de discussion est le lieu d'une participation très active, on y compte plusieurs centaines de nouveaux messages chaque semaine. Ce portail est le prolongement d'une large plateforme, initiée par un jeune marocain, Yabiladi. Ce site web est devenu l'un des rares médias sociaux traitant de la question migratoire au Maroc. L'entreprise, qui a débuté avec deux jeunes, a prospéré; elle est considérée comme un succès en tant que modèle économique dans ce domaine. Le lancement du portail dédié aux femmes couronne en quelque sorte ce développement. Les internautes qui fréquentent cette plateforme sont pour la plupart des marocaines résidant à l'étranger.

Comme c'est souvent le cas, la participation au forum est anonyme, les participants se présentant sous un profil personnel très rudimentaire (réduit à un pseudonyme parfois une date de naissance et la ville où ils vivent); les utilisateurs ont la possibilité d'échanger entre eux des messages privés, en marge de l'espace public du forum. En somme, les discussions du forum sont visibles et consultables par tous, mais les participants qui le souhaitent, peuvent également communiquer à l'abri des regards, comme le permettent à peu près tous les forums de discussion. Des modérateurs interviennent dans le forum au besoin. Là comme dans d'autres espaces du même genre, le caractère anonyme des échanges, combiné avec la possibilité d'échanger en privé, favorise et encourage le dévoilement et le partage d'expériences personnelles. Le forum est donc l'occasion pour plusieurs de se confier, de solliciter un soutien moral voire psychologique ou de demander conseil. Chaque jour, de nouveaux fils de discussion sont lancés par les utilisateurs et fréquemment des discussions plus anciennes sont réactivées. Ceci s'explique notamment par la facilité de consultation des archives du forum, mais également par le fait que le contenu du forum de discussion est indexé par les moteurs de recherche comme Google. Cette indexation fait en sorte qu'une recherche avec certains mots clés dans un moteur de recherche, peut conduire l'utilisateur vers une discussion qui a déjà eu lieu. Il est donc probable que le contenu du forum soit lu autant par des habitués que par de nouveaux utilisateurs qui découvrent le forum au hasard d'une recherche lancée sur Google ou un autre moteur de recherche.

Parmi les questions abordées de façon récurrente, beaucoup portent sur la famille, la sexualité et les relations amoureuses. Certains relatent leur expérience personnelle et discutent avec les autres de la normativité sociale relative à ces questions, ce qui mène les participants à débattre à propos des limites de ce qui est autorisé, convenable, possible ou souhaitable en matière de vie familiale (par exemple le choix du conjoint, les relations sexuelles, le mariage, les relations avec les parents, la manière d'interagir avec les parents, la grossesse et l'entrée dans la parentalité, etc.). Les discussions sont l'occasion de confronter des normes différentes (quant aux limites de ce qui serait permis, convenable ou souhaitable dans différents contextes), parfois de négocier collectivement une norme consensuelle, c'est-à-dire de s'entendre entre participants du forum sur une même vision des choses. Il est également fréquent que les participants partagent avec les autres des situations auxquelles ils sont confrontés impliquant des conflits de normes, afin de faire valider par d'autres les normes auxquelles ils adhèrent, ou d'avoir leur avis sur la ligne de conduite à adopter. Il peut s'agir de conflit de normes entre les jeunes et leurs parents, ou entre eux et d'autres membres de leur famille, ou encore entre leur milieu d'origine et le contexte dans lequel ils vivent (pour ceux qui ont changé de région, de ville ou de pays), ou entre leur partenaire amoureux et leurs amis, etc. Certains s'interrogent explicitement et directement sur des questions de droit, mais c'est parfois au fil des échanges qui font suite à un premier message (chaque message donnant lieu à un grand nombre de réponses), que les participants en viennent à discuter de questions relatives au cadre juridique balisant la vie familiale ou aux droits de la personne.

GROUPE FACEBOOK: TOWARDS COEXISTENCE BETWEEN ISRAELIS AND PALESTINIANS (VERS UNE CO-EXISTENCE ENTRE ISRAÉLIENS ET PALESTINIENS)

Tout comme pour les autres plateformes utilisant un groupe Facebook, celui que nous avons retenu est avant tout l'occasion, pour ceux qui y participent, de partager des informations et plus particulièrement des liens vers des nouvelles ou des textes de presse relatifs à la thématique du groupe; les discussions moins fréquentes, se présentent le plus souvent sous la forme de commentaires faisant suite à une publication de l'un des membres. La participation dans le groupe Facebook n'est pas anonyme et se fait essentiellement de façon synchrone, c'est-à-dire que l'on consulte et commente les contenus postés dans les heures ou les jours qui précèdent, lesquels sont donc plus susceptibles d'être très étroitement liés à l'actualité. Il est à tout à fait exceptionnel qu'une même discussion se poursuive sur une longue durée, par des interventions a posteriori sur des contenus publiés plusieurs jours ou semaines auparavant (ce qui se produit à l'occasion sur les autres plateformes). De ce point de vue, les observations que nous avons pu faire dans ce groupe Facebook sont similaires à celles faites pour les autres groupes Facebook analysés précédemment. Ce n'est en somme pas la thématique abordée ou le profil de ceux qui participent à ce groupe qui s'avèrent déterminants, mais plutôt le format de la plateforme elle-même. Signalons que pour les personnes qui participent à ce groupe Facebook leur fréquentation s'inscrit probablement dans une utilisation quotidienne de Facebook, qui va au-delà du partage d'information et la discussion. En effet, on peut penser que ce n'est pas d'abord dans le but de suivre ce qui se joue dans ce groupe que la majorité de ses membres se connectent à Facebook. Il est possible que certains d'entre eux soient membres de plusieurs autres groupes (consacrés ou pas à d'autres thématiques) et probable qu'ils ne soient pas abonnés aux publications de ce groupe. Dans ce cas, ils peuvent, lorsqu'ils le souhaitent, aller consulter les contenus publiés dans ce groupe, mais ne les voient pas spontanément s'afficher dans leur fil d'actualité lorsqu'ils se connectent à la plateforme. Ces spécificités expliquent qu'un tel groupe Facebook puisse rassembler des milliers de membres sans pour autant que la participation n'y soit très importante. En revanche, la présence des mentions « j'aime » en nombre plus ou moins important, suite à la publication d'un texte, de même que les commentaires, indiquent que les personnes ont bien pris connaissance de la publication avant de réagir. Les participants au groupe Facebook que nous avons observé sont donc nombreux à consulter régulièrement les contenus qui y circulent, voire à y réagir. Des administrateurs présents sur le groupe interviennent à l'occasion pour modérer les échanges.

BLOGUE DE SAMI ALDEEB

Le blogue retenu reçoit un nombre considérable de visiteurs, presque cinq millions en trois ans, plusieurs lecteurs intervenant à la suite de chacune des publications pour les commenter ou réagir. Ce blogue fait partie du site d'une revue, qui comporte plusieurs autres sections et qui publie par ailleurs des textes de différents auteurs. S'ils peuvent commenter tous les textes, les lecteurs ne peuvent pas amorcer de fils de discussion qui ne seraient pas en lien avec l'un des textes déjà publiés par le blogueur. Du point de vue de la forme, ce genre de dispositif d'échange consistant à commenter le texte d'un auteur, à interagir avec lui ou à échanger avec les autres lecteurs à propos du même texte par le biais d'un fil de commentaires, est identique à celui qu'on observe le plus souvent sur les blogues et les journaux en ligne accueillant les commentaires des lecteurs à la suite des textes. L'espace en question est également lié à un compte Facebook, sur lequel on publie des liens vers les textes du blogue. Ceux-ci sont donc commentés à la fois sur Facebook (de façon nominative) et sur le site du blogue (d'une façon qui peut être anonyme).

Dans ces fils de commentaires qui font suite au texte, les participants semblent d'abord réagir au contenu en s'adressant à son auteur, mais ils sont aussi amenés à échanger entre eux ou à réagir aux commentaires laissés par d'autres. La plupart des participants interviennent à plusieurs reprises pour commenter les textes : ils peuvent donc devenir familiers en étant confrontés aux mêmes intervenants avec lesquels des échanges peuvent s'établir. Le blogue semble être un espace de débat pour les participants, qui leur permet d'argumenter à propos de la religion, plus particulièrement de l'islam, et de son rapport au politique. Les questions abordées et les positions adoptées par Sami Aldeeb dans ses textes étant matière à polémique, les fils de commentaires sont le lieu de la confrontation de positions antagonistes : certains appuient l'auteur du blogue et partagent son point de vue, alors que d'autres s'y opposent fermement

en faisant valoir des convictions différentes sinon opposées. L'intervention d'un modérateur vise à faire respecter la règle qui interdit les propos agressifs, haineux ou racistes. En dépit d'importantes divergences d'opinions, les participants prennent le temps d'écrire des messages relativement longs et étoffés. Cherchant à convaincre les autres du bien-fondé de leurs points de vue, ils intègrent souvent à leurs interventions des liens vers d'autres sites et publications, des vidéos ou des travaux de toute sorte qui soutiennent leur argumentation. Le caractère antagoniste des échanges observés permet aux protagonistes de se confronter à des visions très différentes des leurs.

Si le caractère controversé des positions prises par Sami Aldeeb contribue pour beaucoup à provoquer le genre de débat observé dans ce blogue, on peut ici souligner que les fils de commentaires de textes de presse ou de billets de blogue sont souvent l'occasion d'une confrontation de points de vue et d'opinions antagonistes entre les lecteurs.

ANALYSE COMPLÉMENTAIRE DES TROIS PLATEFORMES – FAITS SAILLANTS

Ø S'il y a très peu de participation et d'interaction sur les plateformes préalablement identifiées par l'UNESCO, on trouve facilement quantité d'autres espaces, de formes variées, où de nombreux jeunes débattent, discutent et partagent de l'information.

Ø Il semble que ce soit plutôt le contenu publié sur les sites liés aux espaces participatifs qui favorise la fréquentation et la participation. Un contenu riche et original ou rejoignant les intérêts des jeunes (mode, musique, etc.), qui est renouvelé régulièrement, est offert dans les trois espaces retenus.

Ø Les espaces étudiés donnent lieu à des échanges transnationaux réunissant des participants de quelques pays du sud de la Méditerranée ou du Moyen-Orient, mais aussi d'Europe ou d'Amérique du Nord, qui peuvent ou non être eux-mêmes des immigrants originaires des pays du sud de la Méditerranée.

Ø Des modérateurs interviennent au besoin dans chacun des espaces pour faire respecter des règles, le plus souvent pour supprimer des messages qui sont injurieux, haineux, racistes ou agressifs.

Ø L'anonymat et l'utilisation de messages privés dans le forum de discussion favorisent les échanges en lien avec la vie privée et les expériences personnelles.

Ø Dans le groupe Facebook, c'est plutôt le partage d'information en lien avec l'actualité immédiate qui prévaut, alors que les sections de commentaires du blogue sont le lieu de débats sur la religion.

Ø Des échanges portant a priori sur la vie privée et intime des jeunes (relations amoureuses et familiales) débouchent couramment sur des discussions concernant l'évolution des normes en matière de vie familiale et les droits de la personne dans le contexte des rapports familiaux.

Ø Les fils de commentaires du blogue retenu contiennent non seulement des réactions aux textes commentés, mais sont parfois aussi le théâtre de débats entre les lecteurs du blogue.

Ø Les échanges et discussions entre membres du groupe Facebook sont peu fréquents, généralement brefs et prennent habituellement place dans les commentaires qui font suite au partage de liens, comme nous l'avons constaté pour les pages Facebook analysées précédemment.

Ø Chacun des types d'espace analysé donne lieu à des modalités d'interaction et de participation différente, lesquelles sont de nature à atteindre des jeunes présentant des profils différents.

04

SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS

Sur les trois plateformes que nous avons retenues, l'importance de la participation contraste fortement avec le caractère rudimentaire des dispositifs techniques utilisés et mis en place[111]. En effet, le forum n'intègre ni photos, ni vidéos et encore moins d'applications complémentaires comme des jeux. Il en va de même des fils de commentaires du blogue. En somme, non seulement les dispositifs techniques sont peu sophistiqués, mais ces sites et espaces d'échange sont présentés dans des maquettes graphiques dont la facture n'est ni particulièrement professionnelle ni spécialement au goût du jour. En cela, ces plateformes contrastent avec celles qui avaient préalablement été identifiées par l'UNESCO et qui présentent des maquettes graphiques soignées et très actuelles.

Les plateformes retenues présentent des possibilités limitées quant au type de contenu que les participants peuvent publier. Or, au besoin et quand ils souhaitent faire référence à des contenus vidéos ou à d'autres sites, les participants intègrent couramment et en quantité des liens vers d'autres pages, sites ou vidéos dans leurs interventions. Ces quelques observations montrent bien que les qualités techniques ou graphiques d'une plateforme ne sont ni nécessaires ni suffisantes pour favoriser la présence de visiteurs et leur participation. En revanche, la richesse et l'importance des contenus publiés dans les espaces analysés ou sur les sites web liés à ceux-ci, contribuent sans doute de façon non négligeable à la popularité de ces espaces. En effet, autant le site Yabiladies que le blogue analysé contiennent une somme importante de contenu original ou lié aux intérêts de ceux qui les fréquentent et ils sont enrichis de façon régulière (quotidienne dans le cas de Yabiladies) de nouveaux textes, articles ou vidéos. Ceci ne signifie pas pour autant qu'il faille négliger l'aspect technique et graphique, qui peut rendre une plateforme plus facile d'usage et de ce fait renforcer la participation des usagers.

Les trois espaces complémentaires analysés sont manifestement fréquentés par des jeunes qui y interviennent dans une proportion plus ou moins importante, mais tous sont d'abord le lieu de la rencontre et de la coexistence de différents groupes d'âge. Dans les échanges observés, les participants semblent n'accorder aucune importance à l'âge des autres et se montrent avant tout sensibles à leur argumentation, leur opinion, à ce qu'ils peuvent leur apprendre ou à la façon dont ils interagissent. On peut donc se demander si les jeunes se préoccupent effectivement de l'âge de leurs interlocuteurs en ligne, et douter qu'un site qui leur serait explicitement consacré, soit plus attractif.

Cependant, il est clair que certains types de contenu sont plus susceptibles de susciter leur intérêt. Des trois espaces observés, Yabiladies est celui qui semble réunir le plus grand nombre de jeunes, particulièrement des femmes. Les sujets abordés en Une (ex : musique populaire, vedettes, mode, beauté) attirent un grand nombre de visiteurs qui, par la suite, sont incités à naviguer sur le site et à participer aux échanges en cours sur le forum sur divers sujets de société (ex : parentalité, mariage). En définitive, on peut penser que la diffusion de contenu (texte et vidéo notamment) rejoignant étroitement les intérêts et les préoccupations immédiates des jeunes, est plus de nature à les attirer qu'un espace explicitement destiné à leur classe d'âge.

Les jeunes interviennent en ligne dans des espaces d'échange d'abord en fonction de leurs intérêts et préoccupations et en des termes qui leur sont a priori familiers. Ainsi, au détour de discussions portant par exemple sur leurs difficultés économiques, leurs aspirations scolaires, leur recherche d'emploi, leurs convictions religieuses, ou d'éventuels conflits familiaux, ils peuvent être amenés à échanger et à se prononcer sur ce qui concerne directement les droits de la personne et le devenir de leur société. Dans ce contexte, ces questions trouvent leur sens et suscitent leur intérêt parce qu'elles sont liées à leur propre expérience. En somme, les questions de droit sont susceptibles d'être abordées par nombre d'entre eux, mais plutôt de façon indirecte, détournée ou dans des termes qui ne font pas explicitement référence à des notions juridiques, politiques ou relatives à la citoyenneté. En effet, certains jeunes sont peu susceptibles de se sentir interpellés ou concernés par une organisation ou un espace les invitant à s'exprimer et à échanger sur des questions de droits.

Les trois plateformes observées sont manifestement fréquentées par des gens de différents pays et de plusieurs régions du monde. Ainsi, le groupe Facebook réunit des personnes vivant au Moyen-Orient, aux États-Unis ou dans les pays du sud de la Méditerranée, qui discutent ensemble. De même le forum de Yabiladies est fréquenté par des personnes des pays du Maghreb, mais aussi par des Européens, souvent de confession musulmane, qui sont ou non eux-mêmes originaires du Maghreb. La question du lieu ou de l'ancrage local de ceux qui interviennent dans les échanges semble moins importante que leurs intérêts communs. Ces intérêts communs sont le résultat de similitudes sociales et culturelles des participants ne semblent guère se soucier du lieu où vivent leurs interlocuteurs ni même de leur pays d'origine. Sur ce plan, les espaces d'échange qui nous ont

intéressés, contrastent avec certaines plateformes d'organisation de jeunesse préalablement identifiées par l'UNESCO et dont les contenus s'adressent parfois exclusivement aux jeunes d'un pays en particulier.

Les espaces participatifs qui nous ont intéressés ont en commun d'être des lieux où l'on discute de valeurs, d'opinions et de croyances. Bien que les sites ou plateformes auxquels sont liés ces espaces d'échange se présentent tous, plus ou moins explicitement, comme visant à favoriser des discussions et des échanges respectueux et ouverts à tous, les contenus qu'on y trouve semblent suggérer qu'on y partage certaines valeurs, opinions et croyances communes. En définitive, aucun de ces espaces ne se présente comme un espace de discussion, d'échange et de débat qui, sur le plan des valeurs ou des croyances, pourrait être qualifié de « neutre », d'autant plus que certains entretiennent des rapports avec des organisations non gouvernementales et des organisations internationales. On peut se demander si de tels espaces (qui se voudraient ou seraient effectivement neutres) existent réellement et, le cas échéant, s'ils pourraient être le lieu d'une participation active et soutenue comme ceux qui nous ont intéressés. Le petit nombre de cas étudiés ne permet de tirer aucune conclusion en ce sens. Cependant, nous avons pu constater que les responsables des trois plateformes ou ceux qui y participent le plus semblent partager certaines croyances, valeurs ou opinions, et que cela n'empêche pas d'autres participants – qui adhèrent plutôt à des opinions, croyances et valeurs opposées à celles des premiers – d'intervenir et de débattre dans les mêmes espaces.

Ces observations ont amené les chercheurs à aborder les interactions prenant forme par le biais de dispositifs variés (un forum, un groupe Facebook et un fil de commentaire), qui permettent ou favorisent, selon les cas, des échanges anonymes ou nominatifs, prenant forme dans un temps limité ou bien sur une durée plus longue (plusieurs jours ou semaines). Cela donne lieu à des messages courts (une à trois phrases) ou au contraire à des messages comportant jusqu'à plusieurs paragraphes. Par leurs spécificités, certains dispositifs se prêtent mieux au partage d'information en lien avec l'actualité, alors que d'autres se prêtent mieux au débat et à l'argumentation et d'autres encore aux échanges plus intimes ou plus étroitement liés à la vie privée ou à l'expérience personnelle de chacun. Or, il nous semble que selon le profil social et le niveau de scolarité des jeunes, les questions qui les préoccupent et le rapport qu'ils entretiennent plus largement (dans leur vie hors ligne) à l'actualité, au politique et à l'espace public, les modalités de participation qu'ils sont susceptibles d'adopter ou de privilégier ne seront pas les mêmes.

La démarche exploratoire à laquelle nous nous sommes livrés permet d'éclairer certaines formes de participation des jeunes sur internet à travers des échanges qui les amènent à exprimer leur point de vue et leurs aspirations quant au devenir de leur société et à leur place au sein de celle-ci. Cette démarche est loin de couvrir toutes les formes possibles de participation et d'en analyser de façon systématique toutes les dimensions. Dans ce sens, un travail d'exploration plus large, des observations plus minutieuses portant sur un plus grand nombre de cas, permettraient certainement d'apporter un meilleur éclairage et de faire des analyses plus approfondies.

SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS – FAITS SAILLANTS

Ø Les espaces où la participation est la plus importante ne sont pas ceux qui offrent les dispositifs techniques les plus récents ou les plus sophistiqués ni non plus ceux dont le graphisme est le plus soigné et actuel.

Ø Les messages publiés par les participants dans différents espaces comportent couramment des liens vers des vidéos, des photos ou d'autres sites. Cet usage des liens contribue à enrichir des dispositifs d'échange plutôt rudimentaires, ne permettant pas le partage d'image ou de vidéos.

Ø Ces espaces rassemblent à la fois des jeunes et des participants plus âgés. Les participants semblent n'accorder que peu (ou pas du tout) d'importance à l'âge des autres.

Ø L'espace qui réunit la plus forte proportion de jeunes est lié à un site qui diffuse beaucoup de contenu susceptible de toucher plus étroitement les intérêts des jeunes.

Ø Le fait d'avoir des préoccupations ou des intérêts communs avec les autres favorise les interactions sans égard pour le pays d'origine ou le pays habité par les uns et les autres.

Ø Aucun des espaces retenus ne s'avère « neutre » sur le plan des valeurs, des croyances ou des orientations politiques, ce qui n'empêche pas la présence et l'expression d'opinions, de valeurs et de croyances divergentes, voire antagonistes.

Ø La forme et les dispositifs utilisés dans chaque espace influencent sur le genre d'interactions qui y prennent place de même que la temporalité ou la durée des échanges (s'étalant sur quelques heures, quelques jours ou plusieurs mois selon les cas).

05

RECOMMANDATIONS ET CONCLUSION

A partir des principaux éléments révélés par la littérature scientifique disponible en lien avec le projet NET-MED Youth et de l'analyse de plateformes sélectionnées, se dégagent des éléments-clés permettant de définir le type d'interventions les plus susceptibles d'atteindre les objectifs poursuivis. Ces considérations ont été présentées lors de la conférence de l'UNESCO « Les jeunes et internet : combattre la radicalisation et les extrémismes » à Paris le 17 juin 2015 telles que suit :

- Pour développer les échanges entre les jeunes, il semble primordial d'articuler simultanément divers dispositifs facilitant leur participation et leur communication: (i) conjuguer la présence et l'activité sur les médias sociaux à des actions hors ligne (en face à face), (ii) investir dans les pages et blogues orientés sur des personnalités populaires auprès des jeunes, (iii) soutenir les partenariats avec les médias publics pour gagner en audience et en visibilité, (iv) synchroniser des publications, articulant des participations liées à l'actualité (temps court) à des échanges plus argumentés (temps longs), (v) permettre une diversité d'âge et de profils des jeunes associés aux plateformes (tenant compte des difficultés d'inclusion des moins instruits) ainsi qu'une diversité de langues utilisées, (vi) assurer une mixité des thèmes répondant à leurs besoins et intérêts directs (emploi, vie quotidienne).
- Ne pas surévaluer l'impact du design graphique des plateformes web sur l'intérêt et la participation des jeunes. Souvent, les actions hors ligne, suscitées par des plateformes modestes au niveau graphique, ont un impact significatif sur la vie des jeunes et leur engagement citoyen, ainsi que leur sentiment d'appartenance à une communauté tangible.
- Continuer d'approfondir le travail d'éducation aux médias et à l'information afin d'accroître la capacité des jeunes à évaluer et à s'exprimer à l'aide de ces technologies. Ce développement des capacités d'analyse critique permettra aux jeunes de se prémunir contre toute forme de manipulation en ligne et de promouvoir l'éducation critique aux nouveaux médias.
- Prendre acte du fait qu'il existe souvent un décalage entre la performance des plateformes étudiées (nationales/sous-régionales) et la perception des organisations de jeunesse de ces plateformes et de leur vocation. Cela ne doit pas minorer le poids ni l'intérêt de ces plateformes dans la vie de la communauté des jeunes.

Par ailleurs, en complément du développement des usages collaboratifs des plateformes numériques, un portrait d'autres actions plus globales fondé sur les données disponibles appelle à distinguer plusieurs scénarios possibles.

Ces scénarios au nombre de trois, portent sur :
1) Le développement d'un programme d'éducation aux médias numériques destiné à une grande diversité de jeunes ;
2) Une prise en considération accrue de la diversité des jeunes et de leurs préoccupations pour mieux comprendre leur rapport au pluralisme, au droit et à la démocratie, et faciliter des interventions de nature éducative, cela par le biais d'études dans l'espace social et dans l'espace virtuel ;
3) Le développement du réseautage chez les jeunes leaders du sud de la Méditerranée depuis des contenus et des pratiques en prise sur leur réalité.

1)
Poursuivre le développement de projets sur l'éducation aux médias et à l'information destinés aux jeunes des pays du sud de la Méditerranée.

Un certain nombre de rapports produits par l'UNESCO permettent de cerner l'importance du rôle de l'éducation dans le développement d'internet et de la liberté d'expression dans le respect des droits humains[112]. Dans la mesure où l'UNESCO souhaite favoriser la participation citoyenne des jeunes en les outillant, entre autres, dans un contexte où ils sont exposés à une pluralité de discours et de contenus, il apparaît nécessaire de les sensibiliser à l'éducation aux médias en vue :
1) D'accroître la capacité à employer des technologies médiatiques ;
2) De développer les compétences permettant de s'exprimer à l'aide de ces technologies ;
3) De développer des capacités d'analyse critique sur les médias et les textes médiatiques ;
4) D'accroître des capacités d'introspection et
5) De sensibiliser aux enjeux éthiques, moraux et juridiques associés aux médias[113].

Ces pratiques pédagogiques mobilisant des connaissances techniques, expressives, cognitives, métacognitives et comportementales (Martens cité par Landry, Basque, 2010) sont destinées « à permettre aux membres d'une collectivité de participer de façon créative et critique (au niveau de la production, de la distribution et de la présentation) à l'utilisation des médias technologiques et traditionnels, afin de développer et de libérer les individus et la collectivité, et de démocratiser la communication »[114].

Si le concept de « littératie médiatique » recouvre ces différentes visées, l'UNESCO emploie le terme Media Information Literacy (MIL) qui recoupe un ensemble de compétences (savoir, capacités et attitude) nécessaire à la vie et au travail de notre époque[115]. Ce concept MIL prend en compte toutes les formes de médias et les autres moyens d'accès à l'information comme les bibliothèques, les archives, les musées et internet. Ainsi, le concept englobe compétences, savoirs et attitudes vis-à-vis de l'éducation aux médias, à l'information, à l'actualité, à la publicité, à la culture cinématographique, à internet, aux réseaux sociaux, à l'informatique, à la sécurité numérique, à la confidentialité, à la cyber sécurité personnelle, etc.

Les principales composantes du MIL sont :
1) La compréhension du rôle et des fonctions des médias et autres fournisseurs d'informations dans le développement des sociétés démocratiques ;
2) La compréhension des conditions dans lesquelles ces fonctions peuvent être remplies ;
3) La reconnaissance des besoins pour l'information ;
4) La localisation et l'accessibilité de l'information pertinente.

Par cette approche, les jeunes sont susceptibles de mieux comprendre les liens entre médias, liberté d'expression, pluralisme et droits humains. Ils sont censés pouvoir mieux comprendre le nouvel environnement des médias et des enjeux de la libre expression. Ils doivent enfin pouvoir connaître les formes d'accès et de traitement de l'information pour un usage optimal. C'est par un usage éclairé des médias que les citoyens peuvent prendre des décisions en connaissance de cause, nourrir le discours public et utiliser les connaissances à bon escient[116].

L'UNESCO promeut l'éducation aux médias et à l'information dans le monde entier, à travers son soutien à la coopération internationale via l'Alliance mondiale sur l'éducation aux médias et à l'information et la mise en place d'un centre international d'échange d'informations sur l'éducation aux médias et à l'information, en coopération avec l'Alliance des civilisations des Nations Unies.

L'Organisation a élaboré plusieurs des ressources et des outils utiles dans ce domaine (ex: le Curriculum EMI pour les enseignants, les directives pour l'élaboration de politiques et stratégies pour l'EMI, un cadre d'évaluation EMI) et des cours de formation en ligne. L'UNESCO a plus spécifiquement, mené des actions axées sur les pays du sud de la Méditerranée, tels que l'adaptation des outils, la promotion de l'intégration de l'EMI dans les programmes scolaires et les activités extra-scolaires, la création d'un pool d'experts au Maghreb et le lancement d'un chapitre arabe de l'Alliance mondiale des partenaires de l'éducation aux médias et à l'information.

Il est nécessaire que ces efforts se poursuivent en prenant en considération les recherches scientifiques récentes relatives à l'éducation aux médias[117] et aux stratégies médiatiques des acteurs[118], et que des éléments centrés sur le renforcement des compétences numériques et l'expression de soi au travers du numérique, soient approfondis. Cela est conforme aux recommandations de la Déclaration de Paris sur l'EMI à l'ère numérique[119], aux rapports de l'ancien Rapporteur spécial, Frank La Rue, sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression[120], et plusieurs publications de l'UNESCO sur l'internet, notamment en lien avec le respect de la vie privée[121], avec la liberté de connexion et la liberté d'expression[122], et sur le rôle que jouent les intermédiaires sur internet pour favoriser la liberté en ligne[123]. Cette recommandation est aussi conforme à la primauté accordée à l'éducation aux médias et à l'information dans la récente étude de l'UNESCO sur les questions liées à internet *Keystones to foster Inclusive Knowledge Societies*[124] (basée directement sur l'approche normative D.O.A.M., qui fait la promotion de l'universalité d'internet selon la combinaison des principes des droits humains, l'ouverture, de l'accessibilité de tous et la participation multipartite) et la Déclaration finale de la Conférence InterCONNECTer les ensembles » (Paris, 3-4 Mai 2015).

Une telle entreprise d'éducation aux médias et à l'information, mettant l'accent sur les aspects numériques, vise à transmettre aux jeunes des savoirs et des savoir-faire leur permettant d'utiliser les outils déjà disponibles sur internet; à les aider à identifier et à trouver par eux-mêmes les outils existants susceptibles de leur être utiles et d'en comprendre le fonctionnement; à les amener à développer leur esprit critique et leurs capacités d'analyse et de distanciation vis-à-vis des contenus numériques auxquels ils sont exposés; à leur transmettre des connaissances sur le fonctionnement des médias sociaux et les dynamiques sociales qui prévalent dans les communautés en ligne, de façon à les outiller dans la fréquentation de ces espaces et à leur donner prise sur les risques auxquels ils pourraient être exposés ou sur les problèmes qu'ils pourraient y rencontrer.

Les efforts pour élargir les actions d'éducation aux médias et à l'information, devraient s'appuyer sur un travail d'enquête visant à mieux connaître les pratiques numériques des jeunes, c'est-à-dire :
1) Les stratégies de recherche de l'information, celles-ci ayant un impact sur la perception de l'information (Kyung-Sun et Sei-Ching, 2007) ;
2) Les supports médiatiques sur lesquelles elles ont lieu ;
3) Les médiacultures (Maigret et Macé 2005) au sein desquelles elles s'insèrent ;
4) Les processus sociocognitifs et socio-affectifs impliqués susceptibles de donner lieu à des « actes préparatoires » (Girandola et Joule 2012) et à des changements comportementaux.

Ce travail d'enquête enrichi d'une analyse des pratiques des jeunes permettra d'identifier les risques auxquels ils sont exposés, les contextes propices à ceux-ci, de même que les problèmes rencontrés dans leurs pratiques numériques, de façon à concevoir un programme adapté à leurs besoins. Ce programme pourrait être conçu dans la même optique que le programme d'évaluation du MIL développé par l'UNESCO[125] (2013c), mais centré sur les jeunes.

La première recommandation serait de développer un programme d'éducation aux médias spécifique aux contextes des jeunes des pays du sud de la Méditerranée et qui favoriserait un usage critique et éclairé des médias traditionnels et des nouveaux médias.

2)
Tenir compte de la diversité des jeunes et de leurs préoccupations pour mieux comprendre leur rapport au pluralisme, au droit et à la démocratie et faciliter des interventions de nature éducative, en vue d'améliorer leur inclusion politique et économique.

Il nous apparaît peu réaliste de vouloir créer une plateforme unique qui pourrait amener une vaste diversité de jeunes de tous milieux à échanger sur des questions relatives au droit de la personne et à la démocratie.

A cet égard, il nous semble essentiel de souligner que les discussions qui touchent de près ou de loin à la question des droits de la personne ou du devenir de la démocratie, sont susceptibles de prendre place dans une multitude de contextes numériques, et bien au-delà de l'ensemble des espaces explicitement consacrés à des questions politiques ou liées à la citoyenneté. Pour nombre de jeunes issus de différents milieux, la question des droits ou celle de la démocratie ne se pose pas, a priori, de façon abstraite et générique. Ces questions qui s'incarnent concrètement dans leur réalité quotidienne, sont le plus souvent perçues comme des problèmes personnels plutôt que comme des questions de nature politique. C'est du moins ce que laissent penser les interventions que nous avons pu observer sur les sites étudiés.

La recherche que nous avons menée suggère que les espaces d'échange en ligne fréquentés par des jeunes des pays du sud de la Méditerranée, dans lesquels ils s'expriment le plus sur des questions relatives au devenir de leur société, au développement de la démocratie et aux droits de la personne, existent déjà en grand nombre et sous diverses formes. Dans la perspective où l'UNESCO souhaiterait connaître et mieux comprendre les préoccupations des jeunes de la région, les termes dans lesquels ils sont amenés à s'exprimer sur des questions de droit ou ce que sont les représentations et conceptions qui font consensus auprès d'eux afin d'en tenir compte, il semblerait pertinent d'amorcer un travail d'enquête, de cartographie et de veille des espaces participatifs numériques existants, fréquentés ou initiés par des jeunes hommes et femmes, afin d'étudier leurs discours et leurs pratiques. Une telle démarche pourrait par ailleurs être l'occasion de mettre en lumière les enjeux de ces pratiques d'échange et d'interaction en contexte numérique et d'identifier les problèmes que les jeunes des pays de la région sont susceptibles de rencontrer dans leur rapport à l'information, leur possibilité de s'exprimer, d'accéder à des contenus et d'en faire circuler.

Une telle démarche serait une étape préalable sinon parallèle à toute entreprise visant à faire un travail d'éducation aux médias numériques auprès des jeunes (notamment des jeunes exclus/marginaux) ou consistant à produire des outils à leur intention pour les encourager à faire un usage critique et éclairé des médias numériques. Il s'agirait en somme de commencer par approfondir la connaissance de leurs pratiques et les problèmes qu'ils rencontrent ou peuvent rencontrer afin de baliser le contenu d'un éventuel programme d'éducation aux médias numériques.

Ces recherches pourraient se fonder sur les questionnements ci-dessous qui ont émergé de la Conférence de l'UNESCO « Les jeunes et internet : combattre la radicalisation et les extrémismes » (Juin 2015).

- Les contenus participatifs témoignent-ils des autres dimensions (notamment avec les activités d'engagement citoyen hors ligne) ? Permettent-ils d'évaluer et de favoriser le développement de la participation citoyenne des jeunes ?
- Quelles sont les formes nouvelles et les modèles de participation citoyenne des jeunes, et comment peuvent-il être renforcés par l'usage d'internet ?
- Quelles relations existe-t-il entre les plateformes étudiées (nationales/sous-régionales) ?
- Quels dénominateurs communs (valeurs, thèmes, objectifs partagés) sont susceptibles de rassembler et de consolider une audience forte et proactive parmi les jeunes ?

La présente étude comportait un certain nombre de limites vu le temps imparti et le nombre de sites explorés. Un travail de terrain ethnographique avec les acteurs permettrait de développer des actions mieux ciblées et plus pertinentes pour la jeunesse de cette région. L'étude des pratiques sur internet pourrait être associée à une étude sur les pratiques de vie des jeunes. Si les sites étudiés nous donnent des éléments sur l'idée que se font les jeunes du pluralisme, des droits et de la démocratie, on peut imaginer qu'internet est loin d'être le seul moyen déployé en ce sens. L'étude de la participation des jeunes en ligne faite isolément reste limitée. D'où l'intérêt d'une étude, nationale ou transnationale, qui porterait à la fois sur les pratiques en ligne des jeunes et sur leur investissement dans des organisations, afin d'explorer leurs façons de s'impliquer dans des causes touchant au pluralisme, aux droits et à la démocratie.

Cette étude s'attachera également à prendre en considération la dimension genrée des usages citoyens du numérique. Il s'agira en l'occurrence d'interroger les différences liées au genre dans le rapport au politique et de voir si la participation en ligne permet aux jeunes femmes de dépasser les obstacles rencontrés dans la vie réelle et dans quelle mesure les dispositifs en ligne peuvent encourager/inhiber certains comportements agressifs ou sexistes à leur égard.

La deuxième recommandation serait de développer une étude exhaustive des nouveaux modèles de participation citoyenne des jeunes des pays du sud de la Méditerranée afin de mieux comprendre leur rapport concret au droit, à la démocratie et au pluralisme et comment ce rapport s'inscrit dans leur quotidien. Cette étude privilégiera une analyse qualitative dans l'espace virtuel et en présentiel, sur un terrain concret et en partenariat avec des organisations jeunesse.

3)
Mettre en réseau les jeunes leaders et favoriser le réseautage en ligne entre les jeunes de divers niveaux socio-économiques et en présentiel par des moyens directement en prise sur leur réalité.

Si tous les jeunes sont susceptibles de se préoccuper, d'une manière ou d'une autre, de la question des droits de la personne et du développement de la démocratie, il n'est pas évident qu'une plateforme numérique explicitement consacrée à un tel sujet puisse à elle seule susciter l'intérêt des jeunes et les toucher largement, en incluant des profils socioéconomiques variés.

Nos observations suggèrent que les plateformes numériques concernent principalement, sinon exclusivement, un public de jeunes urbains, plutôt favorisés, fortement scolarisés, déjà impliqués dans différentes organisations sociales et manifestant un intérêt marqué pour l'actualité et le politique. Les jeunes qui correspondent à ce profil sont relativement peu nombreux et tout porte à croire que leur vision des choses, leurs préoccupations et leurs aspirations diffèrent de celles de leurs compatriotes évoluant dans d'autres milieux.

Il se peut également que les plateformes étudiées liées le plus souvent à des instances nationales ou des organisations locales, elles-mêmes connectées à des instances internationales, puissent être un frein pour certains, même parmi les plus scolarisés, en raison du lien potentiel de ces instances avec l'Occident. Cela dit, les jeunes les plus attirés par ces plateformes sont à prendre avec considération dans la mesure où ils compteront vraisemblablement parmi les décideurs de demain et les citoyens les plus susceptibles de s'impliquer socialement et politiquement dans le développement de leur pays.

La création d'une plateforme s'adressant à ces jeunes et plus particulièrement à ceux qui sont déjà impliqués dans différentes organisations de jeunesse, correspondrait aux objectifs de l'UNESCO qui souhaite particulièrement intervenir auprès de ce groupe bien circonscrit. Notre démarche suggère qu'il y a

actuellement bien peu d'espaces numériques dans lesquels des jeunes émanant d'organisations de jeunesse de plusieurs pays du sud de la Méditerranée seraient amenés à interagir. Les organisations existantes sont dans leur grande majorité ancrées dans un cadre national ou local et regroupent donc essentiellement des jeunes d'un même pays. Par ailleurs, les échanges entre jeunes dans différents espaces d'interaction en ligne, parfois transnationaux, rassemblent systématiquement des jeunes qui ont en commun les mêmes intérêts et préoccupations et qui disposent d'une langue commune pour échanger. On comprendra donc que les difficultés que suppose la communication entre jeunes de différents pays sont plus ou moins grandes selon la proximité culturelle, historique, linguistique, religieuse ou la situation sociopolitique de leurs pays d'origine. Dans ce contexte, amener des jeunes de différents pays à échanger dans un même espace numérique constitue un défi de taille.

Pour favoriser le succès d'une entreprise visant à encourager le développement de liens, de collaborations et d'échanges entre les jeunes des pays de la région plus scolarisés et déjà impliqués dans différentes organisations, l'UNESCO pourrait envisager une intervention qui ne se limiterait pas à la création d'une plateforme mais favoriserait également les rencontres in situ entre jeunes de différents pays. Cela permettrait de structurer un réseau de liens et de collaborations qui pourraient se prolonger par des échanges en ligne, mais aussi d'accompagner une démarche de production et de diffusion de contenus originaux et pertinents pour les jeunes afin de les encourager à visiter régulièrement la plateforme.

La tenue récurrente de forums locaux, nationaux et internationaux, ou d'autres événements du même genre, pourrait être envisagée. Il convient toutefois de rappeler que certaines des plateformes qui ont fait l'objet de nos analyses, notamment celle de Young Arab Voices, visent des objectifs qui convergent avec ceux du projet NET-MED Youth et qu'elles participent à des évènements en ligne et hors ligne.

Or, les observations révèlent que les événements en présentiel se poursuivent rarement par des échanges en ligne. Si l'UNESCO fait le choix de s'impliquer dans une initiative de ce type, il est donc impératif de prévoir une stratégie favorisant à la fois le développement d'un réseau de collaborations par des interventions en présentiel et le prolongement de ces liens et échanges en contexte numérique.

Afin de susciter l'intérêt des jeunes visés par une telle plateforme et de les encourager à la visiter, celle-ci devrait idéalement rassembler et diffuser des contenus de nature à les intéresser et à leur être utile. En outre, il est indispensable de s'interroger sur les intérêts et motivations des jeunes femmes et de se soucier de ce en quoi leurs usages d'internet diffèrent de ceux des jeunes hommes. Il est également important de tenir compte des obstacles rencontrés par les jeunes femmes dans les échanges en ligne afin de pouvoir les surmonter. Les contenus proposés devraient être enrichis et mis à jour régulièrement.

Plusieurs types de contenu pourraient être diffusés pour susciter l'intérêt de ces jeunes. Il pourrait s'agir simplement de réunir de l'information sur les ressources et programmes de formation disponibles à l'échelle nationale et internationale (comme le fait déjà Leaders of Tomorrow), d'une veille sur l'emploi ou, mieux encore, de contenus peu accessibles autrement et qui pourraient être utiles à ces jeunes et aux organisations jeunesse (de même qu'à d'autres publics) dans le contexte de leurs activités, mais aussi dans le cadre de leurs études. On peut penser ici par exemple à une base de données qui rassemblerait et diffuserait des travaux scientifiques sur l'engagement civique des jeunes du sud de la Méditerranée et sur leur implication dans la vie économique et politique (notamment par le biais des TIC), incluant des mémoires et des thèses rédigés en langue arabe, produits dans les pays de la région (les universités de la région diffusent en général peu de contenus par comparaison avec ce qu'on observe ailleurs dans le monde) ou à de l'information portant sur les réalités spécifiques à ces pays et qui sont peu accessibles actuellement.

Nous pensons que ce genre de contenu, que les jeunes peuvent utiliser dans le cadre de leurs études et qui n'est pas déjà disponible ailleurs, pourrait susciter leur intérêt. Cet espace participatif pourrait inclure des contenus éducatifs sur les droits, le pluralisme et la citoyenneté ainsi que l'actualité internationale jeunesse dans les pays de la région. Cela exige toutefois une mise à jour continuelle, un haut degré de pertinence pour les jeunes et une intégration de ces contenus à ceux qui touchent plus directement leurs intérêts immédiats.

Considérant que les plateformes des organisations de jeunesse, qui offrent des espaces d'échange visant à favoriser la participation citoyenne, sont essentiellement fréquentées par des jeunes urbains, favorisés économiquement, scolarisés et déjà impliqués, et que les jeunes qui présentent un autre profil social ne

sont pas des utilisateurs d'internet ou sont peu enclins à fréquenter ces plateformes, la troisième recommandation serait de n'envisager la création d'une nouvelle plateforme de ce type que dans la mesure où l'on souhaite atteindre des jeunes qui présentent ce profil particulier.

Dans ce cas, et afin d'assurer le succès d'une telle plateforme, celle-ci devrait être soutenue par des rencontres in situ entre jeunes tels que des forums (portés par des organisations de jeunesse par exemple), afin de créer des liens qui se prolongeraient en ligne; celle-ci devrait rassembler et diffuser des contenus éducatifs et informatifs liés aux intérêts de ces jeunes hommes et femmes.

CATCH
CARHARTT

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ABULLAH, Rasha. The Revolution Will Be Tweeted, *The Cairo Review of Global Affairs*. 2011, N° 3, p. 41-49 : http://www.thecairoreview.com/essays/the-revolution-will-be-tweeted

ABUALROB, Mohammed. The role of Facebook in enhancing inalienable rights in Palestine. In *Communiquer dans un monde de normes*. Actes du colloque co-organisé par l'Association Internationale de Communication (ICA), le Groupement d'Études et de Recherches en Information et Communication (GERIICO) et la Société Française des Sciences de l'Information et de la Communication (SFSIC). Roubaix : 7-9 mars 2012, p. 153-158.

ACHOUR KALLEL, Myriam. Des écritures ordinaires sur Facebook : cyberactivités et cyberactivismes. In : NAJJAR, Sihem (Dir.). *Le cyberactivisme au Maghreb et dans le monde arabe*. Paris : Karthala, 2013, p. 227-243.

AMARI, Salima. Le cyberespace comme le tiers-espace des lebiennes de culture musulmane dans le monde ? *LES Online*, 2010, Vol. 2, N° 1 : https://lesonlinesite.files.wordpress.com/2017/03/cyberespacele-tiers_espacelesbiennes.pdf

ANDERSON, Jon. Online and Offline Continuities, Community and Agency on the Internet. *CyberOrient*. 2013, Vol. 7, N° 1 : http://www.cyberorient.net/article.do?articleId=8355

AOURAGH Miriyam, ALEXANDER Anne. The Egyptian experience. Sense and Nonsense of the Internet Revolution. *International Journal of Communication*. 2011, Vol. 5, p. 1344-1358 : http://ijoc.org/index.php/ijoc/article/view/1191/610

ARAB CENTER FOR RESEARCH AND POLICY STUDIES. *Index arabe 2014 en quelques points*. Doha, Qatar.

AraB MEDIA OUTLOOK. 2011-2015. Dubaï, 2012 : http://stmjo.com/en/wp-content/uploads/2015/06/Arab-Media-Outlook-2011-2015.pdf

ARAB YOUTH SURVEY, 2014, *ASDA'A*. Burson-Marsteller.

ASSAF, Laure. Autour d'un café. Sociabilité des jeunes à Abu Dhabi. In : BONNEFOY, Laurent et CATUSSE, Myriam. *Du Maroc au Yémen : loisirs, cultures et politiques*. Paris : La Découverte, 2013.

BADR Hanan. Limitations of the Social Media Euphoria in Communication Studies. *Égypte/Monde arabe*. 2015, Troisième série, N° 12 : http://ema.revues.org/3451

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT. *Tunisie : Surmonter les Obstacles à l'Inclusion des Jeunes*. Rapport N° 89233-TN. Washington, 2014 : http://www.banquemondiale.org/content/dam/Worldbank/document/MNA/tunisia/breaking_the_barriers_to_youth_inclusion_fre.pdf

BANQUE MONDIALE. *Les réseaux haut débit dans la région MENA: pour une accélération de l'internet haut débit*. Washington, 2014 : http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/MNA/Broadband_report/MENA_Broadband_Study_French.pdf

BASHIR, Manaf. *Framing an online social movement: How do the leadership and participants of the Egyptian 6th of April Youth Movement frame their Facebook activism*? Thèse de doctorat : philosophie. Indiana University, 2012.

BEN AMARA, Soumaya, BEN ZAHI, Mansour. Le sentiment d'aliénation sociale chez les jeunes usagers d'internet. *Études psychologiques et éducatives*, 2013, N° 10, Université Kasdi Merbah, Algérie.

BEN SALEM, Maryam, BEN CHEIKH, Soumaya. *Jeunes femmes vulnérables et politique en Tunisie. Enquête qualitative à Gafsa, Kasserine et Tozeur*. Tunis : CAWTAR & UNESCO, 2013.

BEN SALEM, Maryam. *Traditional and new forms of young women's political engagement in a transitional context. Tunisia as example*. Tunis : CAWTAR & IDRC, 2013 : https://www.youthpower.org/resources/traditional-and-new-forms-young-womens-political-engagement-transitional-context-0

BEN SALEM, Maryam. Femmes tunisiennes et usages différenciés de la sphère du web comme outil de participation politique. In : NAJJAR, Sihem (Dir.). *Le cyberactivisme au Maghreb et dans le monde arabe*. Paris : Karthala, 2013, p. 141-148.

BEN SALEM, Maryam, MAJBRI, Atidel. Media visibility of women politicians in Tunisia in traditional media and new media: obstacles to visibility and media coverage strategy. In: RAICHEVA-STOVER, Maria and IBROSCHEVA, Elza (Eds.). *Media representations of women in politics: Perspectives from nations in transition*. New York: Bloomsbury Publishing, 2014, p. 81-96.

MEDJAHDI Mustapha. Jeunes et usage politique de l'Internet en Algérie. In : NAJJAR, Sihem (Dir.). *Le cyberactivisme au Maghreb et dans le monde arabe*. Paris: Kharthala, 2013.

BENRAHHAL-SERGHINI, Zineb, MATUSZAK, Céline. Lire ou relire Habermas : lectures croisées du modèle de l'espace public habermassien. *Études de communication*. 2009, N° 32 : http://edc.revues.org/868

BENSALEH, Mounir. *Réseaux sociaux et révolutions arabes*. Paris : Michalon, 2012.

BENSALEM, Adib, KSIKES, Driss. Usages marocains des réseaux sociaux. *Economia*, p. 24-30 : http://economia.ma/content/usages-et-usagers-des-m%C3%A9dias-sociaux

BERNIER, Christiane, LAFLAMME, Simon. Usages d'internet selon le genre et l'âge: une double différenciation. *Canadian Review of Sociology*. August 2005, Vol. 42, N° 3, p. 301–323.

BLAU, Ina. Comparing online opportunities and risks among Israeli children and youth Hebrew and Arabic speakers. *New Review of Hypermedia and Multimedia*. 2014, Vol. 20, N° 4, p. 281-299.

BOUGHZALA, Younès, BOUZID, Inès, MOSCAROLA, Jean. Le rôle des réseaux sociaux et des TIC dans les révolutions arabes : les résultats d'une enquête. *Le Sphynx Développement*. 2011, p. 15 : http://www.lesphinx-developpement.fr/blog/wp-content/uploads/2012/04/YB_IB_JM.pdf

BOUMAZA, Magali. Les générations politiques au prisme de la comparaison : quelques propositions théoriques et méthodologiques. *Revue internationale de politique comparée*. 2009, Vol. 16, N° 2, p. 189-203 : https://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2009-2-page-189.html

BOURDIEU, Pierre. L'opinion publique n'existe pas. In : *Questions de sociologie*, Paris : Les Éditions de Minuit, 1984, p. 222- 235.

BROTCORNE, Périne, VALENDUC, Gérard. Les compétences numériques et les inégalités dans les usages d'internet. Comment réduire ces inégalités. *Les Cahiers du numérique*. 2009, Vol. 5, N° 1, p. 45-68 : https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-du-numerique-2009-1-page-45.htm

CARSTENSEN, Tanja. Gender Trouble in web 2.0: Gender Relations in Social Network Sites, Wikis and Weblogs. *International Journal of Gender, Science and Technology*. 2009, Vol. 1, N° 1. p. 105-127.

CHAKER, Rawad. *La contribution de l'usage des TIC à l'insertion socioprofessionnelle du jeune libanais : Enquête sur leurs pratiques et discours d'acteurs du monde de l'entreprise et de l'éducation*. Thèse de doctorat : Droit et sciences humaines. Paris : Cergy-Pontoise, 2010.

CHAPUT, Mathieu. Analyser la discussion politique en ligne. De l'idéal délibératif à la reconstruction des pratiques argumentatives, *Réseaux*. 2008, Vol. 4, N° 150, p. 83-106 : https://www.cairn.info/revue-reseaux1-2008-4-page-83.htm

CHOMIAK, Laryssa. Architecture of resistance in Tunisia. In: LUST Ellen, KHATIB Lina (Dir.). *Taking to the streets: the transformations of Arab activism*. Baltimore: John Hopkins University Press, 2014, p. 22-51.

CONSALVO, Mia, PAASONEN, Susanna. *Women & Everyday Uses of the Internet: Agency & Identity*. Michigan : Peter Lang, 2002.

DAHMEN-JARRIN, Zouha. Les aléas de la libre circulation de l'information dans les nouveaux médias en Tunisie. *Journal for Communication Studies*. 2012, Vol 5, N° 1(9) : http://www.essachess.com/index.php/jcs/article/view/154

DE ANGELIS, Enrico. The State of Disarray of a Networked Revolution: The Syrian Uprising's Information Environment. *Sociologica*. 2011, Fascicolo 3, p. 1-24.

DE ANGELIS, Enrico. Un nouveau monde social ? Les jeunes activistes syriens et les réseaux sociaux sur Internet. In : BONNEFOY, Laurent et CATUSSE, Myriam. *Du Maroc au Yémen : loisirs, cultures et politiques*. Paris : La Découverte, 2013.

DE ANGELIS, Enrico. L'espace politique virtuel avant et après la chute de Moubarak : une critique des réseaux sociaux digitaux en Égypte. *Égypte/Monde arabe*. 2015, Troisième série, N° 12 : http://ema.revues.org/3456

DIRENBERGER, Lucia. De la rue à Internet : espaces de contestation féminins et féministes à Téhéran, ["From the street to the internet: feminine and feminist contestation in Teheran"]. *Spatialjustice*. March 2011, N° 03 : http://www.jssj.org

DUBAI SCHOOL OF GOVERNMENT. Facebook Usage: Factors and Analysis. *Arab Social Media Report*. 2011, Vol. 1, N° 1, p. 20 : http://www.arabsocialmediareport.com/UserManagement/PDF/ASMR%20Report%201.pdf

DUBAI SCHOOL OF GOVERNMENT. The Role of Social Media in Arab Women's Empowerment. *Arab Social Media Report*. 2011, Vol. 1, N° 3 : http://www.arabsocialmediareport.com/UserManagement/PDF/ASMR%20Report%203.pdf

DUBAI SCHOOL OF GOVERNMENT. Social Media in the Arab World: Influencing Societal and Cultural Change? *Arab Social Media Report*. 2012, Vol. 2, N° 1, p. 29 : http://www.arabsocialmediareport.com/UserManagement/PDF/ASMR%204%20final%20to%20post.pdf

EL-NAWAWY, Mohammed, KHAMIS, Sahar. Political Activism 2.0: Comparing the Role of Social Media in Egypt's "Facebook Revolution and Iran's "Twitter Uprising", *CyberOrient*. 2012, Vol. 6, N° 1 : http://www.cyberorient.net/article.do?articleId=7439

ELTING, Bruce, KELLY, John, FARIS, Rob, PALFREY, John. *Mapping the Arabic Blogosphere: Politics, Culture, and Dissent*. Berkman Research Center Publication, 2009, 06.

FLICHY, Patrice. Internet et le débat démocratique. *Réseaux*. 2008, Vol. 4, N° 150, p. 159-185 : http://www.cairn.info/revue-reseaux1-2008-4-page-159.htm

FORUM MIL EUROPÉEN. *Déclaration de Paris sur l'EMI à l'ère numérique*. 2014 : http://merlin.obs.coe.int/iris/2014/8/article3.fr.html

FOURNIER, Bernard. Images plurielles de l'intérêt politique. L'exemple des jeunes Liégeois (1990-2007). *Agora débats/jeunesses*. 2009, Vol. 1, N° 51, p. 97-107 : https://www.cairn.info/revue-agora-debats-jeunesses-2009-1-page-97.htm

FRASER, Nancy, VALENTA, Muriel. Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement. Extrait de *Habermas and the Public Sphere*, sous la direction de Craig Calhoun, Cambridge, MIT Press, 1992, p. 109-142. Hermès. 2001, Vol. 3, N° 31, p. 125-156 :
http://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2001-3-page-125.htm

GALABOW, Antony, SAYAH, Jamil (Dir.). *Participations et citoyennetés depuis le Printemps arabe*. Paris : L'Harmattan, 2012.

GARDEY, Delphine. De la domination à l'action. Quel genre d'usage des technologies de l'information ? *Réseaux*. 2003, Vol. 4, N° 120, p. 87-117 :
https://www.cairn.info/revue-reseaux1-2003-4-page-87.htm

GAXIE, Daniel. Au-delà des apparences : sur quelques problèmes de mesure des opinions. *Actes de la recherche en sciences sociales*. 1990, Vol. 81-82, p. 97-112.

GIRANDOLA, F., JOULE R.-V., La communication engageante : aspects théoriques et pratiques. In *L'Année psychologique*, 2012, vol. 112, p. 117-144.

GOIRAND, Camille. Participation institutionnalisée et action collective contestataire. *Revue internationale de politique comparée*. 2013, Vol. 20, N° 4, p. 7-28 :
http://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2013-4-page-7.htm

GONZALEZ-QUIJANO, Yves. Du feuilleton télé à la web-série. Les jeunes générations arabes changent de format. In : BONNEFOY, Laurent et CATUSSE, Myriam. *Du Maroc au Yémen : loisirs, cultures et politiques*. Paris : La Découverte, 2013.

GOUPIL, Sylvie. Gouvernement en ligne et démocratie : vers une mutation de la relation citoyenne à l'État. *Politique et Sociétés*. 2007, Vol. 26, N° 1, p. 27-46 :
http://id.erudit.org/iderudit/016432ar

GRANJON, Fabien, LELONG, Benoit, METZGER, Jean-Luc. *Inégalités numériques. Clivages sociaux et mode d'appropriation des TIC*. Paris : Hermès Lavoisier, 2009, p. 21.

HAMMOUDA, Ahmed Younes Mohamed. *Le rôle des réseaux sociaux dans le développement de l'engagement des jeunes Palestiniens dans les causes sociales*. Mémoire de Master : recherche et études médiatiques. Le Caire : Université du Caire, 2013.

HERRERA, Linda. Youth and Citizenship in the Digital Age. A View from Egypt. *Harvard Educational Review*. Vol. 82, N° 3, p. 333-352.

JASCHINSKI, Katrin. Le travail de jeunesse et l'intégration en Israël. *Rapport EUROMED*. 2013, p. 48 :
https://www.salto-youth.net/downloads/4-17-2944/youth_in_israel.pdf

JIMLI, Boubaker. *Les jeunes et la participation politique en Algérie*. Thèse de doctorat : sociologie. Constantine : Université Constantine 1, 2010.

JOUËT, Josiane. Technologies de communication et genre. Des relations en construction. *Réseaux*. 2003, Vol. 4, N° 120, p. 53-86 : https://www.cairn.info/revue-reseaux1-2003-4-page-53.htm

KENDERES, Amanda M. *Facebook, Political Narrative, and Political Change: A Case Study of Palestinian Youth*, Thèse de doctorat : Philosophy in Education. Los Angeles : University of California, 2012.

KHALIL, Joe. Youth Generated Media in the Arab World, an Emerging Public Sphere. Communiquer dans un monde de normes. *Actes du colloque co-organisé par l'Association Internationale de Communication (ICA), le Groupement d'Études et de Recherches en Information et Communication (GERIICO) et la Société Française des Sciences de l'Information et de la Communication (SFSIC)*. Roubaix : 7-9 mars 2012, p. 118-119.

KHAMIS, Sahar, VAUGHN, Katherine. Cyberactivism in the Egyptian Revolution: How Civic Engagement and Citizen Journalism Tilted the Balance. *Arab Media and Society*. 2011, N° 14 : http://www.arabmediasociety.com/?article=769

KHATIB, Hakim. 2011 Tahrir Square Demonstrations in Egypt: Semantic Structures That Unify and Divide. *CyberOrient*. 2015, Vol. 9, N° 2 : http://www.cyberorient.net/article.do?articleId=9715

KSIKES, Driss. Irruption du cyberactivisme dans l'espace public : cas du Maroc. In : NAJJAR, Sihem (Dir.). *Le cyberactivisme au Maghreb et dans le monde arabe*. Paris: Karthala, 2013.

KUEBLER, Johanne. Overcoming the Digital Divide: The Internet and Political Mobilization in Egypt and Tunisia. *CyberOrient*. 2011, Vol. 5, N° 1 : http://www.cyberorient.net/article.do?articleId=6212

KUMAR, Keval. Une nouvelle définition des objectifs : réflexions venues de l'Inde. In : *L'éducation aux médias dans le monde : nouvelles orientations*. Londres : British Film Institute ; Paris : CLEMI-UNESCO, 1992.

KYUNHG-SUN, Kim, SIN SEI-CHING, Joanna. 2007. Perception and selection of information sources by undergraduate students: Effects of avoidant style, confidence, and personal control in problem-solving. *The Journal of Academic Librarianship*.

LA RUE, Frank. *Report on the promotion and protection of the right of freedom of opinion and expression*. 16 May 2011, p. 22.

LA RUE, Frank. *Report on the promotion and protection of the right of freedom of opinion and expression*. 10 August 2011, p. 24.

LA RUE, Frank. *Promotion and protection of the right of freedom of opinion and expression*. 7 September 2012, p. 24.

LANDORF, Brittany, Female Reverberations Online: An Analysis of Tunisian, Egyptian, and Moroccan Female Cyberactivism during the Arab Spring. *International Studies Honors Projects*. Paper 20. 2014 : https://digitalcommons.macalester.edu/intlstudies_honors/20

LANDRY, Normand, BASQUE Joëlle, AGBOBLI Christian. Éducation aux médias au Canada : état des savoirs et perspective de recherche en communication. In : KIYINDOU, Alain (Dir.), Éducation aux médias. Nouveaux enjeux, rôles et statuts des acteurs. Paris : L'Harmattan, 2015.

LANDRY, Normand, BASQUE Joëlle. L'éducation aux médias dans le Programme de formation de l'école québécoise : intégration, pratiques et problématiques. *Canadian Journal of Education / Revue canadienne de l'éducation*. 2015, Vol. 38, N° 2, p. 1-33 : http://journals.sfu.ca/cje/index.php/cje-rce/article/viewFile/1893/1763

LECOMTE, Romain. Internet et la reconfiguration de l'espace public tunisien : le rôle de la diaspora. *TIC&société*. 2009, Vol. 3, N° 1-2 : http://ticetsociete.revues.org/702

LECOMTE, Romain. Révolution tunisienne et Internet : le rôle des médias sociaux. *L'Année du Maghreb*. 2011, VII : http://anneemaghreb.revues.org/1288

LECOMTE, Romain. Expression politique et activisme en ligne en contexte autoritaire. *Réseaux*. 2013, Vol. 5, N° 181, p. 51-86 : http://www.cairn.info.acces.bibl.ulaval.ca/revue-reseaux-2013-5- page-51.htm

LECOMTE, Romain. Sale journée pour Ammar. Quand des blogueurs tunisiens s'attaquent à la censure. In : BONNEFOY, Laurent et CATUSSE, Myriam. *Du Maroc au Yémen : loisirs, cultures et politiques*. Paris : La Découverte, 2013.

MAAMARI, Bassem E., EL ZEIN Hala. The Impact of Social Media on the Political Interests of the Youth in Lebanon at the Wake of the Arab Spring. *Social Science Computer Review*. 2014, Vol. 32, N° 4, p. 496-505.

MAIGRET, Éric, MACÉ, Éric, *Penser les médiacultures. Nouvelles pratiques et nouvelles approches de la représentation du monde*. Paris, Armand Colin, 2005.

MANSUY, Michèle et al. Normes socioculturelles des jeunes Marocains : cas de la région de Marrakech Tensift Al Haouz. *Maghreb-Machrek*. 2014, Vol. 1, N° 219, p. 43-66.

MARCOCCIA, Michel. Parler politique dans un forum de discussion. *Langage et société*. 2003, N° 104, p. 9-55 : https://www.cairn.info/revue-langage-et-societe-2003-2-page-9.htm

MARTINOT-LAGARDE, Pierre. De nouvelles formes d'engagement. *Revue Projet*. 2008, Vol. 4, N° 305, p : 48-54 : https://www.cairn.info/revue-projet-2008-4-page-48.htm

MATUSZAK, Céline. Le forum comme lieu de production d'un discours unitaire et mobilisateur : un nouveau terrain pour la confrontation idéologique chez les mouvements politiques marginaux. *9e Congrès de l'Association Française de Science Politique (AFSP), atelier 8*. La discussion politique en ligne. Enjeux théoriques et interrogations méthodologiques, Toulouse : 5-7 septembre 2007.

MEDJAHDI, Mustapha. Jeunes et NTIC. Usages et appropriation de l'Internet à Oran. In : NAJAR, Sihem (Dir.) *Les nouvelles sociabilités du Net en Méditerranée*, coll. Hommes et sociétés. Paris: Karthala, 2012, p. 161-174.

MELKI, Jad. *Media Habits of MENA Youth. A Three-Country Survey*. Working Paper N° 4. The Issam Fares Institute for Public Policy and International Affairs (American University in Beirut) and UNICEF. 2010 : https://website.aub.edu.lb/ifi/public_policy/arab_youth/Documents/working_paper_series/ifi_wps04_ay_Melki.pdf

MONNOYER-SMITH, Laurence. Élargir la discussion politique en ligne : les nouveaux objets communicationnels comme ouverture à la « Différence ». *9e Congrès de l'Association Française de Science Politique (AFSP), atelier 8*. La discussion politique en ligne. Enjeux théoriques et interrogations méthodologiques, Toulouse : 5-7 septembre 2007.

MUXEL, Anne. Le moratoire des années de jeunesse. In : PERCHERON, Annick et REMOND, René (Dir.). *Âge et politique*. Paris : Economica, 1991, p. 210-226.

NCUBE, Mthuli, ANYANWU, John. L'inégalité et les révolutions du printemps arabe en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. BAD. *Africa Economic Brief*. Vol. 3, N° 7, 2012 : http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/AEB%20VOL%203%20Issue%207%20juillet%202012%20FR_AEB%20VOL%203%20Issue%207%20juillet%202012%20FR%202.pdf

PRZEWORSKI, Adam. Deliberation and Ideological Domination. In Jon Elster (Dir.): *Deliberative Democracy*, Cambridge: Cambridge University Press, 1999, p. 140-160.

RADSCH, Courtney. *Unveiling the revolutionaries: cyberactivism and the role of women in the Arab uprisings. Research paper*. Baker, James A. III Institute for Public Policy, 2012, p. 44: http://bakerinstitute.org/files/635

RAHIMI, Babak. Affinities of Dissent: Cyberspace, Performative Networks and the Iranian Green Movement. *CyberOrient*. 2011, Vol. 5, N° 2 : http://www.cyberorient.net/article.do?articleId=7357

REGAN-SHADE, Leslie. Gender Issues in Computer Networking. Actes Community Networking: the International Free-net Conference. Ottawa: Carleton University, August 1993. In *Feminism and women's studies* : https://feminism.eserver.org/gender-issues-computer-networking

SELWYN, Neil. Digital division or digital decision? A study of non-users and low-users of computers. *Poetics*. 2006, Vol. 34, N° 4-5, p. 273-292.

SERFATY, Viviane. Les groupes de discussion sur Internet entre constructions imaginaires et pratiques : un exemple aux Etats-Unis. SERFATY, Viviane (Dir.). *L'Internet en politique, des Etats-Unis à l'Europe*. Strasbourg: Presses universitaires de Strasbourg, 2002, p. 399-415 : http://vserfaty.free.fr/wp-content/groupes-de-discussion.pdf

SEVERO, Marta, GIRAUD, Timothée. Nouveaux regards sur le cyber-activisme : une cartographie de la blogosphère des révoltes arabes. Mouvements sociaux en ligne, cyber activisme et nouvelles formes d'expression en Méditerranée. *Colloque de l'IRMC*. Tunis. Juin 2011, p. 50 : https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00675290/document

SHAREK YOUTH FORUM. Rapport stratégique. *Les vents du changement... Aboliront-ils les murs de la répression ?* 2011.

SIMON, Justine. La parole aux jeunes ! Arguments et opinions dans le débat démocratique médiatisé. *Agora débats/jeunesses*. 2009, Vol. 2, N° 52, p. 35-52 : http://www.cairn.info/revue-agora-debats-jeunesses-2009-2-page-35.htm

SOUKUP, Charles. The Gendered Interactional Patterns of Computer-Mediated Chatrooms: A Critical Ethnographic Study. *The Information Society*. 1999, Vol. 15, N° 3, p. 169-176.

SUNSTEIN, Cass R. *Republic.com*. Princetown, NJ : Princetown University Press. 2001, p. 224.

SUSSMAN, Nan. M. Sex and Power: Gender Differences in Computer-Mediated Interactions. *Computers in Human Behavior*. 2000, Vol. 16, N° 4, p. 381-394 : https://csivc.csi.cuny.edu/Nan.Sussman/files/publications/Sussman_Sex_and_Power_2000.pdf

TIBERJ, Vincent. L'impact politique du renouvellement générationnel. Une comparaison franco-américaine. *Agora débats/jeunesses*. 2009, Vol. 1, N° 51, p. 125-141 : http://www.cairn.info/revue-agora-debats-jeunesses-2009-1-page-125.htm

WORLD ECONOMIC FORUM. *The Global Gender Gap Report* 2015 : http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2015

TOBIN, Sarah A. My Life is More Important than Family Honor Offline Protests, Counter-Cyberactivism, and Article 308. *CyberOrient*. 2014, Vol. 8, N° 1 :
http://www.cyberorient.net/article.do?articleId=8875

TOUATI, Kamel. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) : une chance pour le développement du monde arabe. *Géographie, économie, société*. 2008, Vol. 10, N° 2, p. 263-284 :
https://www.cairn.info/revue-geographie-economie-societe-2008-2-page-263.htm?contenu=resume

TSCHIRHART, Philip. The Saudi Blogosphere: Implications of New Media Technology and the Emergence of Saudi-Islamic Feminism. *CyberOrient*. 2014, Vol. 8, N° 1 :
http://www.cyberorient.net/article.do?articleId=8864

UNESCO. *Liberté de connexion, liberté d'expression : écologie dynamique des lois et règlements qui façonnent l'internet*. 2011 :
http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002160/216029f.pdf

UNESCO. Éducation aux médias et à l'information. Programme de formation pour les enseignants. 2011 :
http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002165/216531f.pdf

UNESCO. *Étude mondiale sur le respect de la vie privée sur l'internet*. 2013 :
http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002196/219698F.pdf

UNESCO. *Media Information Literacy. Policy and Strategy Guidelines*. 2013 :
http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002256/225606e.pdf

UNESCO. *Global media and information literacy assessment framework: country readiness and competencies*. 2013 :
http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002246/224655e.pdf

UNESCO. *Fostering Freedom Online: the Role of Internet Intermediaries*. 2014 :
http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002311/231162e.pdf

UNESCO. *World Trends in Freedom of Expression and Media Development: Regional Overview of the Arab Region*. 2014 :
http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002277/227736e.pdf

UNESCO. *Building Digital Safety for Journalism*. 2015 :
http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002323/232358e.pdf

UNESCO. *Keystones to foster Inclusive Knowledge Societies*. 2015 :
http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/CI/CI/pdf/internet_draft_study.pdf

VALENDUC Gérard, VENDRAMIN Patricia. Fractures numériques, inégalités sociales et processus d'appropriation des innovations. *Terminal*. 2006, Vol. 2006, N° 95-96, p. 137-154 :
http://hdl.handle.net/2078.1/129033

WOJCIK, Stéphanie. Les modérateurs des forums de discussion municipaux. Des intermédiaires démocratiques ? *Questions de communication*. 2007, N° 12, p. 335-354 :
http://questionsdecommunication.revues.org/2457

NOTES

[1] Algérie, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Palestine, Syrie et Tunisie.

[2] FOURNIER, Bernard. « Images plurielles de l'intérêt politique. L'exemple des jeunes Liégeois (1990-2007) », Agora débats/jeunesses [en ligne]. 2009, Vol. 1, N° 51, p. 97-107.
http://www.cairn.info/revue-agora-debats-jeunesses-2009-1-page-97.htm (consulté le 11 juin 2015).
TIBERJ, Vincent. « L'impact politique du renouvellement générationnel. Une comparaison franco-américaine ». Agora débats/jeunesses [en ligne]. 2009, Vol. 1, N° 51, p. 125-141.
http://www.cairn.info/revue-agora-debats-jeunesses-2009-1-page-125.htm (consulté le 11juin 2015).
GOIRAND, Camille. « Participation institutionnalisée et action collective contestataire ». Revue internationale de politique comparée [en ligne]. 2013, Vol. 20, N° 4, p. 7-28.
http://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2013-4-page-7.htm (consulté le 11 juin 2015)
MARTINOT-LAGARDE, Pierre. « De nouvelles formes d'engagement ». Revue Projet [en ligne]. 2008, Vol. 4, N° 305, p. 48-54.
http://www.cairn.info/revue-projet-2008-4-page-48.htm (consulté le 11 juin 2015).
SIMON, Justine. « La parole aux jeunes ! Arguments et opinions dans le débat démocratique médiatisé ». Agora débats/jeunesses [en ligne]. 2009, Vol. 2, N° 52, p. 35-52.
http://www.cairn.info/revue-agora-debats-jeunesses-2009-2-page-35.htm (consulté le 11 juin 2015)
BOUMAZA, Magali. « Les générations politiques au prisme de la comparaison : quelques propositions théoriques et méthodologiques ». Revue internationale de politique comparée [en ligne]. 2009, Vol. 16, N° 2, p. 189-203.
www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2009-2-page-189.htm
MUXEL, Anne. Le moratoire des années de jeunesse. In : PERCHERON Annick, REMOND René (Dir.). Âge et politique. Paris : Economica, 1991, p. 210-226.

[3] Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement. Tunisie : Surmonter les Obstacles à l'Inclusion des Jeunes. (Rapport N° 89233-TN). Washington, DC., 2014, p. 113.
http://www.banquemondiale.org/content/dam/Worldbank/document/MNA/tunisia/breaking_the_barriers_to_youth_inclusion_fre.pdf

[4] Banque Internationale pour la reconstruction et le Développement. Tunisie : Surmonter les Obstacles à l'Inclusion des Jeunes. (Rapport N° 89233-TN). Washington, DC., 2014, p. 113.
http://www.banquemondiale.org/content/dam/Worldbank/document/MNA/tunisia/breaking_the_barriers_to_youth_inclusion_fre.pdf
MAAMARI Bassem E., EL ZEIN Hala. The Impact of Social Media on the Political Interests of the Youth in Lebanon at the Wake of the Arab Spring. Social Science Computer Review. 2014, Vol. 32, N° 4, p. 496-505 ; Sharek Youth Forum. Rapport stratégique. Les vents du changement… Aboliront-ils les murs de la répression ? 2011.
JIMLI, Boubaker. Les jeunes et la participation politique en Algérie. Thèse de doctorat : sociologie. Constantine : Université Constantine 12010.

[5] Voir notamment JASCHINSKI, Katrin. Le travail de jeunesse et l'intégration en Israël. Rapport EUROMED. 2013, p. 48.
http://www.euromedyouth.net/IMG/pdf/youth_in_israel_hd_fr_16-05-14.pdf, p. 48 ; Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement. Tunisie : Surmonter les Obstacles à l'Inclusion des Jeunes. (Rapport N° 89233-TN). Washington, DC., 2014, p. 113.
http://www.banquemondiale.org/content/dam/Worldbank/document/MNA/tunisia/breaking_the_barriers_to_youth_inclusion_fre.pdf

[6] MELKI, Jad. Media Habits of MENA Youth. A Three-country Survey. Working Paper N° 4. The Issam Fares Institute for Public Policy and International Affairs (American University in Beirut) and UNICEF. 2010.
http://www.med-media.eu/wp-content/uploads/2014/07/ifi_wps04_ay_Melki.pdf

[7] Banque Mondiale. Les réseaux haut débit dans la région MENA : pour une accélération de l'Internet haut débit. Washington, DC, 2014, p. 28.
http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/MNA/Broadband_report/MENA_Broadband_Study_French.pdf
MANSUY, Michèle et al. Normes socioculturelles des jeunes Marocains : cas de la région de Marrakech Tensift Al Haouz. Maghreb-Machrek. 2014, Vol.1, N° 219, p. 43-66.

[8] Arab Youth Survey, 2014, ASDA'A Burson-Marsteller.

[9] JASCHINSKI, Katrin. Le travail de jeunesse et l'intégration en Israël. Rapport EUROMED. 2013, p. 48.
http://www.euromedyouth.net/IMG/pdf/youth_in_israel_hd_fr_16-05-14.pdf
HAMMOUDA, Ahmed Younes Mohamed. Le rôle des réseaux sociaux dans le développement de l'engagement des jeunes Palestiniens dans les causes sociales. Mémoire de Master : recherche et études médiatiques. Le Caire : Université du Caire, 2013.
CHAKER, Rawad. La contribution de l'usage des TIC à l'insertion socioprofessionnelle du jeune libanais : enquête sur leurs pratiques et discours d'acteurs du monde de l'entreprise et de l'éducation. Thèse de doctorat : droit et sciences humaines. Paris : Cergy-Pontoise, 2010.

[10] JASCHINSKI, Katrin. Le travail de jeunesse et l'intégration en Israël. Rapport EUROMED. 2013, p. 48.
http://www.euromedyouth.net/IMG/pdf/youth_in_israel_hd_fr_16-05-14.pdf

[11] MAAMARI Bassem, EL ZEIN Hala. The Impact of Social Media on the Political Interests of the Youth in Lebanon at the Wake of the Arab Spring. Social Science Computer Review. 2014, Vol. 32, N°4, p. 496-505.

[12] SERFATY, Viviane. « Les groupes de discussion sur Internet entre constructions imaginaires et pratiques : un exemple aux Etats-Unis ».
SERFATY, Viviane (Dir.). L'Internet en politique, des Etats-Unis à l'Europe. Strasbourg : Presses universitaires de Strasbourg, 2002, p. 399-415.
http://vserfaty.free.fr/wp-content/groupes-de-discussion.pdf
MATUSZAK, Céline. « Le forum comme lieu de production d'un discours unitaire et mobilisateur : un nouveau terrain pour la confrontation idéologique chez les mouvements politiques marginaux ». 9e Congrès de l'Association Française de Science Politique (AFSP), atelier 8. La discussion politique en ligne. Enjeux théoriques et interrogations méthodologiques. Toulouse : 5-7 septembre 2007.

[13] BEN SALEM Maryam, MAJBRI Atidel. "Media visibility of women politicians in Tunisia in traditional media and new media: obstacles to visibility and media coverage strategies". In : Maria Raicheva-Stover and Elza Ibroscheva (Eds.). Media representations of women in politics : Perspectives from nations in transition. New York : Bloomsbury Publishing, 2014, p. 81-96.
[14] Voir à cet effet : PRZEWORSKI, Adam. Deliberation and Ideological Domination. In : Jon Elster (Dir.). Deliberative Democracy, Cambridge : Cambridge University Press, 1999, p. 140-160.
FLICHY, Patrice. « Internet et le débat démocratique ». Réseaux [en ligne]. 2008, vol. 4, N° 150, p. 159-185.
http://www.cairn.info/revue-reseaux1-2008-4-page-159.htm
FRASER Nancy, VALENTA Muriel. « Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement ». Extrait de Habermas and the Public Sphere, sous la direction de Craig Calhoun,
Cambridge, MIT Press, 1992, p. 109-142. Hermès [en ligne]. 2001, Vol. 3, N° 31, p. 125-156.
http://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2001-3-page-125.htm

[15] WOJCIK, Stéphanie. « Les modérateurs des forums de discussion municipaux. Des intermédiaires démocratiques ? ». Questions de communication [En ligne]. 2007, N° 12, p. 335-354.
http://questionsdecommunication.revues.org/2457 (consulté le 24 juillet 2016).

[16] LECOMTE, Romain. « Expression politique et activisme en ligne en contexte autoritaire ». Réseaux [en ligne]. 2013, Vol. 5, N° 181, p. 51-86.
http://www.cairn.info.acces.bibl.ulaval.ca/revue-reseaux-2013-5- page-51.htm (consulté le 17 février 2015).
TOUATI, Kamel. « Les technologies de l'information et de la communication (TIC) : une chance pour le développement du monde arabe ». Géographie, économie, société [en ligne]. 2008, Vol. 10, N°2, p. 263-284.
www.cairn.info/revue-geographie-economie-societe-2008-2-page- 263.htm (consulté le 17 février 2015).
MAAMARI Bassem E., EL ZEIN Hala. The Impact of Social Media on the Political Interests of the Youth in Lebanon at the Wake of the Arab Spring. Social Science Computer Review. 2014, Vol. 32, N°4, p. 496-505.

[17] BENSALEM Adib, KSIKES Driss. Usages marocains des réseaux sociaux. Economia [en ligne]. p. 24-30.
http://economia.ma/content/usages-et-usagers-des-m%C3%A9dias-sociaux

[18] Voir notamment KHALIL, Joe. Youth Generated Media in the Arab World, an Emerging Public Sphere. Communiquer dans un monde de normes. Actes du colloque co-organisé par l'Association Internationale de Communication (ICA), le Groupement d'Études et de Recherches en Information et Communication (GERIICO) et la Société Française des Sciences de l'Information et de la Communication (SFSIC). Roubaix : 7-9 mars 2012, p. 118-119.

[19] UNESCO. World Trends in Freedom of Expression and Media Development: Regional Overview of the Arab Region [En ligne]. 2014c.
http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002277/227736e.pdf

[20] Dubai Press Club. Arab Media Outlook 2011-2015. Dubai, 2012, p. 247.
http://stmjo.com/en/wp-content/uploads/2015/06/Arab-Media-Outlook-2011-2015.pdf

[21] Banque Mondiale. Les réseaux haut débit dans la région MENA : pour une accélération de l'internet haut débit. Washington, DC, 2014, p. 28.
http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/MNA/Broadband_report/MENA_Broadband_Study_French.pdf
[22] Banque Mondiale. Les réseaux haut débit dans la région MENA : pour une accélération de l'internet haut débit. Washington, DC, 2014, p. 28.
http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/MNA/Broadband_report/MENA_Broadband_Study_French.pdf

[23] MEDJAHDI, Mustapha. Jeunes et NTIC. Usages et appropriation de l'internet à Oran. In : NAJJAR, Sihem (Dir.). Les nouvelles sociabilités du Net en Méditerranée, coll. Hommes et sociétés. Paris : Karthala, 2012, p. 161-174.

[24] BEN AMARA Soumaya, BEN ZAHI Mansour. « Le sentiment d'aliénation sociale chez les jeunes usagers d'internet ». Études psychologiques et éducatives. 2013, N° 10, Université Qasdi Merbah, Algérie ; Arab center for research and policy studies. Index arabe 2014 en quelques points. Doha, Qatar.

[25] Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement. Tunisie : Surmonter les Obstacles à l'inclusion des jeunes. (Rapport N° 89233-TN). Washington, DC., 2014, p. 113.
http://www.banquemondiale.org/content/dam/Worldbank/document/MNA/tunisia/breaking_the_barriers_to_youth_inclusion_fre.pdf

[26] Voir notamment ASSAF, Laure. Autour d'un café. Sociabilité des jeunes à Abu Dhabi. In : BONNEFOY Laurent, CATUSSE Myriam. Du Maroc au Yémen : loisirs, cultures et politiques. Paris : La Découverte, 2013, p. 447.
TOUATI, Kamel. « Les technologies de l'information et de la communication (TIC) : une chance pour le développement du monde arabe ». Géographie, économie, société [en ligne]. 2008, Vol. 10, N° 2, p. 263-284.
www.cairn.info/revue-geographie-economie-societe-2008-2-page- 263.htm (consulté le 17 février 2015).

[27] GONZALEZ-QUIJANO, Yves. Du feuilleton télé à la web-série. Les jeunes générations arabes changent de format. In : BONNEFOY Laurent, CATUSSE Myriam. Du Maroc au Yémen : loisirs, cultures et politiques. Paris : La Découverte, 2013, p. 447.

[28] BOUGHZALA Younès, BOUZID Inès, MOSCAROLA Jean. Le rôle des réseaux sociaux et des TIC dans les révolutions arabes : les résultats d'une enquête. 2011, p. 15.
http://www.lesphinx-developpement.fr/blog/wp-content/uploads/2012/04/YB_IB_JM.pdf

[29] Dubai School of Government. Social Media in the Arab World: Influencing Societal and Cultural Change? Arab Social Media Report. 2012, Vol. 2, N° 1, p. 29.
http://www.arabsocialmediareport.com/UserManagement/PDF/ASMR%204%20final%20to%20post.pdf

[30] SUNSTEIN, Cass R. Republic.com. Princetown, NJ : Princetown University Press, 2001, p. 224.

[31] BLAU, Ina. Comparing online opportunities and risks among Israeli children and youth Hebrew and Arabic speakers. New Review of Hypermedia and Multimedia. 2014, Vol. 20, N° 4, p. 281-299.

[32] CHAKER, Rawad. La contribution de l'usage des TIC à l'insertion socioprofessionnelle du jeune libanais : Enquête sur leurs pratiques et discours d'acteurs du monde de l'entreprise et de l'éducation, Thèse de doctorat : Droit et sciences humaines. Paris : Cergy-Pontoise, 2010. Dubai School of Government. Facebook Usage: Factors and Analysis. Arab Social Media Report. 2011, Vol. 1, N° 1, p. 20.
http://www.arabsocialmediareport.com/UserManagement/PDF/ASMR%20Report%201.pdf

[33] HERRERA, Linda. Youth and Citizenship in the Digital Age. A View from Egypt. Harvard Educational Review. Vol. 82, No. 3, p. 333-352.

[34] BASHIR, Manaf. Framing an online social movement: How do the leadership and participants of the Egyptian 6th of April Youth Movement frame their Facebook activism? Thèse de doctorat : philosophie. Indiana University, 2012.

[35] Dubai School of Government. Facebook Usage: Factors and Analysis. Arab Social Media Report. 2011, Vol. 1, N° 1, p. 20.
http://www.arabsocialmediareport.com/UserManagement/PDF/ASMR%20Report%201.pdf
KENDERES, Amanda M., Facebook, Political Narrative, and Political Change: A Case Study of Palestinian Youth. Thèse de doctorat : Philosophy in Education. Los Angeles : University of California, 2012.

[36] Voir notamment : CHAKER, Rawad. La contribution de l'usage des TIC à l'insertion socioprofessionnelle du jeune libanais : Enquête sur leurs pratiques et discours d'acteurs du monde de l'entreprise et de l'éducation, Thèse de doctorat : Droit et sciences humaines. Paris : Cergy-Pontoise, 2010.
HERRERA, Linda. Youth and Citizenship in the Digital Age. A View from Egypt. Harvard Educational Review. Vol. 82, N° 3, p. 333-352.

[37] Voir notamment LECOMTE, Romain. « Internet et la reconfiguration de l'espace public tunisien : le rôle de la diaspora ». TIC & société [En ligne]. 2009, Vol. 3, N° 1-2.
http:// ticetsociete.revues.org/702 (consulté le 17 février 2015).
LECOMTE, Romain. « Révolution tunisienne et Internet : le rôle des médias sociaux ». L'Année du Maghreb [En ligne]. 2011, VII.
http://anneemaghreb.revues.org/1288 (consulté le 18 février 2015).
LECOMTE, Romain. « Expression politique et activisme en ligne en contexte autoritaire ». Réseaux [en ligne]. 2013, Vol. 5, N° 181, p. 51-86.
http://www.cairn.info.acces.bibl.ulaval.ca/revue-reseaux-2013-5- page-51.htm (consulté le 17 février 2015).

[38] Dubai School of Government. Facebook Usage: Factors and Analysis. Arab Social Media Report. 2011, Vol. 1, N° 1, p. 20. http://www.arabsocialmediareport.com/UserManagement/PDF/ASMR%20Report%201.pdf

[39] http://www.internetworldstats.com/stats7.htm

[40] KENDERES, Amanda M., Facebook, Political Narrative, and Political Change: A Case Study of Palestinian Youth. Thèse de doctorat : Philosophy in Education. Los Angeles: University of California, 2012.

[41] ACHOUR KALLEL Myriam. Des écritures ordinaires sur Facebook : cyberactivités et cyberactivismes. In : NAJJAR, Sihem (Dir.). Le cyberactivisme au Maghreb et dans le monde arabe. Paris : Kharthala, 2013, p. 227-243.

[42] ABUALROB, Mohammed. The role of Facebook in enhancing inalienable rights in Palestine. Communiquer dans un monde de normes. Actes du colloque co-organisé par l'Association Internationale de Communication (ICA), le Groupement d'Études et de Recherches en Information et Communication (GERIICO) et la Société Française des Sciences de l'Information et de la Communication (SFSIC). Roubaix : 7-9 mars 2012, p. 153-158.

[43] AMARI, Salima. « Le cyberespace comme le tiers-espace des lesbiennes de culture musulmane dans le monde ? ». LES Online [en ligne]. 2010, vol. 2, N° 1.
http://www.lespt.org/lesonline/index.php?journal=lo&page=article&op=view&path%5B%5D=21&path% 5B%5D=22 (consulté le 16 février 2015).

[44] GONZALEZ-QUIJANO, Yves. Du feuilleton télé à la web-série. Les jeunes générations arabes changent de format. In : BONNEFOY Laurent, CATUSSE Myriam. Du Maroc au Yémen : loisirs, cultures et politiques. Paris : La Découverte, 2013, p. 447.

[45] KHALIL, Joe. Youth Generated Media in the Arab World, an Emerging Public Sphere. Communiquer dans un monde de normes. Actes du colloque co-organisé par l'Association Internationale de Communication (ICA), le Groupement d'Études et de Recherches en Information et Communication (GERIICO) et la Société Française des Sciences de l'Information et de la Communication (SFSIC). Roubaix du 7 au 9 mars 2012, p. 118-119.

[46] TOUATI, Kamel. « Les technologies de l'information et de la communication (TIC) : une chance pour le développement du monde arabe ». Géographie, économie, société [en ligne]. 2008, Vol. 10, N° 2, p. 263-284.
www.cairn.info/revue-geographie-economie-societe-2008-2-page- 263.htm (consulté le 17 février 2015).
LECOMTE, Romain. « Sale journée pour Ammar ». Quand des blogueurs tunisiens s'attaquent à la censure. In : BONNEFOY Laurent, CATUSSE Myriam. Du Maroc au Yémen : loisirs, cultures et politiques. Paris : La Découverte, 2013, p. 447.
DE ANGELIS, Enrico. Un nouveau monde social ? Les jeunes activistes syriens et les réseaux sociaux sur internet. In : BONNEFOY Laurent, CATUSSE Myriam. Du Maroc au Yémen : loisirs, cultures et politiques. Paris : La Découverte, 2013, p. 447.

[47] HERRERA, Linda. Youth and Citizenship in the Digital Age. A View from Egypt. Harvard Educational Review. Vol. 82, No. 3, p. 333-352.
KENDERES, Amanda M., Facebook, Political Narrative, and Political Change: A Case Study of Palestinian Youth. Thèse de doctorat : Philosophy in Education. Los Angeles : University of California, 2012.

[48] HERRERA, Linda. Youth and Citizenship in the Digital Age. A View from Egypt. Harvard Educational Review. Vol. 82, No. 3, p. 333-352.
LECOMTE, Romain. « Expression politique et activisme en ligne en contexte autoritaire ». Réseaux [en ligne]. 2013, Vol. 5, N° 181, p. 51-86.
http://www.cairn.info.acces.bibl.ulaval.ca/revue-reseaux-2013-5- page-51.htm (consulté le 17 février 2015).

[49] Voir notamment BASHIR, Manaf. Framing an online social movement: How do the leadership and participants of the Egyptian 6th of April Youth Movement frame their Facebook activism? Thèse de doctorat : philosophie. Indiana University, 2012. Ahmar (référence complète du chapitre). In NAJJAR, Sihem, 2011, « Mouvements sociaux en ligne, cyber activisme et nouvelles formes d'expression en Méditerranée », disponible sur le site d'IRMC (Institut de recherche sur le Maghreb Contemporain).
BOUGHZALA Younès, BOUZID Inès, MOSCAROLA Jean. Le rôle des réseaux sociaux et des TIC dans les révolutions arabes : les résultats d'une enquête. 2011, p. 15.
http://www.lesphinx-developpement.fr/blog/wp-content/uploads/2012/04/YB_IB_JM.pdf
MAAMARI Bassem E., EL ZEIN Hala. The Impact of Social Media on the Political Interests of the Youth in Lebanon at the Wake of the Arab Spring. Social Science Computer Review. 2014, Vol. 32, N° 4, p. 496-505.

[50] BEN SALEM, Maryam. Femmes tunisiennes et usages différenciés de la sphère du web comme outil de participation politique In : NAJJAR, Sihem (Dir.). Le cyberactivisme au Maghreb et dans le monde arabe. Paris : Kharthala, 2013, p. 141-148.
MEDJAHDI Mustapha. Jeunes et usage politique de l'internet en Algérie. In : NAJJAR, Sihem (Dir.). Le cyberactivisme au Maghreb et dans le monde arabe. Paris : Kharthala, 2013.
MAAMARI Bassem E., EL ZEIN Hala. The Impact of Social Media on the Political Interests of the Youth in Lebanon at the Wake of the Arab Spring. Social Science Computer Review. 2014, Vol. 32, N° 4, p. 496-505.
KSIKES, Driss. Irruption du cyberactivisme dans l'espace public : cas du Maroc. In : NAJJAR, Sihem (Dir.). Le cyberactivisme au Maghreb et dans le monde arabe. Paris : Kharthala, 2013.
BENSALEH, Mounir. Réseaux sociaux et révolutions arabes. Paris : Michalon, 2012, p. 283.

[51] GALABOW Antony, SAYAH Jamil (Dir.). Participations et citoyennetés depuis le Printemps arabe. Paris : L'Harmattan, 2012, p. 228.

[52] DAHMEN-JARRIN, Zouha. « Les Aléas de la libre circulation de l'information dans les nouveaux médias en Tunisie ». Journal for Communication Studies [en ligne]. 2012, Vol 5, N° 1(9).
http://www.essachess.com/index.php/jcs/article/view/154 (consulté le 17 février 2015).
ELTING Bruce, KELLY John, FARIS Rob et PALFREY John. "Mapping the Arabic Blogosphere: Politics, Culture, and Dissent". Berkman Research Center Publication. 2009.

[53] Najjar In NAJJAR, Sihem, 2011, « Mouvements sociaux en ligne, cyber activisme et nouvelles formes d'expression en Méditerranée », disponible sur le site d'IRMC (Institut de recherche sur le Maghreb Contemporain).

[54] LECOMTE, Romain. « Internet et la reconfiguration de l'espace public tunisien : le rôle de la diaspora ». TIC&société [En ligne]. 2009, Vol. 3, n° 1-2.
http:// ticetsociete.revues.org/702 (consulté le 17 février 2015).

[55] DE ANGELIS, Enrico. The State of Disarray of a Networked Revolution: The Syrian Uprising's Information Environment. Sociologica. 2011, Fascicolo 3, p. 1-24.

[56] Certains auteurs, en prenant le cas égyptien, mettent également à mal l'idée de la création d'un nouveau réseau d'activistes. Ils soulignent la longévité de la blogosphère activiste égyptienne et ils démontrent que les protestations en ligne de janvier et février 2011 ont pu s'appuyer sur un réseau de blogueurs et de groupes d'activistes bien interconnectés et consolidés par des années de lutte pour les droits humains. Seuls les motifs de la mobilisation diffèrent.
SEVERO Marta, GIRAUD Timothée. Nouveaux regards sur le cyber-activisme : une cartographie de la blogosphère des révoltes arabes. Mouvements sociaux en ligne, cyber activisme et nouvelles formes d'expression en Méditerranée. Colloque de l'IRMC. Tunis : juin 2011, p. 50.
https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00675290/document

[57] Voir notamment LECOMTE, Romain. « Révolution tunisienne et Internet : le rôle des médias sociaux ». L'Année du Maghreb [En ligne], 2011, VII.
http://anneemaghreb.revues.org/1288 (consulté le 18 février 2015).
LECOMTE, Romain. « Expression politique et activisme en ligne en contexte autoritaire ». Réseaux [en ligne]. 2013, Vol. 5, N° 181, p. 51-86.
http://www.cairn.info.acces.bibl.ulaval.ca/revue-reseaux-2013-5- page-51.htm (consulté le 17 février 2015).

[58] LECOMTE, Romain. « Révolution tunisienne et Internet : le rôle des médias sociaux ». L'Année du Maghreb [En ligne]. 2011, VII.
http://anneemaghreb.revues.org/1288 (consulté le 18 février 2015).

[59] IV[e] Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, Pékin 1995.

[60] BERNIER Christiane, LAFLAMME Simon. Usages d'internet selon le genre et l'âge : une double différenciation. Canadian Review of Sociology, 2005, Vol. 42, N° 3, p. 301–323.

[61] CARSTENSEN, Tanja. Gender Trouble in Web 2.0: Gender Relations in Social Network Sites, Wikis and Weblogs. International Journal of Gender, Science and Technology. 2009, Vol. 1, N° 1. p. 105-127.

[62] CONSALVO Mia, PAASONEN Susanna. Women & Everyday Uses of the Internet: Agency & Identity. Michigan : Peter Lang, 2002, p. 332.
[63] GARDEY, Delphine. « De la domination à l'action. Quel genre d'usage des technologies de l'information ? ». Réseaux [en ligne]. 2003, Vol. 4, No 120, p. 87-117.
www.cairn.info/revue-reseaux1-2003-4-page-87htm
JOUËT, Josiane. « Technologies de communication et genre. Des relations en construction ». Réseaux [en ligne]. 2003, Vol. 4, N° 120, p. 53-86.
www.cairn.info/revue-reseaux1-2003-4-page-53.htm

[64] DIRENBERGER, Lucia. « De la rue à Internet : espaces de contestation féminins et féministes à Téhéran », ["From the street to the internet: feminine and feminist contestation in Teheran"]. Spatialjustice [en ligne]. 2011, N° 03. http://www.jssj.org

[65] MARCOCCIA, Michel. « Parler politique dans un forum de discussion ». Langage et société [en ligne]. 2003, N° 104, p. 9-55.
www.cairn.info/revue-langage-et-societe-2003-2-page-9.htm

[66] REGAN SHADE, Leslie. Gender Issues in Computer Networking. Actes Community Networking: the International Free-net

Conference. Ottawa: Carleton University, August 1993. In: Feminism and women's studies [en ligne].
http://feminism.eserver.org/gender/cyberspace/gender-issues.txt
SHADE, Leslie. "Gender Issues in Computer Networking", Actes Community Networking: the International Free-net Conference, August 1993, Carleton University, Ottawa. In : Feminism and women's studies [en ligne].
http://feminism.eserver.org/gender/cyberspace/gender-issues.txt

[67] SOUKUP, Charles. The Gendered Interactional Patterns of Computer-Mediated Chatrooms: A Critical Ethnographic Study. The Information Society. 1999, Vol. 15, Issue 3, p. 169-176.

[68] SUSSMAN, Nan. M. Sex and Power: Gender Differences in Computer-Mediated Interactions, Computers in Human Behavior. 2000, Vol. 16, N° 4, p. 381-394.
https://csivc.csi.cuny.edu/Nan.Sussman/files/publications/Sussman_Sex_and_Power_2000.pdf

[69] Dubai School of Government. The Role of Social Media in Arab Women's Empowerment. Arab Social Media Report. Vol. 1, N° 3, 2011.
http://www.arabsocialmediareport.com/UserManagement/PDF/ASMR%20Report%203.pdf

[70] NCUBE Mthuli, ANYANWU John C. L'inégalité et les révolutions du printemps arabe en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. BAD. Africa Economic Brief. Vol. 3, N° 7, 2012.
http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/AEB%20VOL%203%20Issue%207%20juillet%202012%20FR_AEB%20VOL%203%20Issue%207%20juillet%202012%20FR%202.pdf

[71] http://www.internetworldstats.com/stats1.htm

[72] http://www.internetworldstats.com/stats5.htm

[73] Dubai School of Government. The Role of Social Media in Arab Women's Empowerment. Op. Cit.
http://www.arabsocialmediareport.com/UserManagement/PDF/ASMR%20Report%203.pdf

[74] VALENDUC Gérard, VENDRAMIN Patricia. « Fractures numériques, inégalités sociales et processus d'appropriation des innovations ». Terminal. 2006, Vol. 2006, N° 95-96, p. 137-154.
http://hdl.handle.net/2078.1/129033

[75] NCUBE Mthuli, ANYANWU John C. L'inégalité et les révolutions du printemps arabe en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Op. Cit.

[76] http://www.ipu.org/wmn-e/world.htm

[77] BEN SALEM Maryam, BEN CHEIKH Soumaya. Jeunes femmes vulnérables et politique en Tunisie. Enquête qualitative à Gafsa, Kasserine et Tozeur. Tunis : CAWTAR & UNESCO, 2013, p. 99.

[78] BOURDIEU, Pierre. L'opinion publique n'existe pas. In : Questions de sociologie, Paris : Les Éditions de Minuit, 1984, p. 222-235.
GAXIE, Daniel. Au-delà des apparences : sur quelques problèmes de mesure des opinions. Actes de la recherche en sciences sociales. 1990, Vol. 81-82. p. 97-112.

[79] SUSSMAN Nan. M. Art. Cit.

[80] RADSCH, Courtney C. Unveiling the revolutionaries: cyberactivism and the role of women in the Arab uprisings. Research paper. Baker, James A. III Institute for Public Policy, 2012, p. 44.
http://bakerinstitute.org/files/635/

[81] LANDORF, Brittany, Female Reverberations Online: An Analysis of Tunisian, Egyptian, and Moroccan Female Cyberactivism during the Arab Spring. International Studies Honors Projects. Paper 20. 2014.
http://digitalcommons.macalester.edu/intlstudies_honors/20

[82] TSCHIRHART, Philip. « The Saudi Blogosphere: Implications of New Media Technology and the Emergence of Saudi-Islamic Feminism ». CyberOrient [en ligne]. 2014, Vol. 8, N° 1.
http://www.cyberorient.net/article.do?articleId=8864
[83] DIRENBERGER, Lucia. Art. Cit.

[84] TOBIN, Sarah A. « My Life is More Important than Family Honor: Offline Protests, Counter-Cyberactivism, and Article 308 ». CyberOrient [en ligne]. 2014, Vol. 8, N° 1.
http://www.cyberorient.net/article.do?articleId=8875

[85] BEN SALEM Maryam, MAJBRI Atidel. « Media visibility of women politicians in Tunisia in traditional media and new media: obstacles to visibility and media coverage strategies ». In : RAICHEVA-STOVER Maria and IBROSCHEVA Elza (Eds.). Media re-presentations of women in politics: Perspectives from nations in transition. New York : Bloomsbury Publishing, 2014, p. 81-96.

[86] GRANJON Fabien, LELONG Benoit, METZGER Jean-Luc. Inégalités numériques. Clivages sociaux et mode d'appropriation des TIC. Paris: Hermès Lavoisier, 2009, p. 21.

[87] BEN SALEM, Maryam. Traditional and new forms of young women's political engagement in a transitional context. Tunisia as example. Tunis : CAWTAR & IDRC, 2013, p. 107.
http://www.cawtar.org/upload/telechargement/Livre_Cawtar_Anglis.pdf› ou ‹http://hdl.handle.net/10625/52310

[88] KHATIB, Hakim. « 2011 Tahrir Square Demonstrations in Egypt: Semantic Structures That Unify And Divide ». CyberOrient [en ligne]. 2015, Vol. 9, N° 2.
http://www.cyberorient.net/article.do?articleId=9715
EL-NAWAWY Mohammed, KHAMIS Sahar. « Cyberactivists Paving the Way for the Arab Spring: Voices from Egypt, Tunisia and Libya ». CyberOrient [en ligne]. 2012, Vol. 6, N° 2.
http://www.cyberorient.net/article.do?articleId=7994
EL-NAWAWY Mohammed, KHAMIS Sahar. « Political Activism 2.0: Comparing the Role of Social Media in Egypt's "Facebook Revolution" and Iran's "Twitter Uprising" ». CyberOrient [en ligne]. 2012, Vol. 6, N° 1.
http://www.cyberorient.net/article.do?articleId=7439
RAHIMI, Babak. « Affinities of Dissent: Cyberspace, Performative Networks and the Iranian Green Movement ». CyberOrient [en ligne]. 2011, Vol. 5, N° 2.
http://www.cyberorient.net/article.do?articleId=7357
KUEBLER, Johanne. « Overcoming the Digital Divide: The Internet and Political Mobilization in Egypt and Tunisia ». CyberOrient [en ligne]. 2011, Vol. 5, N° 1.
http://www.cyberorient.net/article.do?articleId=6212
CHOMIAK, Laryssa. Architecture of resistance in Tunisia. In : LUST Ellen, KHATIB Lina (Dir.). Taking to the streets: the

transformations of Arab activism. Baltimore : John Hopkins University Press, 2014, p. 22-51.

[89] KHAMIS SAHAR, VAUGHN Katherine. « Cyberactivism in the Egyptian Revolution: How Civic Engagement and Citizen Journalism Tilted the Balance ». Arab Media and Society [en ligne]. 2011, N° 14.
http://www.arabmediasociety.com/?article=769
ADBULLAH, Rasha. "The Revolution Will Be Tweeted", The Cairo Review of Global Affairs [en ligne]. 2011, N° 3, p. 41-49.
http://www.thecairoreview.com/essays/the-revolution-will-be-tweeted

[90] DE ANGELIS, Enrico. The State of Disarray of a Networked Revolution: The Syrian Uprising's Information Environment. Sociologica. 2011, Fascicolo 3, p. 1-24.

[91] ANDERSON, Jon W. « Online and Offline Continuities, Community and Agency on the Internet ». CyberOrient [en ligne]. 2013, Vol. 7, N° 1.
http://www.cyberorient.net/article.do?articleId=8355

[92] AOURAGH Miriyam, ALEXANDER Anne. « The Egyptian experience. Sense and Nonsense of the Internet Revolution ». International Journal of Communication [en ligne]. 2011, Vol. 5, p. 1344-1358.
http://ijoc.org/index.php/ijoc/article/view/1191/610

[93] DE ANGELIS, Enrico. « L'espace politique virtuel avant et après la chute de Moubarak : une critique des réseaux sociaux digitaux en Égypte ». Égypte/Monde arabe [en ligne]. 2015, Troisième série, N° 12.
http://ema.revues.org/3456 (consulté le 7 juillet 2016).

[94] FRASER Nancy, VALENTA Muriel. « Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement. Extrait de Habermas and the Public Sphere, sous la direction de Craig Calhoun, Cambridge, MIT Press, 1992, p. 109-142 ». Hermès [en ligne]. 2001, Vol. 3, N° 31, p. 125-156.
http://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2001-3-page-125.htm

[95] BENRAHHAL SERGHINI Zineb, MATUSZAK Céline. « Lire ou relire Habermas : lectures croisées du modèle de l'espace public habermassien ». Études de communication [en ligne]. 2009, N° 32.
http://edc.revues.org/868 (consulté le 12 juin 2016).

[96] CHAPUT, Mathieu. « Analyser la discussion politique en ligne. De l'idéal délibératif à la reconstruction des pratiques argumentatives », Réseaux [en ligne]. 2008, vol. 4, N° 150, p. 83-106.
http://www.cairn.info/revue-reseaux1-2008-4-page-83.htm (consulté le 29 juin 2016).

[97] Voir à cet effet : FRASER, Nancy. VALENTA Muriel. Art. Cit.

[98] BROTCORNE Périne, VALENDUC Gérard. « Les compétences numériques et les inégalités dans les usages d'internet. Comment réduire ces inégalités ? ». Les Cahiers du numérique [en ligne]. 2009, Vol. 5, N° 1, p. 45-68.
www.cairn.info/revue-les-cahiers-du-numerique-2009-1-page-45.htm

[99] SELWYN, Neil. « Digital division or digital decision? A study of non-users and low-users of computers ». Poetics. 2006, Vol. 34, N° 4-5, p. 273-292.

[100] DE ANGELIS. Art. Cit.

[101] BADR, Hanan. « Limitations of the Social Media Euphoria in Communication Studies ». Égypte/Monde arabe [en ligne]. 2015, Troisième série, N° 12.
http://ema.revues.org/3451 (consulté le 30 juin 2016).

[102] BEN SALEM Maryam, BEN CHEIKH Soumaya. Jeunes femmes vulnérables et politique en Tunisie. Enquête qualitative à Gafsa, Kasserine et Tozeur. Tunis : CAWTAR & UNESCO, 2013, p. 99.

[103] Jamaity, la plus récente, a été lancée le 6 juin 2014. Le site de Radio Jeunes Tunisie permet d'écouter et de réagir aux contenus de la radio créée le 7 novembre 1995. Le portail de la radio tunisienne regroupant les sites de toutes les radios publiques a été créé le 1er juin 2010.

[104] L'Union européenne, le Fonds européen pour la démocratie, le British Council, le Réseau euro-méditerranéen des Droits de l'Homme, Anna Lindh Foundation, le Réseau des politiques palestiniennes, le Royaume des Pays-Bas, l'Institut français, l'Institut arabe des droits de l'homme et Développement sans frontières, The Arab Partnership Initiative of the UK Foreign & Commonwealth Office, l'Institution spécialisée des Nations Unies pour les technologies de l'information et de la communication, Techsoup. Generalitat de Catalunya, et la Fundación esplai.

[105] Les usagers peuvent retweeter les publications de Libyan Youth Movement ou encore publier eux-mêmes via des « hashtags » correspondant à des mots-clés thématiques.

[106] Cela est probablement dû au fait que, considérant le grand nombre de publications dans ces groupes, les articles mis en ligne ne tardent pas à être décalés vers le bas, donc moins visibles et moins rapidement accessibles. Les membres seraient donc portés à réagir aux publications les plus en vue à savoir les plus récentes.

[107] L'usage de nom ou pseudonyme, d'avatars comme photographies s'applique à l'ensemble de Facebook et n'a rien de propre à la page de l'association ou de l'ONG.

[108] L'Observatoire marocain de la politique semble faire exception et rassembler des personnes plus âgées, des hommes entre 40 et 50 ans. La page Facebook de Radio Jeunes Tunisie semble attirer une plus grande diversité d'internautes. Le mandat du portail de la Radio tunisienne est, entre autres, de maintenir une ouverture sur les autres civilisations.

[109] Un examen approfondi serait nécessaire pour confirmer de manière plus précise cette participation selon le genre.

[110] Certains des contenus en question semblent être très largement visionnés, alors que d'autres le sont nettement moins. Pour aller plus loin, il serait intéressant de mener un travail d'enquête et d'analyse abordant également, dans la mesure du possible (l'information n'étant pas toujours disponible), l'intérêt des jeunes pour différents types de contenu en fonction du nombre de visionnages. Dans cette perspective, il serait indiqué de se pencher également sur la réception et l'utilisation de ces contenus par ceux qui les consultent.

[111] Le cas du groupe Facebook est ici à distinguer des deux autres exemples à l'étude, du moins s'il s'agit de considérer l'ensemble de la plateforme Facebook, qu'on ne saurait considérer comme un dispositif « rudimentaire ».

[112] UNESCO. Éducation aux médias et à l'information. Programme de formation pour les enseignants [en ligne]. 2011b.
http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002165/216531f.pdf
UNESCO. Media Information Literacy. Policy and Strategy Guidelines [En ligne]. 2013b.
http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002256/225606e.pdf
UNESCO. Building Digital Safety for Journalism [en ligne]. 2015a.
http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002323/232358e.pdf

[113] ANDRY Normand, BASQUE Joëlle. « L'éducation aux médias dans le Programme de formation de l'école québécoise : intégration, pratiques et problématiques ». Canadian Journal of Education/Revue canadienne de l'éducation. 2015, Vol. 38, N° 2, p. 1-33.
http://journals.sfu.ca/cje/index.php/cje-rce/article/viewFile/1893/1763

[114] KUMAR, Keval J. « Une nouvelle définition des objectifs : réflexions venues de l'Inde ». L'éducation aux médias dans le monde : nouvelles orientations. Londres : British Film Institute ; Paris : CLEMI-UNESCO, 1992.

[115] http://www.unesco.org/new/fr/communication-and-information/media-development/media-literacy/mil-as-composite-concept

[116] UNESCO. Éducation aux médias et à l'information. Programme de formation pour les enseignants. 2011b.

[117] LANDRY Normand, BASQUE Joëlle. « L'éducation aux médias dans le Programme de formation de l'école québécoise : intégration, pratiques et problématiques ». Canadian Journal of Education/Revue canadienne de l'éducation. 2015, Vol. 38, N° 2, p. 1-33.
http://journals.sfu.ca/cje/index.php/cje-rce/article/viewFile/1893/1763
LANDRY Normand, BASQUE Joëlle, AGBOBLI Christian. Éducation aux médias au Canada : état des savoirs et perspective de recherche en communication. In : KIYINDOU Alain (Dir.), Éducation aux médias. Nouveaux enjeux, rôles et statuts des acteurs. Paris : L'Harmattan, 2015.

[118] BOUKALA Mouloud, PASTINELLI Madeleine (Dir.). Reconnaissance et stratégies médiatiques, Anthropologie et sociétés, Volume 40, N° 1, 2016.

[119] Forum EMI européen. Déclaration de Paris sur l'EMI à l'ère numérique [en ligne]. 2014.
http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/CI/CI/pdf/news/paris_mil_declaration.pdf

[120] LA RUE, Frank. Report on the promotion and protection of the right of freedom of opinion and expression. 16 May 2011, p. 22.
LA RUE, Frank. Report on the promotion and protection of the right of freedom of opinion and expression. 10 August 2011, p. 24.
LA RUE, Frank. Promotion and protection of the right of freedom of opinion and expression. 7 Septembre 2012, p. 24.

[121] UNESCO. Étude mondiale sur le respect de la vie privée sur l'internet [en ligne]. 2013.
http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002196/219698F.pdf

[122] UNESCO. Liberté de connexion, liberté d'expression : écologie dynamique des lois et règlements qui façonnent l'internet [en ligne]. 2011.
http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002160/216029f.pdf

[123] UNESCO. Fostering Freedom Online: The Role of Internet Intermediaries [En ligne]. 2014. http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002311/231162e.pdf

[124] UNESCO. Keystones to foster Inclusive Knowledge Societies [en ligne]. 2015b. http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/CI/CI/pdf/internet_draft_study.pdf

[125] UNESCO. Global media and information literacy assessment framework: country readiness and competencies [en ligne]. 2013c. http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002246/224655e.pdf

Cette étude a été réalisée dans le cadre du Projet NET-MED Youth (2014-2018), mis en œuvre par l'UNESCO et financé par l'Union européenne. L'étude, menée par le Centre interuniversitaire d'Etude sur les Arts, les Lettres et les Sociétés (CELAT) au sein de l'Université Laval, Canada, met en lumière les usages du numérique chez les jeunes du sud de la Méditerranée ainsi que diverses formes d'engagement et de participation citoyenne en ligne. Ce travail original se fonde sur une vaste revue de la littérature analysant notamment l'utilisation des TIC par les jeunes, la participation des jeunes de la région au débat public en ligne, les possibilités offertes par l'utilisation des médias numériques dans les différents pays, ainsi que les défis liés à la liberté d'expression. L'analyse croisée d'une quinzaine de plateformes les plus populaires dans la région a permis de dresser un inventaire des thématiques et des questions abordées par les jeunes dans différents types d'espaces en ligne, de distinguer les catégories d'espaces numériques fédérant les jeunes, et de documenter leurs opinions et leurs attentes à l'égard des médias numériques. Enfin, l'étude apporte des recommandations permettant de repenser les modalités d'appui à l'engagement citoyen des jeunes sur Internet.

Visitez www.netmedyouth.org

9 789232 001696